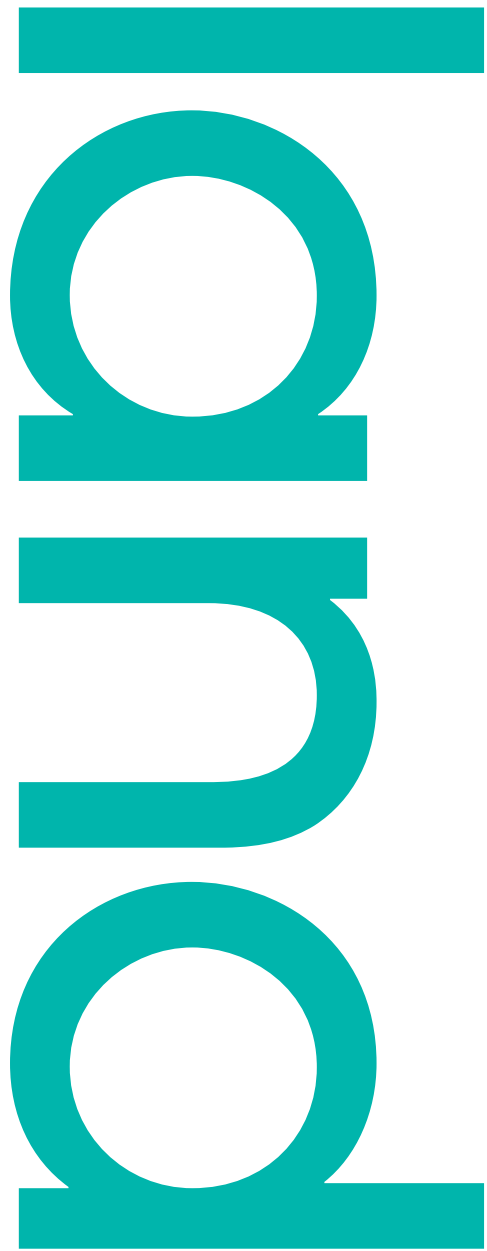




Deux âmes dans une même poitrine

Comment les descendants d'immigrés portugais construisent leurs appartenances au Luxembourg ?

Wo Wahrheiten kollidieren

Die Kommentarsektion unter Artikeln auf *rtl.lu*: mehr als gegenseitiges Anschreien?

Des lendemains qui chantent

Tout le monde parle de « résilience » et de « reterritorialisation ». Et si les coopératives permettaient de sortir de la pandémie par le haut ?

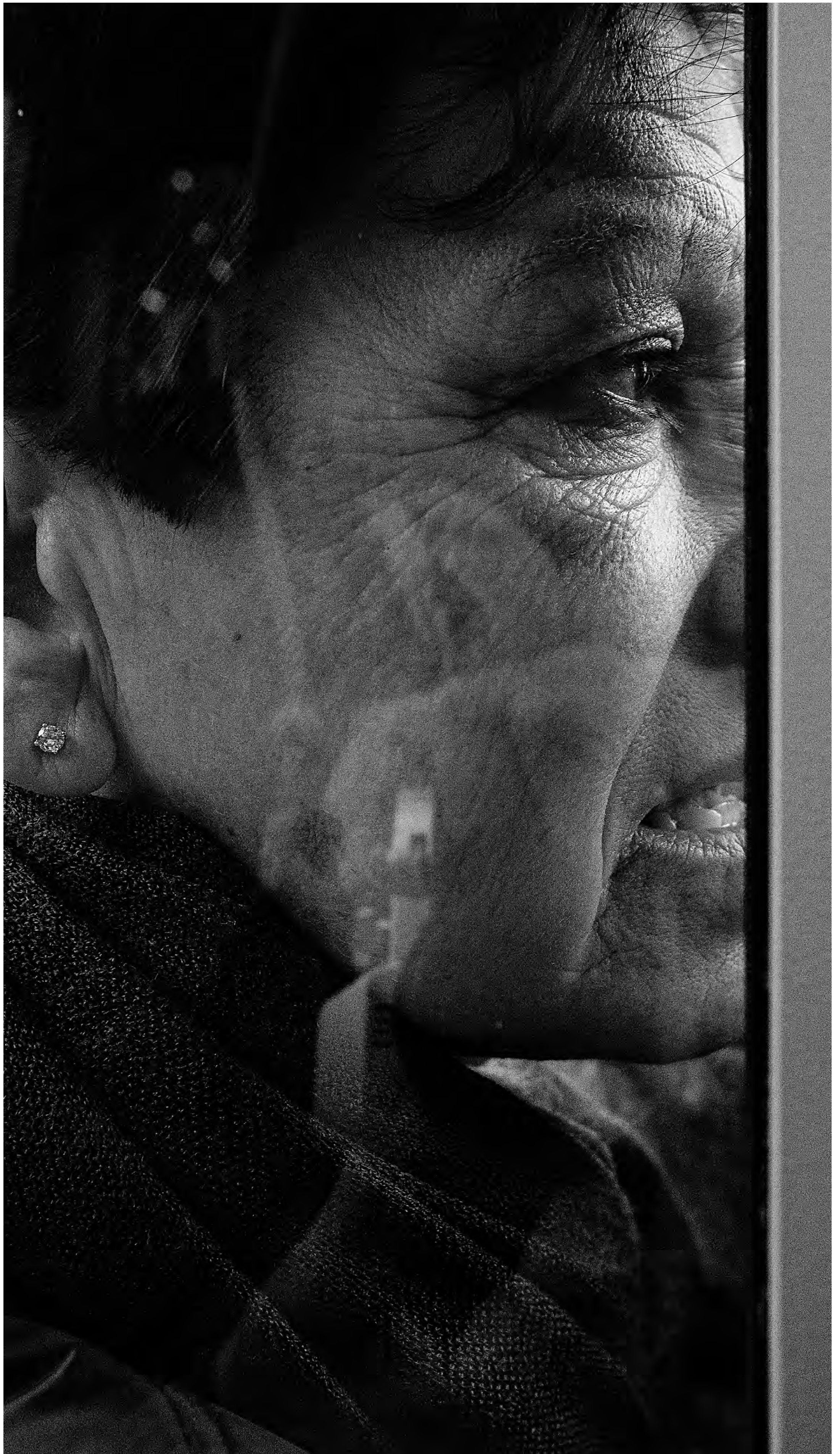
The last months of the elder Statesman

Paul Helminger ne briguera pas la présidence de Cargolux à l'issue de son mandat. Retour sur le parcours du dandy des affaires et de la politique

Pflege am Limit

Senioren zählen zur Covid-19-Risikogruppe. Ihre medizinisch-pflegerische Versorgung ist gewährleistet. Wie lange noch?

Photo : Sven Becker



land

Unabhängige Wochenzeitung
für Politik, Wirtschaft und Kultur

#46

67. Jahrgang
13.11.2020



4,50 €



Bien qu'en perte de vitesse, les *Ranchos* continuent à ressembler, surtout dans le sud du pays



Les *bailes* ne semblent plus attirer la « seconde génération »

Deux âmes dans une même poitrine

France Clarinval (texte) – Paulo Lobo (photos)

Comment les descendants d'immigrés portugais construisent leurs appartenances au Luxembourg ?
C'est l'objet de la thèse de Heidi Rodrigues Martins.
Éclairages et témoignages

Quand elle était enfant au milieu des années 80, Elisabete habitait dans le centre-ville de Luxembourg et allait à l'école rue de la Congrégation. « Il n'y avait pas de Luxembourgeois, on parlait portugais ou français. Ce n'est pas idéal pour l'intégration, ça a joué en notre défaveur ». La (déjà) bourgmestre Lydie Polfer avait bien voulu montrer l'exemple en y inscrivant sa fille, mais le niveau de l'école était jugé trop bas pour beaucoup de Luxembourgeois et elle n'a pas vraiment été suivie. Aujourd'hui, Elisabete a deux enfants et constate que les choses ont bien changé : « Le Luxembourgeois est beaucoup plus présent, y compris entre étrangers ou descendants d'étrangers, tout le monde le parle à l'école. » Rui aussi vivait dans un quartier très multiculturel, à Bonnevoie, où le français s'imposait dans la vie quotidienne : « Entre les Portugais, les Espagnols, les Cap-Verdiens, les Italiens... notre langue commune, c'était le français. Je ne me souviens pas avoir eu des cours de luxembourgeois, on parlait avec les profs ou au foot. Pour moi, le luxembourgeois, c'était la langue pour les questions administratives quand j'accompagnais mes parents à la commune. »

Pour Heidi Martins, auteure de la thèse *Dynamiques de (dés)appartenance au cours de la vie : le cas des Portugais de « seconde génération » au Grand-Duché de Luxembourg* qu'elle a défendue l'année dernière à l'Université de Luxembourg¹, l'école, mais aussi les loisirs et plus tard, le travail « renvoient aux référents de (dés)appartenance

Le nom, comme signe d'un background migratoire, apparaît comme élément de tension, de fermeture de portes professionnelles

au Luxembourg ». Alors que le « chez-soi constitue le cadre d'expérience privilégié de la (re) construction du référent de (dés)appartenance au pays d'origine ». Un troisième espace-temps, celui des voyages sera celui de la « (dé)construction, reconstruction et démultiplication des référents de (dés)appartenance (multiples et enchevêtrés) ». Elle met ainsi en évidence des trajectoires multiples où les descendants d'immigrés Portugais s'attachent tantôt à leur pays d'origine, tantôt au Luxembourg, voire à des références plus large (Europe, monde) et utilisent des stratégies (conscientes ou non) pour s'intégrer ou s'éloigner selon les moments et les circonstances de leur vie. La chercheuse observe des parcours d'allers et retours vers plus ou moins de sentiments d'appartenance au Portugal et au Luxembourg : « C'est un processus, pas quelque chose d'abouti une fois pour toute ».

Chez-soi « À la maison, le portugais était omniprésent. Mes parents regardaient la télé portugaise, travaillaient avec des Portugais, participaient aux fêtes portugaises », se souvient Elisabete qui est arrivée au Luxembourg à trois ans, au début des années 80. Elle regrette que ses parents ne se soient « jamais vraiment intégrés ». Chez Rui, qui est né au Luxembourg et dont les parents sont arrivés et se sont rencontrés au Luxembourg avant leurs vingt ans, la télé était plutôt en français. « La télévision occupe une place centrale dans l'apprentissage des langues par nos participants », confirme Heidi Martins

qui parle d'une « donne technologique » qui différenciera les parcours et les approches des uns et des autres, certains choisissant sciemment de regarder la télévision allemande pour « faire comme les Luxembourgeois », ou « pour mieux apprendre », d'autres préférant les chaînes francophones « plus proches de leur culture ». Plus tard, l'usage de telle ou telle langue variera selon les circonstances. Rui parle français avec son frère et portugais avec ses parents, Elisabete a appris le portugais à ses enfants (qui parlent aussi l'italien de leur père et utilisent le luxembourgeois entre eux. Nuno parle portugais en famille, avec ses employés, « mais pas avec les clients, pour que tout le monde comprenne ».

« Encore aujourd'hui, quand je vais manger chez ma maman le dimanche, elle fait du *bacalhau* », s'amuse ce dernier qui est arrivé à six ans au Luxembourg et a fréquenté l'école européenne. Les traditions culinaires sont pour lui (qui est d'ailleurs à la tête de plusieurs restaurants) un des « repères » de la culture portugaise. Il se souvient aussi de l'économe des institutions européennes : « On trouvait les produits portugais qui n'étaient pas encore dans les rayons du Cactus à l'époque. » C'est ce que la doctorante appelle « les saveurs du pays ». Elle pointe « un mélange d'ingrédients, de saveurs, d'outils, de gestes, d'habitudes et de traditions [qui] parfument leurs souvenirs et enrichissent leur quotidien. » Ce sont des éléments constitutifs de ce sentiment d'appartenance qui, contrairement

aux questions linguistiques, ne déclenchent pas de tensions : « Les pratiques culinaires ne sont pas porteuses d'enjeux de pouvoir, mais elles nous permettent de mettre l'accent sur la dimension sensorielle des (dés)appartenances. »

En revanche, un troisième ensemble d'éléments apparaît plutôt comme un repoussoir, une raison d'éloignement du pays d'origine : la trilogie des trois F (*Fado*, *Fátima*, *Futebol*) promus sous la dictature de António de Oliveira Salazar, à laquelle on peut ajouter d'autres aspects « folkloriques », comme les danses traditionnelles, les bals et autres festivités qui rythment le calendrier. « Je me sens assez mal à l'aise avec les grandes fêtes portugaises : c'est tellement cliché, tellement loin de ce que je suis devenue », explique Elisabete qui préfère la zumba à la *Pimba*. « Les fêtes, les danses et la musique traditionnelles, c'est plutôt pour les vacances quand je visite le pays. Ici, je m'intéresse aux traditions luxembourgeoises », souligne Nuno. « De même que les pratiques culturelles traditionnelles (p.ex. le *Rancho* et les *bailes*), les pratiques religieuses sont plutôt l'apanage de la première génération. Pour nos participants, ces pratiques sont plutôt expérimentées en tant qu'enfant et, une fois adultes, ils s'en détachent », écrit Heidi Martins qui ajoute que ces pratiques renvoient également aux stéréotypes liés à l'*émigrante* au Portugal. Le football reste cependant un terreau fort de sentiment d'appartenance et un véhicule de fierté. « Si je suis fier de mes origines portu-



La convivialité reste un des traits qui est valorisé par les descendants d'immigrés portugais



Les coutumes liées à la cuisine constituent une des marqueurs fort de l'appartenance au pays d'origine



Les pratiques folkloriques sont expérimentées dans l'enfance et souvent abandonnées ensuite



Le football est un motif de fierté qui renforce le sentiment d'appartenance

gaises ? Ça dépend des résultats de la *Seleção* », s'amuse Rui qui regrette que, dans ce domaine, le Luxembourg n'offre pas souvent de motif de fierté.

Entre deux chaises C'est un sentiment connu par toutes les populations migrantes : être étranger ici et étranger là-bas. « Nous ne sommes pas perçus comme Portugais au Portugal, ni comme Luxembourgeois au Luxembourg », résume Nuno. Il en résulte des tensions et un jeu complexe entre appartenance et désappartenance. « Immigrant et émigrant sont les deux faces d'une même pièce » explique Heidi Martins au *Land*. Elle considère que la consonance et la longueur des prénoms et noms, l'apparence physique ou la maîtrise des langues et accents sont les éléments de tensions qui sont les plus souvent ressentis. C'est sur ceux-ci aussi que les personnes jouent et travaillent : réduire son nom, se teindre les cheveux en blond, adopter l'argot d'une région... Spontanément, la question de la langue est évoquée par tous. « Je parle français sans accent », insiste Nuno. « Je crois que je parle parfaitement luxembourgeois », estime Elisabete. « Je sais que j'ai un accent français en portugais », ponctue Rui.

« Chaque été, nous allions en vacances au Portugal », se souvient-il, « jusqu'à mes seize ans, je n'ai connu que ça, puis j'ai osé dire à mes parents que je voulais voir autre chose, ils ne comprenaient pas vraiment. » Sans être rejeté, il sait qu'il y est considéré comme étranger :

« j'étais toujours 'le cousin du Luxembourg', pas simplement 'le cousin'. On me demandait toujours de dire des mots en allemand ou en luxembourgeois... ». De même, au lycée (classique), il est le seul étranger de sa classe où ses camarades lui font « bien sentir qu'on n'est pas du même monde ». Il analyse ce rejet non seulement en raison de ses origines culturelles, mais aussi sociales : « J'étais le seul Portugais, mais aussi le seul fils d'ouvrier. »

« On n'était pas vraiment à notre place », soupire Elisabete en repensant à son adolescence. « Une culture différente, une langue différente, c'est difficile à vingt ans de s'identifier au Luxembourg et de passer au-dessus des clichés et stéréotypes qu'on nous colle ». Elle était, directement après son bac en 2000, la première (ou une des premières) portugaise à être embauchée à la BCEE, « un environnement presque exclusivement luxembourgeois, où j'ai dû me faire une place ». Elle se souvient des « petites piques » de la part de collègues, mais admet qu'elle avait « aussi des a priori sur les Luxembourgeois ». Elle n'avait pas digéré qu'on lui interdise de parler portugais aux clients alors que parler anglais ou néerlandais était valorisé (les choses ont changé aujourd'hui, nous assure-t-elle). Vingt ans et des formations plus tard, elle travaille toujours dans la même banque et se sent « parfaitement intégrée ». « Aujourd'hui le Portugal est une destination touristique, Lisbonne est une ville branchée, l'image des Portugais est bien meilleure que quand j'étais adolescente. »

La possibilité d'acquérir la double nationalité a souvent aidé dans la résolution des tensions entre plusieurs appartenances

Carte d'identité Devenu Luxembourgeois pour éviter le service militaire au Portugal, à une époque où la double nationalité n'existait pas encore, Rui n'a pas l'impression d'avoir perdu sa « portugalité » car il considère qu'il « ne faut pas de papiers pour connaître et prouver ses racines ». À quarante ans, il a entrepris un tatouage où il a intégré la sphère armillaire du drapeau portugais de manière stylisée – « mes racines sont au fond de moi », dit-il. En devenant adulte, beaucoup de ces personnes de deuxième génération résolvent les tensions et n'ont plus besoin d'oublier (voire de nier) leurs origines pour se sentir intégré. « On voit apparaître l'acceptation d'identités multiples, un bricolage d'identités qui mêle reconnaissance envers les parents et fierté de l'intégration », nous explique Heidi Martins. La possibilité d'acquérir la double nationalité a souvent aidé dans cette résolution. La doctorante raconte ainsi le cas d'Adriana, 37 ans : « Parce qu'elle se 'considère les deux', il était 'hors de question' pour elle d'abandonner la nationalité portugaise. Ce ne fut qu'après l'entrée en vigueur de la loi de la double nationalité et parce qu'elle a senti que son 'bagage culturel' avait été 'accepté et valorisé', qu'elle a décidé de demander la nationalité luxembourgeoise. »

Ainsi, Nuno a pris la double nationalité, « après le référendum, parce que je voulais pouvoir voter, être citoyen, exprimer ma voix. ». Elisabete aussi a opté pour la double nationalité, il y a six ans : « Je n'en sentais pas l'utilité avant

cela, mais ça aide psychologiquement pour se sentir Luxembourgeois. » Elle a aussi « simplifié [son] nom » en retirant celui de sa mère. Parmi les personnes interrogées par Heidi Martins, plusieurs ont aussi changé leur nom. « Le nom, comme signe d'un *background* migratoire apparaît comme élément de tension, de fermeture de portes professionnelles. Tout se passe comme si le changement de nom avait le pouvoir d'ouvrir ces portes. » En choisissant les prénoms de leurs enfants, certains d'ailleurs réfléchissent à ne pas les stigmatiser avec un prénom « trop portugais ».

« Zwei Seelen wohnen, ach! in meiner Brust » (« Deux âmes, hélas ! habitent en ma poitrine ») dit le *Faust* de Goethe. Et réunir ces deux identités demande aux descendants d'immigrés portugais des efforts considérables « que les Luxembourgeois ne mesurent pas toujours ». Il ne s'agit pas de choisir l'une contre l'autre, mais de tirer le mieux de chacune, en fonction des situations. « Finalement, je pense que j'ai créé ma propre culture et j'estime que c'est une chance », conclut Elisabete. ●

¹Thèse soutenue le 21 janvier 2019 sous la direction de Dr Sonja Kmeč, en vue de l'obtention du grade académique de Docteur de l'Université du Luxembourg en sciences sociales, en cours de publication

É D I T O

Risque ou précaution

Pierre Sorlut

Merde alors, peut se dire le chef de l'exécutif Xavier Bettel (DP) au vu du sondage Politmonitor (*RTL/Wort*) paru mercredi. Depuis un mois, le gouvernement prend un maximum de risques au niveau sanitaire pour limiter autant que possible les atteintes aux libertés, perçues dans l'imaginaire collectif comme négatives d'un point de vue électoral, et son action est jugée plus mauvaise que lors du confinement de mars-avril, heure des mesures spectaculaires devant une situation inédite. Aujourd'hui, restos et bars restent ouverts jusqu'au couvre-feu de 23 heures, restriction *soft* adoptée localement. Ils sont fermés dans les régions alentours où il est même souvent interdit de voir des proches, si bien que les voisins s'encanaillent dans les établissements luxembourgeois, eux-mêmes bien contents de profiter d'une telle manne en cette année noire. Le maintien de l'ouverture des commerces dits « non-essentiels » enchante également professionnels et clients. Et l'on constate, comme samedi dernier, des artères commerçantes bien vivantes avec des terrasses garnies malgré des températures normalement rédhitoires. Seul le port du masque par une grande partie des piétons rappelle la pandémie.

Comment expliquer ce désamour que même Paulette Lenert (LSAP) peine à endiguer ? Les raisons sont multiples et plus ou moins légitimes. D'aucuns estiment que le gouvernement cède aux sirènes des lobbys de l'horesca et du commerce. Une étude publiée mardi dans la revue *Nature* par des chercheurs de Stanford et Northwestern University donne pourtant raison à l'approche granulaire consistant à appliquer des doses de précaution comme la limitation des personnes présentes dans les lieux publics ou le port du masque quand on se lève. « Restricting maximum occupancy at each POI (les *points of interest* comme les bars ou les restaurants, *ndlr*), is more effective than uniformly reducing mobility », expliquent les chercheurs qui ont basé leur travail sur le *big data* des mouvements de population et des lieux de contamination.

L'impression d'inaction devant les chiffres d'infections et de décès précipite sans doute aussi dans l'incompréhension. L'amplitude de la deuxième vague dépasse de loin la première. Sa longueur également. Et tout laisse penser que le nombre de décès va croître concomitamment, longuement. D'autant plus que les hôpitaux saturent. Une note de la cellule de crise du Centre hospitalier Emile Mayrisch (Chem) que le *Land* a pu consulter, dépeint mardi « une situation précaire » avec le nombre croissant d'occupation de lits et de personnel écarté par rapport à des ressources limitées. « Le psychisme a horreur du vide. Le psychisme veut avoir des clartés », analyse le psychologue Gilbert Pregno. L'expectative et la fébrilité dans lesquelles, non seulement le gouvernement, mais aussi tout un chacun, sont astreints du fait d'un savoir encore lacunaire après neuf mois de crise sanitaire transforment le désarroi en défiance. Et la communication parcellaire et de type pravadienne comme Claude Meisch (DP) qui affirme, péremptoire, ce jeudi que « l'école n'est pas responsable de la propagation du virus » au moyen de données discutables, n'invite guère à la confiance. Alors maintenant que l'on sait que le risque ne paie pas ici, se pose la question de savoir quel intérêt l'exécutif a à privilégier l'approche des mesures ciblées à l'application généralisée du principe de précaution.

Blog

W O H N U N G S B A U

Nicht ohne die Gemeinden

Ganz neu hat Innenministerin Taina Bofferding (LSAP) einen Gesetzentwurf schreiben lassen, den ihr Vorgänger und Parteikollege Dan Kersch 2017 im Parlament eingereicht hatte: Zur Ankurbelung des Wohnungsbaus sollen Gemeinden mit Grundstücksbesitzern „Baulandverträge“ abschließen. Und stockt in einer Gemeinde ein größeres Wohnungsbauvorhaben, weil der Besitzer einer Parzelle sich weigert, soll ein „Remembrement ministériel“ die Zusammenlegung der Flächen anordnen können. Weil das Eingriffe ins Privateigentum sind, kam der Gesetzentwurf beim Staatsrat zunächst nicht gut an. Der überarbeitete Entwurf geht juristisch zum Teil anders vor, politisch geht er punktuell weiter als der erste Text: Ursprünglich sollte lediglich für die Erschließung neu ausgewiesenen Baulands eine Frist eingeführt werden. Nun soll es auch eine Frist zur Bebauung selbst geben. Obligatorisch soll die fristgemäße Bebauung aber nur für Parzellen sein, die nach Inkrafttreten des Gesetzes als Bauland ausgewiesen werden. Für bereits bestehendes Bauland sollen die Gemeinden „fakultativ“ Fristen setzen können; beispielsweise, um Baulücken zu schließen (Foto: sb). Die in Corona-Zeiten politisch wenig auffällige Innenministerin widmete dem neuen Gesetzentwurf gestern extra eine Pressekonferenz. Sie erklärte, dass der Text weitergehe als sein Vorgänger, sei im Koalitionsvertrag abgemacht und auch wegen der „Preisentwicklung“ nötig. Aber vielleicht ist die Regierung dabei, sich mit fakultativen Regelungen für die Gemeinden ähnlich aus der Affäre zu ziehen, wie CSV und LSAP das 2008 beim ersten *Pacte logement-Gesetz* taten: Bestimmungen dieses Gesetzes, die besonders stark sind, wenden ebenfalls die wenigsten Gemeinden an. Was den wechselnden Regierungen bis heute Stoff für Schuldzuweisungen geliefert hat. pf

P E R S O N A L I E



François Bausch,

Mobilitätsminister (Grüne), zog auf seine vergangene Woche gemachte Ankündigung, die eingleisige Bahnstrecke zwischen Esch/Alzette und Audun-le-Tiche werde stillgelegt, sobald die Express-Tram zwischen Hauptstadt und Süden und ein Hochleistungsbus zwischen Esch und Audun fährt, erwartungsgemäß Protest der FNCTTFEL auf sich. In einer Pressemitteilung drohte die Eisenbahnergewerkschaft am Dienstag mit „Aktionen“ und schrieb, sie seien „imminent“. Allerdings sollen Tram und Bus erst 2035 fahren (Foto: sb). pf



Jean Asselborn,

Außenminister (LSAP), machte sich in seiner außenpolitischen Erklärung im Parlament am Mittwoch Sorgen um die „Verletzlichkeit der ganzen Weltordnung, die wir seit dem Zweiten Weltkrieg mit aufgebaut haben“. Man sei gefordert wie nie, um die Corona-Krise zu bewältigen, aber auch um eine „Weltordnung zu stärken, die auf Regeln internationalen Rechts beruht“ und die durch illiberale Auslegungen und weltweite Fluchtbewegungen unter Druck stehe. Asselborn ging zudem auf die hier ansässigen EU-Institutionen ein: Man habe nach der (ohne Rücksprache) getroffenen Entscheidung der EU-Kommission, die Agentur für Verbraucherschutz abzuziehen, intensive Gespräche geführt, die Agentur auszubauen statt abzuziehen. Der Standort Luxemburg sei mit rund 14 000 EU-Beamten/innen nicht gefährdet, so der Außenminister mit Verweis auf die zwei neuen Agenturen, die Europäische Generalstaatsanwaltschaft und den Europäischen Hochleistungsrechner. Vergangenen Freitag habe Luxemburg überdies seine Bewerbung um den Sitz für das geplante Europäische Zentrum für Cybersicherheit eingereicht. ik

S C H U L E

Alles wie gehabt

Die Zwischenanalyse zu Covid-19 in den Schulen ist Beweis dafür, dass es derzeit keine zusätzlichen Schutzmaßnahmen in den Schulen braucht. Meint Bildungsminister Claude Meisch (DP). Er steht seit Wochen wegen zögerlichen Covid-Krisenmanagements in der Kritik. Allerdings werfen die 35 Seiten Bericht, erstellt vom Schulministerium „auf Grundlage der Daten der Gesundheitsinspektion“ und ohne Research Taskforce mehr Fragen auf, als sie beantworten. Denn die

Statistiken stehen teils kontextlos da, so dass eine realistische Einordnung schwerfällt. So wird anhand eines anonymen Lyzeums erläutert, wie durch Quarantänemaßnahmen die Verbreitung des Virus gestoppt werden konnte, während an einem anderen Lyzeum das Virus weiterlief. Unklar blieb, ob das typische Beispiele sind, denn es fehlen Informationen zu anderen Schulen. Auffällig: Der Anteil der Getesteten hat bei den Null- bis 17-Jährigen nach der *Rentrée* deutlich abgenommen. Ab der 41. Woche wurde er wieder ausgedehnt, liegt aber durchgängig niedriger als bei den Erwachsenen. Meisch räumte auf *Land*-Nachfrage ein, es sei nicht auszuschließen, dass möglicherweise weniger asymptomatisch Covid-19-positive Schüler erfasst wurden. Außer, dass die Maskenpflicht künftig bei Bewegung auch in Klassensälen der Grundschule gelten soll, Rezepte für einen Corona-Test und die Quarantäne von den Schuldirektionen verschickt werden, einem aufgestockten Schulbustransport und der Ergänzung des Covid-19-Stufenplans um ein viertes Szenario, sind keine weiteren Änderungen oder Schutzmaßnahmen geplant. Sie soll es geben, sobald striktere Auflagen für die Gesamtbevölkerung gelten, so Claude Meisch. ik

P O L I T I K

Der Méco und Google

Das Verwaltungsgericht entschied am Montag in erster Instanz, die Regierung habe zu recht dem Mouvement écologique Einsicht in das mit Google abgeschlossene *Memorandum of Understanding* zum geplanten Datenzentrum verweigert: Das MoU sei kein Verwaltungsdokument. Dagegen will der Méco Berufung einlegen. Wie er am Dienstag in einer Pressemitteilung erklärte, will er auch politisch eine Front gegen

das Transparenzgesetz von 2018 eröffnen, das „mangelhaft“ sei. pf

P O L I T I K

Kein Triple A

Während Luxemburg sich nach wie vor einer AAA-Bewertung seiner Kreditwürdigkeit anhand finanzieller Kennzahlen erfreut, kommt eine Studie der Ratingagentur Scope zu einem ganz anderen Ergebnis: Beziehe man die Klimarisiken ein, sei die Kreditwürdigkeit Luxemburgs neben der von Zypern, Italien, Griechenland und den Niederlanden im EU-Vergleich besonders schlecht. Über die Scope-Studie berichtete die *Frankfurter Allgemeine Zeitung* gestern. Und zitierte Studien-Autor Bernhard Bartels, dass bei der Auswertung der Daten das schlechte Abschneiden Luxemburgs „überraschend“ gewesen sei. Offenbar unternehme Luxemburg nicht genug gegen Klimarisiken. Darunter versteht die Studie zum einen Transitionskosten für die Volkswirtschaft hin zu grüner Energieversorgung. Zweitens erfasste sie das Risiko von Naturkatastrophen sowie drittens die Abhängigkeit von Rohstoffimporten. pf

G E S U N D H E I T

Impfaufregung

Die Ankündigung des US-Pharmagiganten Pfizer und der deutschen Fima Biontech, der gemeinsam entwickelte Covid-Impfstoff zeige mehr als 90 Prozent Wirksamkeit und bislang keine Nebenwirkungen, sorgt auch in Luxemburg für Aufregung. Denn die Regierung hat sich an einer EU-Bestellung beteiligt. Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) erklärte gestern auf eine dringende parlamentarische Anfrage hin, von den angekündigten 420 000 Dosen für Luxemburg



würden die ersten wohl nicht vor dem ersten Quartal 2021 geliefert. Über Bestellungen, die die EU-Kommission für alle Mitgliedstaaten tätigt, hinaus versorge Luxemburg allein sich nicht mit Impfstoff. Die Verteilungsmodalitäten des Vakzins arbeite zurzeit eine Arbeitsgruppe des Krisenstabs der Regierung aus. Wer den Impfstoff prioritär erhält, entscheide der Regierungsrat. Internationale Empfehlungen der Weltgesundheitsorganisation und des EU-Seuchenschutzamts ECDC würden dabei berücksichtigt. Darin gälten „Vulnerable“ sowie Mitarbeiter/innen des Gesundheits- und Pflegesektors als prioritär. Die Finanzierung und des Impfstoffs und ob der die Bürger/innen etwas kosten werde, entscheide der Regierungsrat ebenfalls, so Lenert. Dem Vernehmen nach ist auch die Logistik des Impfstoffs eine große Herausforderung: Lieferbar ist er in Form von drei Typen, von denen einer bei Kühlschranktemperatur gelagert werden kann, der zweite dagegen minus 20 Grad erfordert und der dritte minus 80 Grad. *Land*-Informationen zufolge hat keiner der drei ansässigen Pharma-Großhändler die Kapazität für Typ zwei und drei. *Paperjam.lu* schrieb am gestrigen Donnerstag, das Cargozentrum am Findel sei eine mögliche Option; die nötige „Kühlkette“ bestehe dort, auch bis auf minus 80 Grad. Das Gesundheitsministerium habe sich dazu aber nicht äußern wollen. pf

Pflege am Limit

Ines Kurschat

Senioren zählen zur Covid-19-Risikogruppe. Ihre medizinisch-pflegerische Versorgung ist gewährleistet. Wie lange noch?

36 Tote vergangene Woche und acht gestern, so lautete die traurige Pandemie-Bilanz am Mittwoch. Wie immer, gab es keine weiteren Details zu den Profilen. Es ist jedoch anzunehmen, dass es sich auch bei diesen Covid-19-Vestorbenen um ältere Menschen handelt. Die zweite Corona-Welle fordert ihren Tribut – menschliche Schicksale drohen hinter anonymisierten Zahlen zu verschwinden, derweil Angehörige um ihre Lieben auf der Intensivstation bangen. Angehörige dürfen inzwischen am Klinikbett Abschied nehmen, sie werden, mit Extra-Schutzanzügen bekleidet, zu den Lieben gelassen. Auch sonst versuchen die Verantwortlichen in den Kliniken und Heimen, das Leid und die Isolierung, die zur Krankheit hinzukommen, auf ein Minimum zu beschränken.

„Ich denke, die völlige Isolation von älteren Menschen über Wochen werden wir nicht mehr erleben“, sagt Julie-Suzanne Bausch dem *Land*. Die Vizedirektorin des Lycée classique in Diekirch hat selbst Verwandte in einem Pflegeheim: „Wir können sie sehen, mit Plexiglas-Abtrennung und Abstandhalten“, erzählt Bausch freimütig, die zudem Präsidentin der nationalen Ethikkommission ist. Im Juli hatte das Gremium ein Positionspapier zur durch die Corona-Pandemie verursachte Verletzlichkeit bestimmter Personengruppen veröffentlicht und vor den Folgen des *Lockdown* gerade für ältere Personen gewarnt. Damals hatten Mitglieder der Kommission selbst erfahren, was die Abschottung für ältere Menschen bedeutet: Viele waren von ihren Angehörigen und Freunden im Heim getrennt. Deren Aktivitäten, Ausflüge und Kontaktmöglichkeiten wurden teils drastisch reduziert.

Das soll bei der zweiten Welle nicht wieder vorkommen. Die Empörung war im Frühjahr hochgeschlagen, weil Angehörige den Zutritt zu wegen Covid-19 sterbenden Verwandten verwehrt bekamen, „eine nicht hinnehmbare Diskriminierung“, so die Ethikkommission. Daraufhin legten Familien- und Gesundheitsministerium gemeinsam Regeln zum Besuch von Covid-19-Schwerkranke fest; die Besuchsregeln in den Heimen überließen sie den Trägern und ihrem Dachverband Copas, gaben aber Empfehlungen vor. Seitdem versuchen die Alten- und Pflegeheime die Schutzmaßnahmen flexibler anzuwenden und Besuche, so lange es eben geht, zuzulassen.

Denn mit der zweiten Welle steigen die Infektionen in höheren Altersgruppen wieder an – und auch die Zahl der Covid-Kranken und Toten: Zwischen 20. September und 18. Oktober hat sich die Zahl der Infektionen bei den 60- bis 69-Jährigen versiebenfacht. Am 11. November waren 750 Bewohner/innen und 610 Mitarbeitende in Altersheimen Covid-19 positiv. Die 70- bis 90-Jährigen machen knapp 90 Prozent aller Covid-19-Todesopfer aus, zählt man die 60- bis 70-Jährigen hinzu sind es sogar 97,5 Prozent. Vergangene Woche waren in Heimen fünf neue Infektions-Cluster aufgetreten, Covid-positive Bewohner hatten Mitbewohner angesteckt. Um eine flächenartige Ausbreitung des gefährlichen Virus zu verhindern, berichten Angehörige, wurden erneut Infizierte auf ihren Zimmern eingesperrt. „Bei ihnen kommen die sanitären Regeln zur Anwendung, die auch in der Normalbevölkerung gelten“, betont Carine Federspiel von Zitha Senior. Ein Problem sind die vielen asymptomatischen Fälle, die nicht direkt erkannt werden. Denn auch wenn Alte wegen Diabetes, Gebrechlichkeit und Atembeschwerden zur Risikogruppe zählen, werden längst nicht alle krank.

Die Situation der älteren Covid-19-Betroffenen in den Heimen und zuhause ist unübersichtlich, auch weil das für die sanitären Maßnahmen zuständige Gesundheits- sowie das Familienministerium weiterhin nicht viel mehr Transparenz walten lassen: Clusterbildungen werden nur auf Nachfrage mitgeteilt und so, dass sich Fälle nicht zuordnen lassen, begründet wird dies mit dem Datenschutz. Bei den Angehörigen steigt indes die Sorge über zu strenge oder zu lax Schutzmaßnahmen, Vernachlässigung und Fehler. In größeren Heimen gibt es Ethikräte; ansonsten fehlen externe Stellen, an die sich Angehörige mit Fragen und Beschwerden wenden können. Ex-Ombudsfrau Lydie Err hatte gefordert, auch Heimen Kontrollbesuche abstatten zu dürfen. „Ich bin jederzeit bereit zu kommen, wenn mich jemand einlädt“, betont Nachfolgerin Claudia Monti.

Statt aufzuschlüsseln, wo wer in der Klinik, im Heim oder zuhause stirbt, liefert das Gesundheitsministerium weiterhin nur die nötigsten Daten. Erziehung-



Einsamkeit im Alter ist schwer zu ertragen. Die Corona-Schutzmaßnahmen machen es für Senioren nicht leichter

minister Claude Meisch veröffentlicht wöchentlich einen Covid-19-Lagebericht; die Familienministerin Corinne Cahen (DP) scheint indes komplett abgetaucht, obwohl Alters-, Pflege- und Behinderten-einrichtungen mindestens so wichtig sind wie die Schulen und Kindergärten, zumal es sich teils um Risikogruppen handelt. Damit entfällt die Möglichkeit, die Öffentlichkeit gezielt zu warnen und das Krisenmanagement zu überprüfen.

Die Pflege von Covid-Patienten, ob im Heim oder in der Klinik, ist sehr aufwändig

Im Gutachten hatte die Ethikkommission betont, wie wichtig eine „ehrlliche und offene Kommunikation sowie zugängliche Informationskampagnen, die Diskriminierung und Stigma verhindern“, seien. Die Heime veröffentlichen keine Covid-19-Statistiken. Die Pressestelle im Gesundheitsministerium gibt sich alle Mühe, bekommt aber täglich unzählige Anfragen aus dem In- und Ausland. Wie es scheint, haben Besuche am Vatertag (4. Oktober) und zu Allerheiligen dazu geführt, dass das Virus in den Heimen und Familien stärker streut. Offenbar ist nicht überall angekommen, dass in den eigenen vier Wänden und in der Familie die Ansteckungsgefahr am größten ist und schützen sich viele nicht entsprechend. Es fehlen zielgruppengerechte Ansprachen und Aufklärungsendungen. Die anhaltend hohen Infektionszahlen gehen an den Altersheimen nicht spurlos vorüber: An den Bewohner/innen nicht, die sich angesichts von 110 Neuinfektionen allein vergangene Woche teilweise wieder strengerer Schutzmaßnahmen gegenübersehen. Mehrere Heime haben, um das Virus in den Griff zu bekommen, die Anzahl der Besuche deutlich reduziert.

Aber auch am Personal nicht, das seit Wochen unter Hochdruck arbeitet. Denn neben den Bewohner/innen stecken sich Krankenpfleger/innen mit dem Sars Cov-2-Virus an. Der quarantäne- und isolierungsbedingte Ausfall ist hoch und bringt die Heime, aber auch die mobilen Pflegedienstleister an die Grenzen. Der Generaldirektor des Krankenhauses CHL, Romain Nati, sagte diese Woche, die Situation in den Kliniken sei noch stabil, weil ältere Covid-Kranke in den Heimen betreut würden – aber das bedeutet Mehrbelastung für das Pflegepersonal dort. Gleichwohl sind 73 Prozent der derzeit wegen Covid Hospitalisierten über 60 Jahre, 38 von ihnen (70 %) liegen auf der Intensivstation und 13 werden intubiert. Die coronabedingte Ausdehnung der maximalen Tages- und Wochenarbeitszeit auf zwölf beziehungsweise 60 Stunden haben bisher zwölf Einrichtungen, das Gros aus dem Pflegebereich,

angefragt; allerdings müssen zuvor die Kollektivverträge geändert werden, bevor die Regelung greifen kann. Derweil werden Mitarbeiter aus Vorruhestand oder Pension zurückgerufen.

Auch beim mobilen Pflegedienstleister Hëllef Doheem wird das Personal knapp. „Den Höchststand hatten wir vergangene Woche mit 85 ausgefallenen Mitarbeitern erreicht“, erzählt Generaldirektor Benoît Holzem. Allmählich pendele sich das Infektionsgeschehen ein, „aber auf hohem Niveau“. Mitarbeiter machen Überstunden, kurzfristig hat die Stiftung ehemalige Mitarbeiter/innen gebeten einzuspringen; auch Verwaltungspersonal mit pflegerischer Ausbildung wurde herangezogen, um die dringendsten Lücken zu füllen. Überlegt wird zudem, Mitarbeiter im Elternurlaub heranzuziehen, doch zuvor muss dies rechtlich geklärt werden. „Das geht eine Weile gut, die Frage, die sich aber jeder stellt, ist: Wie lange?“, beschreibt Holzem die Herausforderung für das Pflegepersonal. Seine Sorge: Irgendwann wird sich der Personalmangel auf die Leistungen niederschlagen: „Wenn ein Pfleger mehr Patienten als sonst betreuen muss, bleibt zwangsläufig weniger Zeit zur Betreuung.“ Covid-bedingt haben manche Pflegedienstleister die begleiteten Einkäufe reduziert. Eine Woche zuvor hatte Nathalie Hanck, Sprecherin von Servior, dem größten Altenheimträger im Land, im *Tageblatt* ebenfalls Alarm wegen drohender Personalnot geschlagen.

Tatsächlich geht der Blick auf die Intensivbettenkapazitäten allein nicht weit genug, denn die Betreuung von Covid-Patienten, geradeso wie die von geschwächten Covid-Geheilten verlangt dem Personal viel ab. „Der Beruf ist in normalen Zeiten hart, aber unter Covid-Bedingungen ist er noch schwieriger“, sagt Tina Koch, Generalsekretärin der Krankenpflegevereinigung Anil. Unter manchen Kolleg/innen nähmen Frust und Wut zu: Je weniger sich die Bevölkerung an die Schutzmaßnahmen hält, umso mehr bekommt das Klinik- und das Pflegepersonal zu tun. Wie sich Stress und Frust auf die Krankmeldungen auswirken, war nicht zu erfahren.

Die Kliniken waren die ersten, die das psychologische Angebot für das eigene Personal ausgebaut hatten: Angestellte, die covid-bedingt unter Stress und Anspannung stehen, sollen hier Gesprächspartner finden. Besonders schwer haben es die Teamleitenden: Sie bekommen nicht nur den Druck der Patienten und der Chefetage zu spüren, sondern auch den der Kolleg/innen. Wie aber Perspektiven vermitteln bei einem Virus, gegen das noch kein Impfstoff existiert? Immer da gibt es seit dieser Woche einen Hoffnungsschimmer. Allerdings wird ein Impfstoff nicht sofort jedem/jeder zur Verfügung stehen, was neue ethische Debatten lostreten dürfte.

Deutschland hat einen Impfstoffplan entwickelt, wonach ältere Menschen und diejenigen, die in der ersten Reihe der Pandemiebekämpfung tätig sind, die ersten sein sollen, die geimpft werden. Die Luxemburger Ethikkommission ist dabei, sich ins Thema einzuarbeiten und verschiedene Szenarien zu prüfen, eine Stellungnahme wird wahrscheinlich für Anfang Dezember vorliegen. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

The Luxembourg of the United States

Am Samstag beglückwünschte Premier Xavier Bettel den designierten Präsidenten der USA, Joe Biden, und dessen Vize, Kamala Harris, über *Twitter* für ihren Wahlsieg, „fostering our economic and cultural relations“. Direktor Nicolas Mackel von Luxembourg for Finance lobte für *Paperjam* Joe Biden als „pragmatique qui connaît l'importance des hubs financiers comme le Luxembourg, l'Irlande ou le Delaware“.

Tatsächlich erinnert Joe Bidens Heimat Delaware an Luxemburg. Der Bundesstaat im Nordosten der USA ist mit einer Million Einwohner kaum größer. Er pflegt die gleiche Geschäftsmoral: „[B]ecause it is tiny, it has had to get creative to survive“ (Tim Murphy, *Mother Jones*, 11.11.2019).

Delaware und seine Wirtschaft waren zwei Jahrhunderte lang von dem Chemiegiganten DuPont de Nemours abhängig wie Luxemburg von der Arbed. „General Motors could buy Delaware if DuPont were willing to sell it“, spottete Verbraucherschutzanwalt Ralph Nader 1973 in *The Consumer And Corporate Accountability* (S. 358).

Delaware zählt mehr Briefkastenfirmen als Einwohner. Strohmannen können sie für einige hundert Dollar anonym gründen. Die Firmen zahlen keine Einkommensteuer, wenn sie nur außerhalb Delawares Geschäfte machen. Die Hälfte aller börsennotierten Firmen in den USA besitzen Firmen in Delaware.

Anfang der Achtzigerjahre beschloss auch Delaware, seine Souveränitätsnische zu diversifizieren. Gouverneur Pierre Samuel „Pete“ du Pont IV. kündigte an, dass Delaware „the Luxembourg of the United States“ werden solle. Das Motto hatte der Direktor des Wirtschaftsförderamts von Delaware, Nathan Hayward, erfunden, so die *Washington Post* (26.6.1983).

Kreditkarten, die mittellosen Haushalten oft mit irreführender Werbung verkauft werden, sind eine der Hauptsachen für die Überschuldung von Millionen US-Amerikanern. Die Familien versuchen, mit kleinen Mindestrückzahlungen über die Monatsenden zu kommen, und türmen so erdrückende Schuldenberge auf. Zusammen mit dem heutigen Hedge-Fund-Milliardär Ottavio Francis Biondi verfasste Gouverneur du Pont ein neues Bankgesetz, das Verzugszinsen in unbegrenzter Höhe erlaubt. Prompt zogen fast alle großen Kreditkartenfirmen nach Delaware, um von

dort aus ihren Kunden in den USA Verzugszinsen zu berechnen. Ein anderes Gesetz macht es für die zahlungsunfähigen Schuldner schwieriger und teurer, Konkurs zu beantragen und einen Neuanfang zu versuchen. Gleichzeitig pflegt das lokale Konkursgericht seinen Ruf, stets im Interesse der Kreditkartenfirmen zu urteilen. Ein Heer von Konkursanwälten ließ sich in Delaware nieder.

Joe Biden war zeitlebens ein Verfechter des „Delaware way“, einer Variante des „Luxemburger Modells“

Joe Biden half an vorderster Front, diese Gesetze in seiner Partei und im Senat durchzusetzen. Er war zeitlebens ein Verfechter des „Delaware way“, einer Variante des „Luxemburger Modells“. Danach gibt es keine Parteien, sondern nur Patrioten, die die Interessen der heimischen Finanzindustrie verteidigen. Nach der größten Kreditkartenfirma im Staat bekam er den Spitznamen „the senator from MBNA“. Der Demokrat „would vote again and again with Republicans to advance the legislation while taking tens of thousands of dollars more from MBNA, which by this point was paying [his son] Hunter, who had left the company in 2001 to become a lobbyist, a monthly consulting fee“, schreibt Branko Marcetic in der Biden-Biografie *Yesterday's Man* (S. 120).

1999 stimmte Joe Biden für den Financial Service Modernization Act. Dadurch wurde das 1931 in der Weltwirtschaftskrise erlassene Glass-Steagall-Gesetz aufgehoben. Mit ihm waren Geschäftsbanken, Investmentbanken und Versicherungen getrennt worden, um einen neuen Bankenkrach zu verhindern. Der folgte 2007.

Der nächste Präsident der USA wird viel Verständnis für das „Luxemburger Modell“ haben. Es sei denn, er sähe darin eine Konkurrenz für den „Delaware way“. ● Romain Hilgert



Bürogebäude in Wilmington, der größten Stadt im Staat Delaware



Wer genau hinter den Kommentaren steckt, weiß niemand



Material sucht, um sich eine Parallelwelt zu bauen, bewusst oder unbewusst, wird schnell fündig.

Vor allem zu Beginn der Krise, erinnert sich Olivier Treinen, seien viele Kommentare geschrieben worden, die die Situation relativiert, die Maßnahmen in Frage gestellt hätten. „Okay. Aber wenn die Leute beginnen, obskure *Youtube*-Videos zu verlinken, oder Texte aus Internet-Seiten zu kopieren, die den Artikel in Frage stellen, muss eingegriffen werden.“ Manche dieser Fälle führen zu individuellem Austausch per Mail zwischen den Kommentatoren und Journalisten, der mal mehr, mal weniger fruchtbar ist: „Wenn man die Leute fragt, wo ihre Zahlen herkommen und sie beispielsweise *Sputnik* oder einzelne Ärzte oder ‚Experten‘ zitieren, kommt die Frage auf, warum einige diesen Quellen mehr trauen als uns. Warum diese Quellen besser sein sollen, als wir, und die anderen Medien, die eine gewisse Glaubwürdigkeit haben. Wann ist *Sputnik* zur Referenz geworden?“, fragt Weber. Wie aus der Pistole geschossen, antwortet Treinen: „Weil diese Medien eine andere Meinung vertreten und die Leute eine andere Meinung hören und haben wollen“. Was kam zuerst, Medien oder Meinung?

Es ist nur scheinbar ein Henne-und-Ei-Problem. Denn tatsächlich suchen sich Menschen nachweislich primär die Medien heraus, die die eigene Meinung bestätigen. Was der Mensch glaubt, wie und was er denkt, bestimmt, welche Medien er konsumiert. Und das Forum des unumgänglichen Mainstream-Medienhauses Luxemburgs schlechthin ist eine der Arenen, wo diese Welten aufeinanderprallen. Der Drahtseilakt der Moderatoren besteht also darin, fasst Weber zusammen, ein objektives Bild wiederzugeben, von dem, was ist, und dem, was die Leute darüber denken, ohne einzelne Meinungen zu unterdrücken.

Besonders die Anonymität des Forums macht dies oft zu einem Prozess, der in einem ersten Schritt auf Unverständnis stößt, wenn eine Nachricht abgelehnt wird. Dennoch sieht Treinen Lichtblicke: „Es mag nach einem Klischee klingen, aber sobald man mit Leuten, deren Kommentar nicht akzeptiert wurde, in Mail-Kontakt kommt, entfällt der Zauber des Forums und mit ihm die Abstraktion des bösen Moderators. Die Leute werden wieder zu Menschen.“ Es liege wohl in der Natur des Forums, dass viele in eine argumentative Spirale kommen, in der es nur um die eigene Meinung geht, wo man im „richtigen Leben“ sagen würde: „Agree to disagree“.

Everything Stew Noch komplizierter wird die Gesprächsdynamik im Forum durch die vielen Rollen, die es gleichzeitig einnimmt. Es ist, unter vielem anderen, Druckventil für Wut und Angst, ein Ort, an dem Leute private Probleme in die Leere des Internets schreien, ein Spielplatz für Streitlustige und Hobby-Rhetoriker, die ihre Argumente in freier Wildbahn austesten wollen, Zuluauftort für Menschen, die Kontakte oder Hilfe suchen, und solche, die Hilfe anbieten wollen. Es ist ein Ort für Leute, die trollen wollen, witzig sein wollen, und Leuten die den Witz nicht verstehen. „Wie im richtigen Leben“, fasst Treinen zusammen: „Nur halt Anarchie.“ Aber, fügt Weber hinzu, „mit Regeln“.

Es ist vor allem Routine, die den Moderatoren dabei hilft, bei gut über 300 Kommentaren pro Tag nicht den Kopf zu verlieren. Der Beruf ist für beide auch nach vielen Jahren Erfahrung nicht langweilig geworden: „Es entstehen immer neue Konstellationen, immer neue Themen. Und während die Begriffe des Stasi-, DDR- oder Nazi-Zensors durchaus fallen, lernt man, damit umzugehen und sie mental in die 25 Prozent der Kommentare zu klassieren, die nicht veröffentlicht werden.“ Alleine der physische Aufwand alle Kommentare zu lesen sei nicht klein, aber es wäre schade, das Forum komplett zu schließen.

Es ist ein Querschnitt der Gesellschaft, der hier im Forum lautstark wird, mit all seiner Dialektik und all seinen Dichotomien. Trotz allen Herausforderungen, ist die Kommentarsektion nicht nur ein Teil der öffentlichen Debatte, sondern auch für Journalisten, die hier eine konkrete Schnittstelle zwischen ihrer Arbeit und ihren Lesern sehen, eine Chance, tote Winkel zu erkennen, neue Ansätze zu finden die sie in ihre Arbeit einbauen können. Für sie und für die Leser kann es eine Möglichkeit bieten, die eigene Blase zu verlassen und andere Facetten der Gesellschaft zu sehen, Realitäten kennenzulernen, die man bisher noch nicht kannte.

Einfach ist es nicht, in der Kakophonie des Forums einzelne Stimmen auszumachen. Aber, wie die Charta des Forums sagt, hinter jedem *User Name* steckt eine Person, und selbst *Trolls* und Provokateure schreien mit jedem Kommentar etwas kleines über sich selbst in die Welt hinaus. Es bleibt hier, an letzter Stelle, einer expliziten Aufforderung von Guy Weber nachzukommen: „Schreib doch im Artikel die Einladung zum Essen an die Kommentatoren aus. Wir würden kommen. Dürfen natürlich nicht mehr als vier sein, aber irgendwann in Zukunft...“ Sie wissen, wo Sie zusagen können. ●

Wo Wahrheiten kollidieren

Misch Pautsch

Die Kommentarsektion unter Artikeln auf *rtl.lu*: mehr als gegenseitiges Anschreien?

Es klingt wie ein altes Worträtsel: Ich bin ein Text, aber keiner hat mich geschrieben. Ich richte mich an niemanden, aber jeder liest mich. Ich vertrete jede Meinung. Und keine. Ich streite und schlichte, bin links und rechts. Was bin ich?

Die Kommentarsektion unter den Artikeln auf *rtl.lu* scheint manchmal ein Mysterium zu sein: knapp 100 000 Reaktionen, Meinungen, Fragen und Antworten wurden dort allein 2019 veröffentlicht – also noch bevor die mediale Ausnahme-situation des Jahres 2020 begonnen hatte. Dieses Jahr werden es wohl deutlich mehr sein. Aber was steckt hinter diesen Kommentaren, insgesamt mittlerweile knapp eine Million, die niemand geschrie-

ben haben will, und wer? Und wieso, könnten sich Besucher fragen, gibt es sie überhaupt, diese „Commentaire(n)“, spätestens nachdem sie einige Reaktionen unterschiedlichen Lesbarkeits- und Verständlichkeitsgrades überflogen haben. Wenn schon nicht Antworten, dann doch Ansätze geben Guy Weber, Informationsdirektor Nachrichten von RTL, und Olivier Treinen, Head of Digital Content und Meister dieses organisierten Chaos. Denn wer sich durch fehlende oder exzessive Interpunktion kämpft, durch Sarkasmus und *Trolls*, findet hier das schillernde Spiegelbild einer Gesellschaft im ewigen Wandel – die nun mal nicht einfach ist. Vor allem die Corona-Debatte hat so manch einen *Flame War* befeuert. Hinter der digitalen Front

steht ein Team aus acht Journalisten, die den Diskurs moderieren und jeden Tag mit den ethischen Fragen ihres Berufes konfrontiert sind.

„Ja, wer kommentiert unter unseren Artikeln... wenn ich das wüsste“, lacht Olivier Treinen. „Mein Vorgänger Luc Marteling, der das Forum auf seine trockene Weise sehr zelebriert hat, meinte, man müsse ihnen eine Einladung zum gemeinsamen Essen zukommen lassen. Ich glaube, wenn wir wüssten, wieviele Leute man kennt, die hier am Diskurs teilnehmen, wären wir alle überrascht. Wie heißt es? Es war nicht niemand.“

Wer genau hinter den anonymen *User Tags* steckt, weiß also keiner genau, nicht einmal die Moderatoren, und auch wenn sie, wie Neo in *The Matrix*, irgendwann durch den Code hindurch sehen und individuelle User hinter unterschiedlichen Accounts an ihrer Schreibweise wiedererkennen: die Anonymität des Forums schließt ein klares demografisches Bild des durchschnittlichen *RTL*-Kommentators aus. Laut einer internen Umfrage sollen 20 Prozent unter eigenem Namen kommentieren. Überprüfen kann das niemand. Geschlecht, Alter, Herkunft, Bildung – durch den Benutzernamen starten auf dem freien Markt der Ideen alle gleich, zumindest bis der erste Kommentar geschrieben ist. Ob dieser erste Kommentar – und alle folgenden – tatsächlich veröffentlicht wird, entscheidet das Team aus den acht Journalisten um Treinen.

Jeder vierte der verfassten Texte schafft es unter normalen Bedingungen nicht durch diesen Filter. Laufen die Gemüter heiß, wie etwa während des ersten *Lockdown*, sind es manchmal doppelt so viele. Und jedes einzelne Urteil darüber, einen Kommentar zu veröffentlichen oder nicht, ist eine kleine ethische Entscheidung. Denn zwischen den Zeilen der gut 2 000 Worte langen Charta, die nicht zufällig im Juli 2020 erneuert wurde und der jeder Benutzer beim Erstellen seines Accounts zustimmt, ist Platz für Interpretationsraum Und damit Potenzial für Meinungsverschiedenheiten. Nicht in Großbuchstaben schreiben, keine rassistischen und sexistischen Inhalte, keine Aufrufe zu Gewalt – soweit relativ simpel. Aber „Fair a sachlech bleiven“, „Han-nerleest Är eege Meenung mat Argumenter, net mat net verifizieierbaren Behauptungen“ oder „Bezitt lech op d’Thema“ sind intellektuelle Wes-pennester, deren Antworten – oder eben Mangel an Antworten – wohl nicht nur Soziologen, Linguisten, Philosophen und Psychologen schau-dern lässt – sondern auch Journalisten.



EUROPA UND DIE USA

Ein neues Zeitalter

Martin Theobald, Berlin

Die Vereinigten Staaten haben gewählt. Joe Biden soll neuer Präsident der USA werden, auch wenn für den Amtsinhaber Donald Trump die Messe noch nicht gesungen ist. Europa nahm den Wahlausgang mit großer Erleichterung zur Kenntnis, doch es besteht kein Grund zur übermäßigen Freude. Denn zum Ende von Trumps Amtszeit lässt sich vor allen Dingen ein Fazit ziehen: Das transatlantische Verhältnis, so wie es sich seit dem Zweiten Weltkrieg entwickelte und als Grundfeste der europäischen Identität galt, wird nicht weiter bestehen. Es ist Geschichte. Vergangenheit. Dies ist nicht allein Vermächtnis von Donald Trumps Regierung oder ein Erbe der vergangenen vier Jahre, es ist auch kein radikaler Bruch, sondern eine Entwicklung, die sich seit Beginn des Jahrtausends abzeichnete und ein schon länger erkennbarer Trend des transatlantischen Auseinandertrifftens.

Nach den Terroranschlägen vom 11. September 2001 stellte sich Europa demonstrativ an die Seite der USA. Berlin erklärte etwa Deutschlands „uneingeschränkte Solidarität mit den USA“ und beteiligte sich, auch militärisch, an der Verfolgung der Attentäter. Doch schon zwei Jahre später – im Zweist mit den USA über den Krieg gegen den Irak – ging ein deutlicher Riss durch das westliche Bündnis. Das „alte Europa“, wie US-Verteidigungsminister Donald Rumsfeld die damalige Position von Frankreich, Deutschland und anderen abschätzig nannte, zog nicht mit in den Krieg am Golf. Ein Streit, der in erster Linie das nordatlantische Verteidigungsbündnis Nato nachhaltig schwächte. Die Nato hat ohne ein Identitätsproblem, wie es Frankreichs Staatspräsident Emmanuel Macron Ende letzten Jahres zusammenfasste: Das geopolitische Projekt der Atlantischen Allianz sei nach der welthistorischen Zäsur vor 30 Jahren „nicht einmal ansatzweise neu bewertet“ worden.

Dazu gehört auch, dass sich die Nato, wie auch das transatlantische Verhältnis, nicht einer bedeutenden geopolitischen Veränderung

*Es wird zu einem Europa
der unterschiedlichen
Geschwindigkeiten kommen*

stellte: Beide ignorierten lange Zeit den Aufstieg Chinas zu einer politischen wie ökonomischen Weltmacht. Als das Land in den Achtzigjahren des vergangenen Jahrhunderts sich als eigenständiger Akteur in der Weltwirtschaft festigte, wurde es in der westlichen Welt lediglich als verlängerte Werkbank und scheinbar grenzenloser Absatzmarkt gesehen. Doch aus dieser Position hat sich China weiterentwickelt, während das transatlantische Bündnis im Status quo verharnte. In den Jahren der Nichtbeachtung erschloss sich China seine Märkte, schuf sich geopolitische Bündnisse und Allianzen. China verfolgt seine eigenen Interessen konsequent und offensiv – gerade so wie es die westliche Welt in früheren Dekaden machte. Aus der Linie von USA und Europa ist längst ein Dreieck geworden. Dies zu gestalten, ist die große Herausforderung, die Europa in den kommenden Jahren zu meistern hat, wenn etwa die Europäische Union weiterbestehen will.

Die Administration Trump hat China unbeachtet gelassen, es hauptsächlich als Rivalen betrachtet, um gängige und eingetübte Feindbilder bedienen zu können. Doch Peking ist längst systemrelevant geworden. Die Welt braucht China, um kommende Herausforderungen meistern zu können, wie Klimawandel, Pandemien oder Migration. Die gleiche abwertende Wertschätzung ließ Trump der EU angedeihen, auch diese sah er lieber als Gegner, bei dem es Zeit zu sähen galt, um seine protektionistische Politik des „America First“ umzusetzen. Viele europäische Regierungen sind Trump auf diesem Weg gefolgt. Sie haben dabei, wie Washington auch, Bestehendes zerstört, ohne Neues aufzubauen. Die Mischung der Vereinten Nationen, die Kündigung des Pariser Klimaabkommens, der Ausstieg aus dem Nuklearabkommen mit dem Iran, der Weltgesundheitsorganisation und vielen Abrüstungsverträgen, schließlich die Abwertung der Nato haben die internationale Zusammenarbeit über Jahre zurückgeworfen und die Welt nicht eben sicherer gemacht. Joe Biden muss nun wieder das Prinzip des Multilateralismus stärken, das von den Amerikanern vor Trump im Großen und Ganzen gelebt oder zumindest respektiert wurde.

Europa hofft nun sehr, dass alles gerade so werden könnte, wie es früher einmal war. Doch dies mag sich als gefährlicher Trugschluss herausstellen: Dem überkommenen Ideal der westlichen Welt anzuhängen, das Trump endgültig zerschlagen hat, weil es ohnehin schon lange brüchig und rissig war, wird in eine weltpolitische Isolation führen. Es kann auch hier, wie in vielen anderen Feldern der Politik kein „Weiter so!“ geben. Ganz im Gegenteil. Es gilt für die

**Ehemaliger
US-Vizepräsident
und Sieger der
US-Präsidenten-
schaftswahl 2020
Joe Biden auf
Besuch in Brüssel
2015**



kommenden vier Jahre die transatlantische Partnerschaft in einem völlig veränderten geopolitischen Umfeld von Grund auf neu zu errichten – und zwar derart, dass sie weniger störanfällig vor nationalistischen und protektionistischen Politikstilen wird.

Schon Trumps Vorgänger Barack Obama hat gesehen, dass die Interessen der Vereinigten Staaten nicht mehr primär in Europa bedroht sind, sondern in Asien. In Folge dessen wird die Administration Biden die politische, militärische wie wirtschaftliche Kraft auf den indo-pazifischen Raum konzentrieren. Der Bedarf an Rohstoffen wird zudem den afrikanischen Kontinent stärker in den Fokus rücken. Gerade hier hat Peking bereits seine Pfunde abgesteckt und durch Entwicklungshilfe-Maßnahmen Abhängigkeiten geschaffen. Zwischen all diesen Stühlen sitzt irgendwie, irgendwo ein Europa, das derzeit selbst im Umbruch begriffen ist, dessen Ideal der Europäischen Union durch den Brexit erheblichen Schiffbruch erlitten hat, das ökonomisch eine Macht, aber politisch ein Zwerg ist, der lange Zeit durch die Fürsorge und am Rockzipfel der USA erfolgreich sein konnte.

All die Hoffnungen, die in einen Neuanfang mit Joe Biden gesetzt werden, bedeuten auch einen Neuanfang für Europa. Die EU muss sich insbesondere in der Außen- wie Sicherheitspolitik, aber auch in der Wirtschafts-, Finanz- und Sozialpolitik auf eine neue Grundlage stellen. Dies kann auch bedeuten, dass die Mitglieder in allen Bereichen auf einen substanziellen Teil ihrer nationalstaatlichen Souveränität verzichten müssen. In der Finanz-, Wirtschafts- und Sozialpolitik etwa braucht Europa ein eigenes Budget und einen eigenen Finanzminister. Nicht alle 27 Mitgliedsstaaten werden diesen Weg mitgehen wollen oder können. Es wird zu einem Europa der unterschiedlichen Geschwindigkeiten kommen – was ob der rechtsstaatlichen Entwicklung in Mittel- und Osteuropa bereits Fakt ist – mit der Eurozone als Tempomaten. Für Europa geht es in den kommenden vier Jahren nicht um die Restaurierung der Westlichen Welt, sondern um die Positionierung in einer von amerikanisch-chinesischen Konfrontationen und Konflikten geprägten geopolitischen Neuordnung. Dazu muss die Europäische Union in der Lage sein, selbstbewusst, selbstständig und machtvoll agieren zu können. ●

Hetzer und Realpolitiker

Cem Sey, Berlin

Ist der französische Präsident Emmanuel Macron geisteskrank? Wohl kaum. Aber sein Amtskollege in der türkischen Hauptstadt, Recep Tayyip Erdogan, scheint daran zu glauben. Zumindest in seinen öffentlichen Reden in den letzten zwei Wochen rief er Macron mehrmals dazu auf, einen Psychiater aufzusuchen. Angeblich, weil er islamfeindlich sei.

Erdogans Wortwahl war so unverschämte, dass fast alle Medien auf dem europäischen Kontinent und darüber hinaus über diesen ungewöhnlich undiplomatischen Auftritt berichteten. Auch das kam ihm zugute. Er hatte damit gerechnet und es gewollt. Denn solche Äußerungen kommen bei den Bevölkerungen in der islamischen Welt gerade gut an – auch in der Türkei. Und Erdogan braucht diese Menschenmassen für seine Außenpolitik.

Sicherlich erzürnt diese geschmacklose Attacke den französischen Präsidenten. Doch er antwortet nicht auf gleichem Niveau. Er weiß, was Erdogan dazu bewegt. Er kennt die außenpolitischen Ziele seines Gegenübers und ist dessen bewusst, dass Frankreich, mehr oder weniger willentlich, Erdogan in die Quere kommt. Es sind mehrere Schauplätze, die gerade von einem Kampf für Hegemonie zwischen der Türkei und Frankreich geprägt sind. Da ist zunächst einmal Syrien – dort fing alles an. Frankreich sieht Syrien seit Anfang des letzten Jahrhunderts als eigene Einflussphäre. Noch vor dem Ersten Weltkrieg teilten Franzosen und Briten mit dem sogenannten Sykes-Picot-Abkommen die damaligen osmanischen Gebiete unter sich auf. Nach dem Krieg besetzten sie diese Gebiete. Die Grenze zwischen dem heutigen Irak und Syrien ist keine zwischen zwei verschiedenen Nationen, sondern das Ergebnis einer kolonialistischen Besatzung.

Türkische Konservative haben diese Niederlage nie verdaut und sehen diese Länder weiterhin als eigenes Gebiet, das eines Tages wieder ihres sein würde. Die arabische Bevölkerung beider Staaten

sind nicht daran interessiert, aber das stört Ankara nicht. Denn einerseits hat die Türkei, Dank jahrzehntelanger Unterstützung durch den Westen, die zweitgrößte Armee in der Nato und andererseits glauben türkische Konservativen, die Herzen der Menschen durch die gemeinsame Religion erobern zu können.

Aber der unerschwellige Konflikt zwischen Paris und Ankara ist wesentlich größer als nur Syrien. Erdogan, der mit jedem politischen Erfolg von noch größerem Einfluss träumt, glaubt inzwischen, dass sein Land auch in Nordafrika gute Karten habe, den Einfluss der europäischen Mächte zurückzudrängen. Er mischt in Libyen mit Militärberatern und syrischen Söldnern aktiv im Bürgerkrieg mit. In anderen Ländern unterstützt er die Muslimbrüder mit allen Mitteln und bringt damit jeden Autokraten in diesen Staaten gegen sich auf.

Auch Frankreich hat in Nordafrika Ambitionen. In Libyen führen beide Staaten sogar einen Stellvertreterkrieg gegeneinander. Als vor einigen Wochen türkische Luftabwehranlagen in der Nähe von Tripolis von Kampfflugzeugen bombardiert wurden, deren Nationalität bis heute offiziell unbekannt ist, besteht sogar der Verdacht, dass die beiden Nato-Partner sich manchmal inoffiziell auch direkt bekriegen. Mehrmals standen auch ihre Kriegsschiffe im Mittelmeer gegenüber – mal vor der libyschen Küste, mal zwischen griechischen Inseln.

Seit einigen Wochen belastet die Beziehungen zusätzlich der Krieg im Kaukasus. Die Türkei unterstützt Aserbaidschan in Berg-Karabach mit High-Tech-Waffen, Militärberatern und ebenfalls mit syrischen Söldnern. Frankreich hingegen, beeinflusst auch von der starken armenischen Gemeinde im eigenen Land, steht auf der Seite Armeniens. Selbst in den Tiefen Afrikas, in Mali, in Tschad oder in Niger, unterminiert türkische Politik durch ihre Rückendeckung für islamistische Gruppen Frankreichs Hegemonie-Ansprüche.

Eigentlich spricht mittlerweile Frankreichs Präsident Macron wegen dieser Gemengelage ganz offen. Noch am vergangenen Montag warf er der Türkei im arabischen Sender *Al Jazeera* „kriegerisches Verhalten“ gegenüber ihren Nato-Partnern vor. „Ich stelle fest, dass die Türkei in der Region imperialistische Bestrebungen hat“, sagte er.

Macron weiß aber, dass Erdogan die Islam-Karte selbst in Frankreich spielt, wie nach der Ermordung des französischen Lehrers Samuel Paty geschehen. Als ob nichts passiert wäre, verurteilte Erdogan auf eine Verurteilung des islamistischen Täters. Stattdessen goss er Öl ins Feuer. Die Karikaturen von *Charlie Hebdo* meinent, sagte er in einer Moschee, „unser Gott befiehlt uns gegenüber Gottesleugnern Gewalt anzuwenden“. Dieser Satz

*Die Türkei unterstützt
Aserbaidshan in Berg-
Karabach mit tödlichen
High-Tech-Waffen*

zu berichtenden türkischen Medien unter Druck zu setzen, die Einschränkungen, einschließlich der Erlaubnis für Aydin Ergin beschreibt *log international de la presse*, so: der so höchsten fünf unternehmen besteht, die staatlichen Ausschreibungen und Fernsehkanälen Führungsposten mit Erdogan Empfehlungen folgen.⁸

erneuten Angriff des autoritären Regimes auf kritische Medien hielten sich bereits im Vorfeld. Denn seitdem die größten und bekanntesten Medien von Erdogan Helfern unterwandert sind, sind vor allem die kleinen Medien im Internet, die dem Regime ein Dorn im Auge sind.

Mit einer Anordnung vom 1. August 2019 verweilt der türkische Hohe Rat für Radio und Fernsehen (RTÜK) nur Zeit, das Internet unter seine Kontrolle zu bringen. Laut ihr müssen ab jetzt Sender und Livestream Kanäle, die in der

Der Vertreter von E. Nurullah Örtürk, betonte, dass Sender, die so eine enge staatliche Regierung nicht befreit der Anordnung ist, dass nicht nur die türkischen Medien in der oder T24 bald zum Skandal, sondern auch Vor allem wird bereitstehende von RTÜK sagen. (Die FabeK

Votre publiciste

Contactez Zoubida Belgacem qui a la charge de la région publicitaire a du Lëtzeburger

+352 48 57 70 00
zbelgacem@l

ist ein offener Aufruf zur Gewalt und in Frankreich leben genug radikalisierte Muslime, die nur auf solche Aufrufe warten. Angesichts solcher Worte klingt Erdogans Aufruf, französische Waren zu boykottieren, wie ein Witz.

Inzwischen geben weitere europäische Länder den relativ milden Kurs gegenüber Ankara auf. Deutschland, von Erdogan ebenfalls als Islamophob und Nazi-Land beschimpft, nähert sich Paris. Dennoch ist die Wahrscheinlichkeit, dass es zum endgültigen Bruch kommt, gleich Null. Denn auf der anderen Seite wartet Moskau nur darauf, dass der Westen die Türkei aufgibt. Dann wäre die Türkei dem großen Bruder im Norden ausgeliefert und das würde im Interesse des Westens – auch Frankreichs. ●

te Partei im RTUK, gegenüber der BBC YouTube oder Persien, von der neuen lin. Doch der Text lässt ungenügend, eine verhasste kri. wie *Mediascope* werden emotionaler Sender, alleit, wie die Kom. in mosch, gewinn. Sender Deutsche

nen lässt, wobei die Reihe *gegen internationaler Medienanwaltschaft*

In diesem „Analysis“ wird erstattung der türkischsprachigen und Sendungen des britischen französischen *Provençà*, des re und des chinesischen CCF so Tagesschrift *The Independent* das Privatleben einzelner Journal. Medien wird analysiert, wie ihrer Facebook oder Twitter. Setz behauptet, die Forc wissenschaftlichen Ergebnissen

Die genannten Medienmanipulationen die dort beschäftigten Journal. zum Beispiel in den sozialen Terrorangriffen auf die Türkei verrückt nach ihrer Träuer bei Schaulofgründung „Elit beides so Medienanwaltschaft, die von vielfältigen und unabhängigen betreiben, befinden sich unter Türkei-Gegnern.“

Setz „empfehl“ den internationalisierten, sie sollen ihre überprüfen, die Arbeit der Sender kontrollieren, die antizipierten Taktiken Türkei mehr Beachtung schenken einseitige Berichterstattung nur

Dabei bleibe zu befürchten, dass Regime noch nicht so geneigt sei und Pulver gegen die Medien wie dass es in naher Zukunft wieder hafferten, auch für die noch zu tun sich nur eines Schlimmeren Normalisierung gibt.

Luxair touchée mais pas coulée

Les partenaires sociaux et le gouvernement ont scellé lundi l'accord selon lequel Luxair ne licenciera personne dans le cadre de sa restructuration (lire sauvetage). Comme ses homologues étrangers, la compagnie nationale souffre dramatiquement de la crise du Covid-19 avec une perte du chiffre d'affaires estimée par la direction à une centaine de millions d'euros sur l'année. À l'inverse de Lufthansa ou d'Air France qui ont recours à une exceptionnelle aide d'État (autorisée par la Commission européenne), Luxair ne passera pas par une recapitalisation. « Le sujet n'est plus sur la table », a tranché le ministre des Transports François Bausch (Déi Gréng) lundi lors de la conférence de presse organisée dans le centre de conférence européen du Kirchberg (photo : sb). Le gouvernement, représenté en sus pour l'occasion par son ministre du Travail Dan Kersch (LSAP) et celui chargé des Finances Pierre Gramegna (DP), assiste la compagnie en détresse (qualifiée de « systémique » par le ministre des Transports) par la mise en place, comme pour la crise de la sidérurgie dans les années 1970, d'une cellule de reclassement. 384 employés de Luxair y sont reversés. 227 y seront formés pour un nouvel emploi, au sein de Luxair ou ailleurs, dans le cadre d'une reconversion dite « structurelle ». 157 emplois sont reclassés dans la cellule « conjoncturelle ». 265 autres salariés, sur les 2 950 que compte la société, partent en préretraite. Le plan

s'étale jusqu'à fin 2023. François Bausch espère que la situation se normalisera d'ici 2024. Pierre Gramegna prévient en outre que « Luxair que nous connaissons aujourd'hui ne sera pas Luxair de demain ». Les mesures extraordinaires envisagées devraient coûter aux alentours de cinquante millions d'euros à l'État, ont estimé les ministres. Luxair absorbe par ailleurs les dépenses autres qu'en personnel avec ses réserves, estimées avant la crise à quelque 180 millions d'euros. La compagnie explore en outre d'autres moyens de lever des liquidités, en hypothéquant son nouveau siège ou en attendant le dividende de Cargolux. La compagnie nationale de fret, dont Luxair possède 35 pour cent, devrait verser un juteux dividende à ses actionnaires en 2021 au titre de l'exercice 2020, déjà annoncé comme le meilleur millésime, et de loin (lire page 10). ^{ps0}

Distorsion de concurrence

Dans une réponse à une question parlementaire, Dan Kersch et Franz Fayot, ministres socialistes du Travail et de l'Économie, dressent une liste sommaire des secteurs qui, à leurs yeux, seraient peu ou pas touchés par la pandémie : fiduciaires, consultants, comptables, agences immobilières et boîtes de télécommunication. Si certaines entreprises de ces secteurs se sont vu refuser leur demande de chômage partiel, c'est que « de nombreuses entreprises exerçant les mêmes activités n'ont pas introduit de demandes ». Le gouvernement voudrait ainsi éviter de créer « des distorsions dans des secteurs hautement concurrentiels ». ^{bt}

Distorsion pandémique

Soixante économistes suisses ont publié cette semaine une lettre

ouverte appelant à un deuxième *lockdown* dans la Confédération helvétique qui, comme le Grand-Duché, a bifurqué de ses voisins en empruntant un *Sonderweg* épidémiologique, celui d'un *lockdown* « ultra-light ». Les économistes récusent l'argument d'un « Zielkonflikt » entre économie d'un côté et santé de l'autre. Cette dichotomie serait fausse : « Gesamtkosten eines gut organisierten Lockdowns [sind] kleiner als die der derzeitig geltenden weniger einschränkenden Maßnahmen, insbesondere wenn sich das Virus rasch verbreitet ». On aurait le choix entre une récession avec plus de morts et une récession avec moins de morts. Et de rappeler que c'est le moment de profiter du « triple A » suisse : « Mit dem bestehenden Verschuldungsgrad und den Verschuldungsmöglichkeiten der öffentlichen Hand sind solche Maßnahmen bei einem



Jahrhundertereignis wie der Pandemie angemessen und tragbar. » ^{bt}

Le fisc hongrois plombe Docler

Docler, le groupe luxo-hongrois qui tire sa richesse du *live streaming* de contenu pour adultes, publie cette semaine des résultats calamiteux pour 2019. Les pertes de la holding anciennement baptisée en référence à l'actionnaire unique, Gattyan, s'élèvent à 65 millions d'euros, alors que

le profit atteignait 23 millions d'euros l'année précédente. Une grande partie de l'effondrement comptable tient à une brouille avec le fisc hongrois pour laquelle Docler provisionne quelque 80 millions d'euros. Les innombrables luttes dans les tribunaux, jusqu'à la Cour européenne à Luxembourg en 2014-2015 (qui tranche sur la dissociation des procédures au pénal et au civil), portent sur des exercices préalables à l'installation du groupe au Grand-Duché, laquelle date de 2013. Le fisc hongrois considère que des revenus du *streaming* pour adultes ont été transférés abusivement et artificiellement via du *licensing* à une filiale portugaise (Lalib) alors qu'ils auraient dû rester, selon les autorités magyares, en Hongrie. La collecte de la TVA, opérée au Portugal, pose aussi problème. L'administration fiscale hongroise réclame à la société de Gyorgy Gattyan quarante millions d'euros

d'arriérés d'impôts, trente de pénalité et dix d'intérêts. Docler estime être dans son bon droit face à l'administration de Viktor Orban et croit en un dénouement favorable des recours introduits.

Le chiffre d'affaires, qui vient pour 80 pour cent de la plateforme XXX LiveJasmin, passe lui de 351 millions d'euros à 390 millions, preuve que les affaires continuent de tourner. Avec 161 millions d'euros de recettes générées sur place, les États-Unis sont le principal marché de Docler. Le second pays de consommation est le Royaume-Uni avec 37 millions d'euros généré (puis l'Allemagne, 24, et la France, 20). Fin décembre, le groupe employait 1 093 personnes, dont plus de 200 au Grand-Duché. Docler Holding est la propriété exclusive de Gyorgy Gattyan, entrepreneur hongrois qui a fait fortune avec LiveJasmin, plateforme diffusant des contenus produits pour grande partie depuis la Roumanie. L'entrepreneur hongrois vit aujourd'hui entre Budapest (résidence officielle selon le registre des bénéficiaires effectifs), Luxembourg et Beverly Hills. Celui qui est considéré par *Forbes* comme la plus grande fortune hongroise aime côtoyer les stars. Il a récemment financé la salle de sport de Justin Bieber et de modèles de Victoria's Secret à New York, Dogpound. Au Luxembourg, Docler finance grassement la vie entrepreneuriale. Le groupe a notamment racheté en 2018 85 pour cent de la société événementielle Farvest pour 2,3 millions d'euros. Il est hautement impliqué dans le sponsoring sportif (tournoi de tennis féminin professionnel) et associatif (association Equilibre pour la complémentarité des genres dans l'entreprise). ^{ps0}

8

W I R T S C H A F T

Distorsion du lobbying

Le Greco (Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe) vient de publier deux nouveaux rapports d'évolution sur le Luxembourg. Quatre hauts fonctionnaires (suisse, bulgare, français et andorran) y analysent les avancées faites dans la lutte-contre la corruption dans la magistrature, la police, le gouvernement et le parlement. La partie sur les hauts fonctionnaires et les ministres est signée par le Français Vincent Filhol, directeur des affaires juridiques au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il critique notamment le Luxembourg pour son lacunaire registre des entrevues avec des « représentants d'intérêts » que doivent désormais tenir les ministres et leurs conseillers. Les représentants d'intérêts sont définis de manière très étroite comme « personnes ou entités qui agissent comme lobbyistes professionnels », soit les fonctionnaires patronaux de l'UEL, de l'ABB1, etc. Le Greco regrette que seules ces entrevues figurent dans le registre alors que d'autres visiteurs du soir passeront

inaperçus : « La définition des représentants d'intérêts vise les lobbyistes au sens strict (...). Elle exclut donc toute une série de tiers pouvant eux aussi chercher à influencer les décisions des ministres ou conseillers, comme les avocats, les chefs d'entreprises ou autres personnes agissant pour leur propre compte. » Au Luxembourg, cela ne s'appelle pas lobbying, mais « chemins courts » et « public-private partnership ». ^{bt}

L'État remet une pièce

L'Administration des contributions directes fait appel de la décision du tribunal administratif d'annuler la demande de renseignements auprès des avocats cités dans les Panama Papers, a-t-on appris vendredi dernier via la réponse du Ministre des Finances Pierre Gramegna (DP) à la question du député CSV Laurent Mosar. En première instance, le tribunal administratif avait donné



raison aux recours déposés par les avocats nommés dans les Panama Papers contre les demandes de renseignements formulées par l'Administration des contributions directes en juillet 2016 après les révélations sur l'industrie du *offshore* luxembourgeoise via le cabinet panaméen Mossack Fonseca, lequel avait des bureaux dans la capitale. Le Bâtonnier, à l'époque François Prüm, s'était ému de cette « fishing expedition » au mépris du secret professionnel et avait rallié les avocats autour de la cause pour demander l'annulation de la demande du fisc. Selon les jugements du 29 septembre, « l'administration des contributions directes (...) a commis un excès voire un détournement de pouvoir. » Selon les informations du *Land*, une vingtaine de demandes avaient été émises par l'ACD. Une douzaine n'a pas déposé de recours et, selon la directrice du fisc Pascale Toussing, certains ont communiqué

les informations demandées, d'autres ont été soumis à une amende. ^{ps0}

Distorsions de genre

État membre par État membre, Boston Consulting Group a analysé la proportion de femmes siégeant dans les conseils d'administration des principales entreprises cotées en bourse. Avec six pour cent, le Luxembourg finit à la vingt-septième et dernière place, ex-aequo avec l'Autriche. Le classement est mené par la Roumanie et l'Estonie (avec 32 pour cent) suivis par la Lituanie



et la Bulgarie (trente pour cent). ^{bt}

Big Business in Africa

Les opportunités d'affaires en Afrique via le fraîchement ouvert Luxembourg Trade & Investment Office de Casablanca ont ouvert lundi le cycle de webinaires visant à présenter le réseau de neuf bureaux de promotion portés par le ministère de l'Économie et la Chambre de commerce du Luxembourg. Son président Luc Frieden (photo: capture d'écran) a pour l'occasion vanté l'intérêt d'ouvrir une « porte d'entrée sur l'Afrique au Maroc (...), un pays stable dans une région compliquée », via un cérémonial réglé à l'heure Covid-19 par Zoom avec des intervenants répartis en divers endroits au Grand-Duché et au Maroc et le traditionnel « votre micro n'est pas branché », adressé en l'espèce au consul et directeur du LTIO Atman Aloui. Depuis un immense *open space* vide de la Marina Tour Crystal à Casablanca,



Atman Aloui a égrainé « ces défis colossaux (du continent africain qui) sont autant d'opportunités d'affaires pour la planète ». L'Afrique a un PIB/habitant moyen six fois moindre que l'ensemble du monde, compte 33 des 48 pays les moins avancés et loge quarante pour cent des enfants de la planète. Casablanca accueille la première place financière africaine. ^{ps0}

Rectificatif

Frank Wagener ne siège plus au conseil d'administration du Groupe Saint-Paul depuis le 14 mai, à l'inverse de Marc Wagener dont le mandat continue malgré le changement d'actionnaire. ^{ps0}

Ticker

Land

13.11.2020

Des lendemains qui chantent

Bernard Thomas

Tout le monde parle de « résilience » et de « reterritorialisation ». Et si les coopératives permettaient de sortir de la pandémie par le haut ? Un état des lieux

D'une crise l'autre : l'âge d'or du mouvement coopératif ouvrier peut être rétro-daté au lendemain de la Première Guerre mondiale. À partir de 1919, des coopératives de consommation apparaissent dans quasiment toutes les villes du Grand-Duché. Un article paru en 1924 dans *Der Proletarier*, cité par Ben Fayot dans *Sozialismus in Luxemburg* (1979), esquisse les contours de ce continent englouti. Le journal recense pas moins de soixante coopératives de consommation : des épiceries, boulangeries, distributeurs de charbon, dépôts de boissons, imprimeries et librairies. Le syndicat des cheminots implante ainsi ses coopératives de Troisième Vierge à Pétange, en passant par Ettelbruck, Mersch, Lorentzweiler, Waserbillig, Luxembourg-Ville et Bettembourg. Dans son mémoire de licence publié en 1990, *Sous le signe de la grande grève de mars 1921*, Denis Scuto relate la brève histoire des coopératives de construction créées en 1921 par des militants communistes licenciés et blacklistés après la débâcle de la grève générale. Faute de capitaux et d'outillages, écrit Scuto, ces tentatives de « self-help » ne font pas long feu face à la concurrence privée.

Ce mouvement largement oublié constitue une *terra incognita* historiographique. (C'est également le cas des innombrables coopératives paysannes et viticoles qui ont survécu grâce aux plus-values immobilières qu'elles ont pu réaliser à partir des années 1980.) Il s'est pourtant inscrit dans le paysage urbain. À Esch, Differdange, Dudelange et Bonnevoie, les maisons du peuple, *Gewerkschaftsheime*, casinos syndicaux et coopératives d'alimentation sont construits comme « citadelles ouvrières », des matérialisations du socialisme municipal, c'est-à-dire d'une contre-culture avec ses lieux de débats, de sociabilité, de loisirs et de consommation. Un modèle réformiste importé de Belgique où, très tôt, il avait trouvé des détracteurs. À l'extrême-gauche, on adorait ainsi ridiculiser le « crétinisme coopératif » qui ferait renaître « l'esprit de la petite bourgeoisie au sein des masses prolétariennes ».

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les coopératives amorcent leur lent déclin. Celui-ci devient apparent lors de la crise sidérurgique en 1974. Au mois de mai de cette année fatidique, le City Concorde ouvre ses portes ; deux mois plus tard, c'est au tour de la Belle Étoile. Les méthodes des coopératives (centrale d'achat, marques propres, normes de salubrité) sont copiées et perfectionnées par les supermarchés qui s'établissent en périphérie des villes, sur la *gréng* Wiss. D'avant-gardistes, les coopératives de consommation passent au rang d'anachronismes. En 2010 puis en 2014, le Landesverband vend à Cactus les fonds de commerce de ses emblématiques coopératives à Ettelbruck et à Bonnevoie. La famille Leesch avait définitivement remporté la bataille.

Le passage de relais entre les anciennes coopératives « populo-syndicales » et les nouvelles coopératives « bobos-écologiques » n'a pas eu lieu. Lorsque les unes étaient en train de naître, les autres étaient en train de mourir. Un rendez-vous historique manqué, qui, s'il avait eu lieu, aurait probablement débouché sur un malentendu. C'est que les organes de gestion de la Coopérative de Bonnevoie étaient sclérosés, composés de vieux militants méritants. Leur fonction se réduit désormais à la gestion d'un parc immobilier qui fait entrer des dizaines de milliers d'euros par mois dans les caisses. À l'inverse de leurs camarades belges, les syndicalistes luxembourgeois ont définitivement abandonné la partie : les coopératives ont été bannies de leurs réflexions politiques et sociales. Quant au courant autogestionnaire, né dans les années 1970 et se concrétisant dans des coopératives de production, il n'a jamais percé au Luxembourg.

Mais, chose étonnante : le mouvement coopératif connaît une timide renaissance au Luxembourg. En 2013, le projet d'« énergie citoyenne » TM EnerCoop (220 coopérateurs) est créé, suivi en 2014 des maraîchers « community supported » de Terra (200 coopérateurs), puis en 2016 de l'épicerie bio et sans plastique Ouni (1 400 coopérateurs) et du « supermarché participatif » Altercoop (72 coopérateurs) en 2019. Ce début d'effervescence, on peut également l'interpréter comme expression d'une impuissance politique, une tentative de changer au niveau micro ce qu'on n'arrive pas à changer au niveau macro. Alors que leurs ancêtres étaient « filles de la misère et de la nécessité », les coopératives nouvelles expriment une quête du sens de la classe moyenne. Certaines font des efforts pour élargir leur base sociale : Ouni accueille ainsi une quarantaine de réfugiés comme coopérateurs actifs, dont la part sociale est payée par des donateurs. Mais cela reste petit monde. Les mêmes personnes se croisent d'une coopérative à l'autre : des militants et permanents associatifs en quête de consommation éthique, des hipsters en quête d'authenticité, des petits-bourgeois en quête de sens et des fonctionnaires européens en quête d'intégration.

La pandémie a accéléré le déclin des villes commerçantes qu'avait amorcé Amazon et les mégaprojets en périphérie urbaine. Alors que de Wiltz à Esch en passant par Ettelbruck, les zones pié-

tonnes se désertifient – un déclin désormais perceptible jusque dans la capitale –, les élus locaux désarmés voient dans les coopératives un moyen pour redynamiser leurs centres-villes et y recréer un semblant de lien social. Les gérants de l'épicerie Ouni sont ainsi régulièrement sollicités par des bourgmestres qui les prient de bien vouloir ouvrir un magasin dans leur commune. Âgé de 24 ans, Joshua Streitz gère la coopérative depuis ce janvier. Rien que sur les onze derniers mois, il dit avoir été contacté par quatre communes différentes. Mais avant d'investir 200 000 euros dans un nouveau magasin, explique-t-il, la coopérative devrait d'abord s'assurer qu'il y existe un réservoir suffisamment large de membres potentiels.

Pour ouvrir son deuxième point de vente, le choix est finalement tombé sur Dudelange. Pas seulement parce que le maire, Dan Biancalana (LSAP), est « hyper-motivé » et que le mouvement de transition y dispose d'une assise locale, mais également parce que « Dudelange est une ville plus jeune, plus dynamique, avec un pouvoir d'achat plus élevé », dit Anne-Claire Delval, communicante et sophrologue qui s'engage dans la coopérative. Le timing de l'inauguration s'avère funeste : l'épicerie ouvre ses portes le samedi 14 mars et les ferme le lundi 16 mars. Le grand confinement force les coopérateurs à tout repenser ; en l'espace de quelques jours, l'épicerie bascule provisoirement en mode *take-away* et livraison.

Selon Anne-Claire Delval, la coopérative Ouni n'aurait pas d'autre choix que de croître : « Dans notre groupe, il y en a qui freinent des quatre fers. Mais on ne peut pas rester douille entre nous, sinon on ferme d'ici cinq ans. » Joshua Streitz voit les choses en grand : Sa « vision », explique-t-il, serait de « donner à chacun au Luxembourg la possibilité d'acheter sans emballages, que ce soit par livraison ou dans des magasins ». En 2019, après avoir accumulé 94 000 euros de pertes sur trois exercices consécutifs, la coopérative réalise pour la première fois un bénéfice de 19 000 euros. Les plans d'expansion ont été retardés par la pandémie : « On va survivre à la pandémie, mais nos caisses seront quasiment vides », dit Streitz. Malgré cet épuisement des réserves financières, il estime qu'un troisième magasin pourrait ouvrir d'ici fin 2021.

Lorsqu'en mai 2017, le propriétaire de la librairie Alinéa, Edmond Donnersbach, annonce qu'il se voit contraint de mettre les clés sous le paillason, les *Bildungsbürger* sontabasourdis. Fausse alerte : La librairie renaît quelques mois plus tard sous forme de coopérative, Alinéa-Cult. Avec un ticket d'entrée fixé à mille euros, elle n'a jamais eu l'ambition de rassembler des centaines de membres. Pour les avocats, hommes d'affaires et hauts fonctionnaires qui s'étaient improvisés coopérateurs en injectant jusqu'à 12 500 euros par tête dans la librairie, il s'agissait moins de s'impliquer dans une entreprise collective que de faire acte de mécénat culturel. Plutôt que coopérateurs, les quatorze membres d'Alinéa-Cult, pour la plupart retraités, se préférent « silent investors ».

Le cas Alinéa est particulier : la *Stater* notabilité s'était mobilisée pour sauver une institution culturelle de sa ville et pour en assurer la transition vers une nouvelle gérance assurée par Elmira Najafi. Une telle mobilisation collective peut-elle se reproduire pour d'autres commerces de proximité ? Des clients se réuniront-ils pour assurer la survie de leurs bistrotts ou restaurants préférés ? David Hiez est professeur à l'Uni.lu, spécialisé en droit coopératif. Il préfère reformuler la question : « Les consommateurs vont-ils s'impliquer collectivement ou se replier sur eux-mêmes ? Il est trop tôt pour le dire. D'ici un an, on aura soit une plus forte dose de libéralisme soit une plus forte dose de collectif... » Eric Lavillunière, qui est employé par le Centre for ecological learning Luxembourg (Cell) pour accompagner des projets coopératifs, se dit peu optimiste : « On n'en est qu'aux balbutiements de la participation. Le capital de sympathie est inversement proportionnel à l'engagement. Au mieux, les gens changent de modes de consommation, mais on a du mal à transformer cela en engagement. » Lavillunière en appelle à la patience. Il ne croit pas aux « stratégies napoléoniennes » ; il faudrait plutôt « rallier à la cause par petites grappes ».

Le passage de relais entre les anciennes coopératives « populo-syndicales » et les nouvelles coopératives « bobos-écologiques » n'a pas eu lieu. Lorsque les unes étaient en train de naître, les autres étaient en train de mourir

Comparé aux *success stories* qu'ont connues Ouni et Alinéa, le parcours de la coopérative d'habitat Adhoco apparaît comme pénible et frustrant. Tout était à inventer, il n'y avait pas de précédent. (Dans les annales du mouvement ouvrier, on retrouve une seule tentative de coopérative d'habitat : lancée en 1921 par l'architecte socialiste Léon Bouvart et baptisée Progrès, elle est restée sans lendemain.) Les initiateurs d'Adhoco ont dû passer des dizaines

d'heures à peaufiner les moindres détails juridiques, un engagement martyr. « Ce sont des questions beaucoup plus lourdes que pour d'autres formes coopératives, touchant notamment au droit immobilier, explique David Hiez. Avec des centaines de milliers d'euros investis par coopérateur, on est face à des sources de conflits d'une tout autre ampleur. »

Cela fait plus de trois ans qu'était annoncé le premier grand ensemble porté par Adhoco. L'immeuble de 35 unités devrait être construit sur un terrain appartenant au Fonds Kirchberg, dans le quartier Réimerwee. La politique promettait de soutenir ce « projet-pilote », censé tracer le chemin juridique à ceux qui allaient suivre. Le début des travaux fut annoncé pour la mi-2020 et les premiers plans d'architecte étaient dessinés. En juin, alors que les vingt coopérateurs se pensent tout proches de leur but, le ministère des Travaux publics fait volte-face. Il annonce à Adhoco que le terrain si convoité fera l'objet d'une soumission publique. Celle-ci n'a pas encore été publiée, et les coopérateurs attendent anxieusement de voir si les conditions retenues leur laisseront une chance ou non. « Beaucoup n'en peuvent plus d'attendre », dit Cédric Metz, cheville ouvrière du projet. Chaque mois qui s'écoule, le groupe se désagrège un peu plus. Metz craint que le travail de trois ans aura été fait pour rien, que tout sera à refaire : « On avait au moins une réunion toutes les deux semaines. C'est vraiment intensif, cent pour cent d'engagement ».

La coopérative maraîchère Terra avait, quant à elle, réussi à résoudre le problème foncier de manière quasi-spontanée. Elle avait illico trouvé un propriétaire foncier (qui préfère rester anonyme) lui mettant à disposition des terrains agricoles au Eicherfeld, en échange de trois corbeilles de légumes par semaine. C'est sans subsides étatiques ni crédits bancaires qu'en 2004, les trois maraîchers-fondateurs lancent leur opération. Six ans plus tard, la coopérative produit cinquante tonnes de légumes bio sur 500 ares de terres cultivables. C'est suffisant pour approvisionner 253 ménages abonnés au panier hebdomadaire (pour un prix annuel de 840 euros par an). Cette vente de paniers finance sept salaires, dont le plus élevé se situe à 2 700 euros net. « Durant le confinement, on a eu beaucoup, beaucoup de demandes d'inscription, dit Pit Reichert, un des coopérateurs-fondateurs. On a ressenti que les gens se posaient des questions ». Mais, faute de terres et de main d'œuvre, la coopérative n'a pas pu donner suite à toutes ces demandes.

En principe, une coopérative devrait poursuivre des objectifs sociaux ou culturels, et se rapprocher de l'idéal égalitaire de « un homme, une voix ». Le capital n'est pas supposé y exercer son autorité. Autant pour les hauts principes. Car les plus grandes firmes qui opèrent sous le statut de coopérative au Luxembourg s'appellent PWC (132 coopérateurs) et KPMG (45 coopérateurs). Le statut est ouvert à toutes les entreprises, y compris celles aux aspirations exclusivement capitalistes. La coopérative permet un contrôle plus étroit sur les membres entrants avec, en sus, la possibilité de limiter la responsabilité des associés. Juridiquement, son statut reste très flou, témoignant du libéralisme du législateur luxembourgeois. En l'absence de toute disposition légale sur les statuts et objets d'une coopérative, écrit David Hiez, « la liberté des fondateurs est totale, y compris de s'écarter de la nature coopérative ». Le registre de commerce contient même des « Sociétés coopératives organisées comme sociétés anonymes », un type de société que Hiez caractérise de « mutant juridique, preuve que les apprentis-sorciers ne se trouvent pas que chez les biologistes ». ●



Dans les jardins de la coopérative Terra sur le Eicherfeld



Sven Becker

The last months of the elder Statesman

Pierre Sorlut

Paul Helminge ne briguera pas la présidence de Cargolux à l'issue de son mandat. Retour sur le parcours du dandy des affaires et de la politique



Paul Helminge taille le bout de gras sur le marché (1999)

Demi-milliard « Mon mandat va très normalement expirer au mois d'avril et je ne demanderai pas son renouvellement », confie au *Land* cette semaine le président de Cargolux, Paul Helminge. Le fringant octogénaire (depuis le 28 octobre) se retire progressivement de ses engagements dans les conseils d'administration des grandes entreprises. La présidence de la compagnie de fret aérien est le plus prestigieux des mandats qu'occupe encore le diplomate reconverti dans la politique, puis les affaires. Il a abandonné celle de Luxair l'an passé. Depuis quelques semaines et alors que les entreprises de l'aéroport jouent leur avenir avec la crise du Covid-19, Paul Helminge reste en retrait. Il laisse les directeurs généraux gérer avec les syndicats et le gouvernement. Luxair est d'ailleurs devenue au fil des discussions en tripartite le seul malade nécessitant les soins de l'exécutif (voir page 8). Paul Helminge garde néanmoins un avis. La société qu'il préside explose les records de rentabilité cette année. Clouées au sol, les compagnies passagers ont laissé aux *pure freighters* comme Cargolux une immense partie du transport aérien de marchandises qu'elles assuraient en soute. Les rendements par tonne ont grimpé en flèche, les coûts à bien moindre vitesse. Des sources concordantes soufflent que l'on se dirige vers un bénéfice supérieur à 500 millions de dollars pour cette année... alors que le record en cours s'établit à 200 millions (pour l'exercice 2018). Tout le Findel zeyute le magot avec envie. Chez Luxair, actionnaire à 35 pour cent, on pense que le juteux dividende (soit environ 175 millions si l'intégralité est reversée) arrivera à point après avoir tapé toute l'année dans les réserves de la compagnie.

Mais Paul Helminge ne l'entend pas de cette oreille. Le président de Cargolux tape dans la main pour reprendre du personnel de Luxair, « parce que c'est la grande famille de l'aviation ». L'ancien patron de Luxair considère néanmoins que la voie de la recapitalisation, écartée cette semaine par le ministre des Transports François Bausch (Déi Gréng), est à privilégier pour la compagnie aérienne. « Ils ont certainement besoin d'être recapitalisés à courte échéance. Tous les gouvernements européens ont injecté des sommes faramineuses dans leurs compagnies aériennes. Je crains que le moment arrivera fatalement où la Commission dira stop. J'espère que nous n'aurons pas raté ce moment », nous explique Paul Helminge. Arrivé à la tête des deux compagnies aériennes en 2012 (pour un départ de Luxair en 2019) et 2013, Paul Helminge voit le besoin d'y investir : « Dans une année extraordinairement profitable, il faut absolument mettre tout ça en réserve pour absolument faire face au gros œuvre qui nous attend sur les quatre-cinq années à venir. »

Libéral contraint La décision appartiendra in fine à l'actionnaire principal dans les deux sociétés, l'État, représenté au Findel par le mutique mais puissant Tom Weisgerber. Le contexte et la position du président de Cargolux, qui crispe déjà, cernent le personnage Paul Helminge : un libéral contraint dans un capitalisme d'État. Sa présence durant la dernière décennie à la tête de deux entreprises systémiques pour l'économie luxembourgeoise,

et donc éminemment politiques, s'explique par une succession d'allers-retours ou de chevauchements entre fonction publique, affaires et mandats électifs.

Au sortir de ses études en droit à la Sorbonne, en sciences politiques à Sciences-po Paris et à Stanford (« à la belle époque de la collation des grades pendant que les autres vivaient des jours paisibles à Aix en Provence »), Paul Helminge s'oriente vers la diplomatie, un souhait qu'il cultivait depuis le secondaire. Le natif d'Esch-sur-Alzette en 1940 (de parents instituteurs) commence sa carrière aux Affaires étrangères en 1966. Gaston Thorn le débauche en 1974 alors qu'il représente le Luxembourg à Genève à la deuxième phase de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (qui aboutira à la déclaration d'Helsinki et enfin à la création, au sortir de la guerre en Bosnie, de l'OSCE). « Je venais de déménager la famille. On était bien... le week-end à l'Alpe D'Huez ou ailleurs dans les Alpes suisses pour skier », se souvient-il aujourd'hui. « L'expérience politique inédite dans un gouvernement sans les chrétiens sociaux (...) avec un libéral bon genre bon teint » le convainc néanmoins. Il devient chef de cabinet du Premier ministre Gaston Thorn en 1974. Paul Helminge adopte le libéralisme politique par la force des choses. Il s'écarte pour entrer au gouvernement de 1979 à 1984 et occupe notamment les fonctions de secrétaire d'État au commerce extérieur. Au sein du gouvernement, il a notamment, dit-il, mis en place des accords aériens en Asie du sud-est, avec Singapour ou la Chine.

Ferrari rouge Quand le DP repasse dans l'opposition en 1984, Paul Helminge se fait élire à la Chambre dans la circonscription de l'Est. Il prend en même temps la tête de Computerland Europe, la centrale européenne de la firme californienne fondée dans les années 1970. Il s'agissait alors du plus grand distributeur de matériel informatique européen. Paul Helminge passe une semaine par mois en Californie avec « ses patrons américains ». À l'approche de la cinquantaine, Paul Helminge vit ses heures bling-bling, divorce, s'installe à Luxembourg, roule en Ferrari rouge. Il se présente, malgré tout « à la demande du parti », en 1989 à nouveau dans la circonscription de l'Est. « Mais quand tu arrives en Ferrari à la *Wälfest* de Grevenmacher... », commente un observateur, le résultat aux urnes s'en fait sentir. « J'avais accumulé un certain nombre de points qui passent mal à la Moselle », résume sobrement l'intéressé. Après l'échec électoral et la faillite de Computerland, Paul Helminge crée son cabinet de consulting. L'objectif : trouver des partenaires pour les sociétés luxembourgeoises à l'étranger et réciproquement. « C'était un peu dans la lignée de ce que j'avais fait comme secrétaire d'État, mais sur le plan privé », analyse a posteriori Paul Helminge.

Au lendemain de l'élection, le consultant était ses convictions et écrit : « Hélas, le budget de l'État n'est pas un plan d'entreprise, les comptes annuels ne constituent pas un véritable bilan, les élections ne sont pas des assemblées générales d'actionnaires, la Chambre des députés n'est pas un conseil d'administration et seul le gou-

Le président de Cargolux veut garder le magot en réserve. Une situation qui crispe et qui illustre comment le libéral Helminge est contraint dans un capitalisme d'État

vernement se compose comme une direction générale » (*Land*, 7.12.2020). Puis de paraphraser Michel Crozier. Pour être moderne, l'État devrait tout d'abord devenir modeste « se concevoir soi-même non plus en détenteur de pouvoir, mais en prestataire de services publics au bénéfice des citoyens qui ne sont pas ses subordonnés mais ses clients. » Durant la décennie 1990 qui le voit revenir à la Chambre et accéder au collège échevinal de la capitale, Paul Helminge détaille ses réflexions libérales. Il est alors un des cadres du parti avec Colette Flesch, Lydie Polfer, Henri Grethen ou encore Charles Goerens. En 1994, dans une autre contribution au *Land*, il s'affirme « libre-échangiste » et, inspiré par son expérience chez Computerland, théorise le passage des relations commerciales entre

États (guidé par leur balance des paiements et maîtres de leur politique monétaire) à des relations mondiales constituées par « la substance même de l'activité économique ». Il évoque le marketing, la production, la recherche et surtout le financement.

En 1996 enfin, il livre un « plaidoyer pour une économie luxembourgeoise » (*Land*, 4.10.1996). Le dandy devient bobo et prône un modèle où la qualité de vie prime sur la quantité de prospérité. « Ainsi s'amorce le virage qui doit mener d'une politique de croissance maximale et tous azimuts vers la recherche d'un développement durable », écrit-il alors. L'ancien fonctionnaire en profite pour égratigner, déjà, l'exode des Luxembourgeois vers la fonction publique au détriment du secteur privé. « Un pays qui n'en finit pas de célébrer la résistance de ses patriotes alors qu'il en allait de son identité politique, ne peut pas aujourd'hui avoir comme seule ambition d'être une sorte de colonie à rebours où le capital, les compétences et la main d'œuvre sont tous importés et invités à prendre les risques de faire fonctionner une économie qui permet de financer une assurance tous risques réservée aux autochtones. »

Paul Helminge met en application une partie des théories après son élection en 1999 à la fonction de Bourgmestre de Luxembourg qu'il occupe jusqu'en 2011, quand le *Land* titre « Der CEO verlässt der Firma » (14.10.2011). « Vraiment la meilleure époque de ma carrière », résume Paul Helminge. L'ancien maire vante le système collégial où l'ensemble des membres doit s'entendre et où le bourgmestre, *primus inter pares*, stimule la décision. La privatisation du service d'électricité/gaz, la promotion de la ville avec la création du poste de *city manager* (occupé par Géraldine Knudson), le réseau Hot City ou encore le *Biergercentre* sont autant de réalisations dont Paul Helminge se dit « fier » aujourd'hui. Il détaille le recours aux consultants (du cabinet Résultance) pour conceptualiser la réception dans un guichet unique de « 650 à 700 clients-jour » avec moins de quinze minutes d'attente entre... « pour rendre un service à la hauteur des impôts payés par le contribuable finalement », résume celui qui revendique au passage d'avoir introduit les verts « dans la grande politique ». L'association à François Bausch, premier échevin en 2005, aidera au décollage de la carrière de l'intéressé, aujourd'hui ministre de tutelle de Paul Helminge.

Everybody's darling Mais l'accession du libéral à la tête de Luxair et Cargolux tient d'abord à son camarade de parti Xavier Bettel qui, en prenant la place de bourgmestre en 2011, l'évince de la place Guillaume et le renvoie dans le secteur privé. Claude Wiseler (CSV), ministre des Transports, intronise l'*elder statesman* en 2012 et 2013 dans les compagnies aériennes. Paul Helminge s'illustre par sa gestion abrupte des affaires sociales avec une double dénonciation des conventions collectives. Ses relations amicales avec Akbar Al Baker, CEO de Qatar Airways, compagnie qui a acheté 35 pour cent de Cargolux en 2011 avant de les rendre l'année suivante, sont mal vues. Paul Helminge, administrateur de Cargolux en tant que représentant de Luxair, se rend même spontanément à Doha voir « Akbar », dans le sillon de Luc Frieden (CSV) et d'Albert Wildgen (homme de confiance des Qataris au Grand-Duché) qui avaient poussé le *deal* avec les Émirats. Il s'agit vraisemblablement du seul (mini) couac attribuable à Paul Helminge. Observateurs et parties prenantes louent son entregent, sa respectabilité et sa vision, « davantage dans le macro que dans le micro », analyse-t-on. Il arrondit les angles dans ces entreprises capitalisées par l'État et aux pièces rapportées. Sous sa présidence, Cargolux retrouve un remplaçant aux Qataris en Chine (HNCA), et des repreneurs pour les parts de Lufthansa dans Luxair entre l'Italie et le Luxembourg avec Delfin, groupe lié au géant de la lunette Luxottica. La *soft touch* joue aussi dans les relations humaines. Paul Helminge s'entend avec l'omniprésent Tom Weisgerber, conseiller du ministre, soutient le CEO Richard Forson arrivé (CFO) avec les Qataris, et cohabite avec le conservateur Adrien Ney pour, toujours, concilier les intérêts financiers des uns et politiques des autres.

Les qualités du *Stater* s'arrachent. L'ancien bourgmestre siège dans le groupe bancaire Intesa Sanpaolo Holding aux côtés d'autres huiles du monde économique libéral comme Norbert Becker ou Raymond Schadeck (membre de l'initiative *Et ass 5 vir 12* avec Paul Helminge). Il le quitte en avril cette année alors que débarquent Florence Reckinger-Taddei et Anne Brasseur (DP). Pas d'explication politique à cela, se justifie Paul Helminge. Tout simplement une question de réseau et de bouche à oreille. Paul Helminge siège en outre toujours à la Brasserie du Luxembourg (Bofferding-Battin-Lodys) dans un conseil galactique aux côtés de l'ancien ministre Jean-Lou Schiltz (CSV) et de l'ancien patron des patrons Michel Wurth. Puis il y a le promoteur belge ImmoBel où siège également l'ancien président du Fonds d'urbanisation du Kirchberg Fernand Pesch. Paul Helminge (qui réfute d'être insatiable, « tout au plus infatigable ») partage qu'il conservera certains mandats après son départ de Cargolux. De quoi financer l'entretien de la Ferrari... devenue grise. ●



Richard Forson, CEO de Cargolux, Paul Helminge, chairman et Maxim Straus, CFO en avril 2017

Convergence ascendante

Georges Canto

La directive européenne sur le salaire minimum : Prouesse ou usine à gaz ?

La question des salaires minimaux taraude les autorités européennes depuis longtemps. D'une part il est hors de question de les harmoniser au niveau de l'UE. D'autre part il n'est guère possible de laisser les choses en l'état, car aux conséquences sociales s'ajoute un risque élevé de distorsion de concurrence. Sur 27 États membres, 21 disposent d'un salaire minimum interprofessionnel. Dans les six autres pays (Autriche, Chypre, Danemark, Finlande, Italie et Suède), il existe des salaires minimaux par branche ou des conventions collectives générales négociées entre les partenaires sociaux. Exprimés en euros, leurs niveaux mensuels s'échelonnent de 310 euros en Bulgarie à 2 142 euros au Luxembourg, soit un rapport de un à sept ! Mais cette comparaison ne fait pas grand sens.

Dans de nombreux pays, les salaires minimaux se sont révélés insuffisants pour protéger les travailleurs contre la pauvreté d'autant que les dispositifs ne couvrent pas forcément l'ensemble des salariés. En 2018 en Grèce, plus de soixante pour cent des personnes rémunérées au salaire minimum disaient avoir du mal à joindre les deux bouts, une proportion qui s'élevait environ à la moitié des salariés en Bulgarie et en Italie et qui était proche de quarante pour cent en Espagne. Des chiffres cohérents avec celui qui montre que de 2007 à 2018, le pourcentage de travailleurs pauvres en Europe est passé de 8,3 à 9,4 pour cent des actifs employés.

La question est donc de savoir quel est le niveau optimal du salaire minimum

Des salaires minimaux insuffisants introduisent également une distorsion de concurrence au profit des pays les moins généreux. Selon le Letton Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission, la productivité du travail des pays de l'Europe de l'Est est de trente à quarante pour cent inférieure à celle enregistrée à l'Ouest, mais les salaires restent de soixante à 70 pour cent plus bas. Une situation propice aux délocalisations ou au recours au travail détaché. Dès juillet 2019, avant le début de son mandat, la présidente de la Commission Ursula von der Leyen avait promis de s'attaquer au problème. Dans le cadre de la communication intitulée « Une Europe sociale forte pour des transitions justes », la Commission a lancé, entre le 14 janvier et le 25 février 2020, une première phase de consultation des partenaires sociaux (organisations syndicales et patronales européennes) sur la manière de garantir des salaires minimum satisfaisants pour les travailleurs des pays membres. Ayant conclu que des actions de l'UE étaient nécessaires, elle a ouvert une deuxième phase le 3 juin et la présidente allemande de la Commission a fait de cette initiative une priorité lors de son discours sur l'état de l'Union européenne, le 16 septembre. « Pour trop de personnes, le travail ne paie plus » a-t-elle alors déploré. La proposition de la Commission européenne en faveur d'un salaire minimum « adéquat » a été finalement présentée le 28 octobre.

En soi, le texte est plutôt *soft*. N'ayant pas le pouvoir d'imposer un salaire minimum européen – ce qui contreviendrait aux traités et serait une absurdité économique vu les écarts observés – la Commission se limite à proposer un cadre commun en faveur d'une « convergence ascendante », selon les termes du Luxembourgeois Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux affaires sociales, en charge du dossier. Il s'agit surtout de suivre le niveau de protection par le biais de rapports annuels que les États membres présenteront à la Commission, sur la base de critères communs permettant d'apprécier le montant des salaires minimaux et de proposer d'éventuels ajustements. Des instances de concertation avec les partenaires sociaux devraient être créées dans les États membres qui n'en disposent pas encore. Finalement les recommandations émises par l'exécutif européen ont surtout l'ambition, selon Nicolas Schmit, de « créer une dynamique positive ».

C'est davantage la forme que prendra le texte que son contenu qui a suscité les réactions les plus vives. En effet, et de manière surprenante, il s'agira d'une directive, terme du langage européen qui désigne un cadre légal à respecter et à transposer dans la législation nationale. Par essence, on a affaire à un instrument juridique contraignant, soumis à une procédure stricte : adoption par le Parlement européen et du Conseil, puis délai

de deux ans accordé aux États membres pour la transposer dans leur droit national.

Pour l'irlandaise Esther Lynch, secrétaire générale adjointe de la Confédération européenne des syndicats, une directive est un outil approprié pour « combattre l'injustice et l'exploitation des plus bas salaires. Même s'il manque le détail sur la façon dont cela sera fait ». Sans surprise les milieux patronaux sont vent debout contre le projet. Selon l'autrichien Markus Beyrer, directeur général de BusinessEurope, une association qui regroupe quarante syndicats d'employeurs, « la Commission a tout faux en proposant une directive. On va créer un monstre législatif. Nous ne sommes pas complètement contre des orientations européennes en la matière, mais cela doit se faire de façon non contraignante. » Le patronat devrait se satisfaire de voir augmenter la demande globale, sachant que les personnes concernées par la hausse du salaire minimum ont une « propension marginale à consommer » plus élevée que le reste de la population. Les syndicats patronaux de l'ouest européen pourraient quant à eux se réjouir d'une moindre concurrence salariale de la part des pays de l'est et du sud. Mais les chefs d'entreprises voient plutôt la question sous l'angle du coût, compte tenu du poids des charges de personnel dans leurs dépenses totales.

Dans ces conditions on peut craindre qu'une hausse du salaire minimum se fasse au détriment de l'emploi. En Espagne où il a augmenté de 22 pour cent en 2019, la plus forte hausse depuis 1977, le chômage est presque aussitôt reparti à la hausse et s'élevait toujours, juste avant la crise sanitaire, à 13,6 pour cent de la population active, plus de deux fois le niveau de l'UE à ce moment. Dans un article publié en mars 2019 dans la revue *Finances & Développement*, sous le titre « L'instauration d'un salaire minimum profite-t-elle aux travailleurs ? » deux économistes du FMI, Piyaporn Sodsiwiboon et Gabriel Srour indiquaient qu'un « consensus semble se dessiner sur le fait qu'un salaire minimum établi à un niveau modéré n'a qu'une incidence légèrement négative sur l'emploi », car seuls les groupes les plus vulnérables, notamment les jeunes travailleurs et les employés les moins qualifiés, pourraient faire les frais de cette augmentation.

Pour les auteurs, « cela peut s'expliquer par le fait qu'à des niveaux modérés, les salaires minimums ne représentent qu'une modeste part de l'ensemble des coûts assumés par l'employeur, ce qui permet aux entreprises de s'adapter à leur augmentation de diverses manières sans avoir à réduire leurs effectifs ». Elles peuvent notamment « diminuer les coûts non salariaux, augmenter les prix, stimuler la productivité ou accepter de réaliser des bénéfices moindres ». En revanche si le salaire minimum est établi à un niveau trop élevé, il peut alors avoir des répercussions néfastes en termes d'emplois et même au-delà. Le chômage fragilise en effet les travailleurs à faible revenu, creusant ainsi les inégalités. En outre, « une hausse du salaire minimum peut entraîner une revue à la hausse de l'ensemble de la structure salariale, laquelle reproduit alors les mêmes disparités de rémunération, car les entreprises veulent que leurs salariés les plus productifs soient mieux rémunérés ». Un coup d'épée dans l'eau.

La question est donc de savoir quel est le niveau optimal du salaire minimum. Selon l'article, « peu d'études traitent directement de cette question, mais celles qui abordent le sujet fixent le niveau idéal entre 25 et cinquante pour cent du salaire moyen ». Un constat qui apporte de l'eau au moulin des détracteurs de la directive européenne, car de nombreux pays sont déjà dans ce cas, ce qui inciterait plutôt à l'inaction. Mais pour les auteurs il faudrait idéalement que « le salaire



Nicolas Schmit (ici à Luxembourg en juin) porte le dossier du salaire social minimum européen à Bruxelles

minimum soit calibré de telle sorte que l'augmentation globale des salaires soit conforme aux gains de productivité ». De ce fait, ils plaident pour que « les modalités de son instauration ne soient pas confiées à des responsables politiques, mais à des experts indépendants ». À noter cependant que, selon plusieurs études académiques, les gains de productivité sont devenus très modestes dans la plupart des pays développés depuis une dizaine d'années.

L'initiative encore imprécise de la Commission permettrait de soutenir la mise en œuvre du principe n°6 du Socle européen des droits sociaux (*European Pillar of Social Rights*) de novembre 2017 qui porte sur les salaires. La Commission a lancé un vaste débat sur le sujet : un site web dédié intitulé « Donnez vos idées pour renforcer l'Europe sociale » a même été créé afin de recueillir commentaires et points de vue, en vue d'un plan d'action qui devrait être présenté début 2021. ●

Processus en cours

Une étude sur vingt pays de l'UE, où existe un salaire minimum interprofessionnel montre que son niveau, comparé à celui du revenu moyen, reste très variable d'un pays à l'autre, ce qui constitue un puissant argument en faveur de la « convergence ascendante » réclamée par Nicolas Schmit. Dans les pays de l'ouest de l'Europe, qui ont la plus grande antériorité en la matière (à l'exception notable de l'Allemagne où il est apparu en 2015 seulement) et qui sont aussi les plus riches, le salaire minimum représente approximativement entre les deux tiers et les trois quarts du revenu moyen.

Six pays sont dans ce cas, dont la Belgique (62,7 pour cent), la France (70,6), les Pays-Bas (76,1) et le Luxembourg (77,1). L'Irlande est un cas à part avec un niveau supérieur à 90 pour cent.

Dans ces pays le salaire minimum est un bon instrument de soutien de la demande et de réduction des inégalités, mais corrélativement de plus en plus de salariés sont payés au minimum (13,4 pour cent en France en 2019 contre 10,6 en 2017) suivant le principe de « la voiture-balai » dans le monde du cyclisme. Dans sept autres pays, tous situés en Europe de l'est, le salaire minimum vaut entre trente et quarante pour cent du revenu moyen avec un minimum de 32,5 pour cent en République tchèque. Dans six autres, le pourcentage est compris entre quarante et soixante pour cent. On y trouve le Portugal (45,8 pour cent) et la Grèce (57,3) mais aussi la Pologne et la Croatie (43,1 pour cent chacune) ou la Slovaquie (57,8). Pour ces trois pays de l'est la convergence est bien entamée. ● gc



Plus de profondeur

Découvrez le Lëtzeburger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

ZU GAST

Diese und andere Probleme

Seit mehr als einer Woche beherrschen Meldungen über die Auszählung von Stimmen und das Gerangel um die von Herrn Trump als „illegal“ bezeichneten Stimmzettel nicht nur die Schlagzeilen, sondern auch den größten Teil der Berichterstattung in fast allen Medien. Sowohl die andauernde Auszählung als auch das störrische Verhalten des amtierenden Präsidenten sagen viel aus über den Zustand der Demokratie in „Gottes eigenem Land“.

Einen weiteren großen Teil in den Medienberichten nimmt die Corona-Krise ein. Öffentliche Debatten und Diskussionen in „sozialen Netzwerken“ über Lockdown, Maskenpflicht, Ausgangssperre, Home-Office, Risikogebiete, Reiseverbote und vieles mehr führen dazu, dass wichtige Themen, die für das Überleben der Menschheit von großer Bedeutung sind, in „Vergessenheit“ geraten.

Da wäre das viel diskutierte Ziel der UNO, die Armut in der Welt zu reduzieren, das mit der Corona-Krise in immer weitere Entfernung rückt. So wurde am 1. November gemeldet, dass die Wirtschaftskommission der UNO für Lateinamerika und die Karibik (Cepal) damit rechnet, dass die Pandemie in Lateinamerika und der Karibik im laufenden Jahr weitere 45,4 Millionen Menschen in die Armut stürzen könnte. Damit gäbe es allein in dieser Region 230,9 Millionen Arme. Tatsache ist auch, dass im reichen Luxemburg Armut immer mehr ein Thema ist.

Nicht verschweigen lassen sich Meldungen, dass immer mehr Unternehmen die Gesundheitskrise nutzen, um massenhaft Arbeitsplätze abzubauen, oder wie im Fall Guardian in andere Länder zu verlagern, in denen Mindestlohn und Arbeiterrechte eine weniger große Rolle spielen als zum Beispiel in Luxemburg.

Die deutsche Hilfsorganisation Welthungerhilfe – die weit davon entfernt ist, als „kommunistisch“ oder auch nur „links“ betrachtet zu werden – befürchtet eine starke Zunahme von Hunger und Armut weltweit durch die Corona-Pandemie. Das betreffe vor allem Afrika südlich der Sahara und Südasien, wo die Situation schon vor

der Pandemie alarmierend gewesen ist. Das Global Framework for Climate Services bei der Internationalen Wetter-Organisation WMO, erklärte, dass seit 2012 die Zahl unterernährter Menschen in den Ländern südlich der Sahara um etwa 46 Prozent gestiegen ist.

Ali Ruckert ist Präsident der KPL

Ende 2019 litten nach offiziellen Angaben rund 690 Millionen Menschen unter chronischem Hunger, weitere 135 Millionen waren von einer akuten „Ernährungskrise“ betroffen. Das Ziel der UNO, bis 2030 auf „Null Hunger“ zu kommen, wird weit verfehlt werden.

Der Klimawandel, der noch im vergangenen Jahr eines der zentralen Themen in den Medien war, ist fast vollständig aus dem Blick der Öffentlichkeit verschwunden. Wissenschaftliche Studien haben jedoch gezeigt, dass der Klimawandel auch durch die zum Teil rigorosen Lockdown-Maßnahmen in aller Welt nicht spürbar zum Stillstand gekommen ist – geschweige denn zurückgedrängt werden konnte.

Es gibt also eine Menge Probleme, die gelöst werden müssen, unabhängig davon, ob es früher oder später gelingt, die gegenwärtige Gesundheitskrise zu meistern. Für die Bewältigung der Folgen der Corona-Krise muss viel Geld in die Hand genommen werden. Um zu verhindern, dass das wieder – wie bei der Finanz- und Wirtschaftskrise von 2008 – auf dem Buckel der Menschen geschieht, die ihren Lebensunterhalt mit ihrer Hände Arbeit finanzieren, muss dringend eine Corona-Steuer erhoben werden, die von den Großbetrieben, den Finanzkonzernen und den Superreichen zu zahlen ist.

Und mit der Einstellung der laufenden Rüstungsprogramme können nicht nur Mittel freigemacht werden, um auch viele der anderen Probleme zu lösen – das wäre auch der entscheidende Weg für die Lösung unseres wichtigsten Problems: der Sicherung des Friedens für unsere Welt. ● Ali Ruckert

D’GEDICHT VUN DER WOCH



Trumpericks

Jacques Drescher

Den Trump wëllt net goen – beileiwen.
E seet, „t si Fake News, wat se schreien.“
E weist do op d’Press;
Dat mécht en express.
Do kann ee sech d’Ae just reiwen.

Den Trump huet zwar d’Wale verluer,
Well d’Leit soten: „Lo geet et duer!“
Mee e ka jo de Biden
An d’Kamala net leiden.
Den Trump ass den Trump a bleift stuer.

Den Trump waart nach of – op ee Staat,
Op Alaska a Sëtz am Senat.
Mee soss ass e geplot
Mat „Fake Votes“ a Verrot.
Pennsylvania – dêi haten hie sat.

Den Trump kann d’Melania gutt kleeden
A léisst sech vun him nach begleeden.
Mee wann et bis motzt
An d’Wäisst Haus net méi botzt,
Da léisst hatt um Enn sech nach scheeden.

KLEINE ZEITZEUGIN

Ende der Wahnvorstellung?

Michèle Thoma

Das Monstrum ist erlegt, es bäumt sich natürlich noch auf, wie es sich für ein Monstrum gehört, liegt in letzten Zuckungen, zuckt aus. Der twitterröchelnde Drachen, tödlich getroffen. Oder doch nicht? Er rappelt sich auf, im Profil auch gern gezeigt als plumper Stierschädel, gegenüber das edel demokratische Antlitz mit dem sich lichtenden Silberhaar. Der ist auch nicht wirklich eine Lichtgestalt, dämmerte es einem Kommentator schon vor den Wahlen. Aber immerhin ein Uncle Joe, oder auch ein Grandpa Joe, und sicher sehnt sich die Menschheit mindestens so sehr nach einem guten Onkel oder Opa.

Am Tag nach der Euphorie kommen alle wieder ein bisschen runter. Diese Euphorie, war das nicht schon einmal? Die, deren Gedächtnis zwölf Jahre zurück reicht, reiben sich die Augen. Damals. Als alle weinten vor den Bildschirmen, und ein ausstrahlender junger Mann, von dem behauptet wurde er sei schwarz, erschien und schien und schien. Alles schien gut. Neu. Er schwarz, wie man immer wieder betonte. Und die Welt bunt, über Nacht. Neu. Anders. In den Straßen in Amerika weinten die Schwarzen und die Weißen und lachten und umarmten sich, damals taten die Menschen so was noch. Und auf den Sofas in Europa lachten die Farblosen und ihre Tränen purzelten ins Bier, sie prosteten dem neuen Menschen, der am Horizont erschien, zu. Es war alles so schön. So neu.

Und die Zeit verging und der so genannte schwarze Mann ergraute, und nur in Europa wurde er noch extrem geliebt. Die Europäer_innen verstanden zwar nicht immer alles, Obamacare und all das, warum ist das so schwierig? Es gab weiter Kriege und Terror und arme Schwarze, aber fairerweise auch arme Weiße, der graue Präsident ging und der Drache kam. Er war plötzlich da, aufgestiegen aus der tiefen Wunde, dem klaffenden Spalt, der das Land auseinanderriß. Das Monster war ein oranger Rassist und die Klugen und Gebildeten lachten es aus und lachten über es und machten Witzzeichnungen, die auf der ganzen Welt geteilt wurden. Es war so lustig, es war zu lustig. Und dann war es Ernst. Plötzlich war der twitterspeiende Drachen im blendend weißen Haus, und auf CNN versteinerten die Gesichter, vier lange Jahre lang, sie waren verhext. Während die Psychiater_innen und Therapeut_innen immer irrere Befunde ausstellten.

Das Biest hatte natürlich eine Schöne im Schlepptau, das es ins blendend weiße Haus verschleppte. Die Schöne war tot oder scheintot, schwer zu sagen, die Sage ging, das Biest habe die Schöne ausgesaugt. So dass sie nur noch als irdische, manchmal auch

Das Biest hatte natürlich eine Schöne im Schlepptau, das es ins blendend weiße Haus verschleppte

überirdisch wirkende Hülle an seiner Seite fungierte. Vielleicht stellte sich die Schöne auch tot, all das war eine Strategie, in Wirklichkeit konservierte sie sich, sann nach Rache, eiskalt, sie war ja noch jung. Der junge Baron hatte die traurigsten je bei einem Jüngling erblickten Augen. Aber vielleicht wird auch er bald erlöst, das Monster ist gar keins mehr, es geht golfen oder baut noch ein paar Türme und twittert



CHRONIQUES DE L’URGENCE

Un défi inouï

Jean Lasar

Depuis que l’éminent climatologue James Hansen s’est adressé aux législateurs américains en 1988 pour les alerter sur l’imminence et la gravité du péril du réchauffement, les administrations américaines successives ont consciencieusement trainé des pieds. Au regard du sabotage pur et simple auquel s’est livré le président sortant (encore que cette expression ne semble pas s’appliquer à lui), les huit années de présidence

Sauf surprise, il n’y aura pas de « Green New Deal » sous une présidence Biden

Obama qui l’ont précédé peuvent-elles pour autant être vues comme une période de progrès ? Il ne faut pas se leurrer. Limité certes par le poids au Capitole des républicains alignés à cent pour cent sur les intérêts des groupes d’énergies fossiles, mais aussi par un positionnement personnel favorable au gaz naturel et au fracking, perçus comme outils de consolidation de la suprématie énergétique américaine, Barack Obama est resté très en-deçà des attentes des scientifiques et activistes. Souvent à présent, 32 ans après le discours de Hansen, quatre années de présidence Biden qui correspondent à une urgence inouïe : les émissions de gaz à effet de serre ont continué d’augmenter inexorablement, et tous les voyants sont au rouge. Alors qu’outre-Atlantique, l’opinion a considérablement évolué sur la question, terrifiée à juste titre par les dégâts considérables qu’infligent désormais ouragans à répétition, sécheresses historiques et incendies monstrueux, l’establishment démocrate a pesé de tout son poids lors des primaires pour favoriser Biden le centriste face au socialiste Sanders, significativement plus engagé que son rival sur la question climatique.

Bien que Joe Biden ait énoncé un programme de transition énergétique en milliers de mil-

liards de dollars, celui-ci reste excessivement timide par rapport à l’ampleur de la tâche. Sauf surprise, il n’y aura pas de « Green New Deal ». Après quatre ans de démontage systématique par l’administration Trump des sauvegardes environnementales et des mesures pour le climat, il est tentant de se dire que tous les efforts sont bons à prendre. Malheureusement, cela correspond à la posture, si commune mais parfaitement illusoire, consistant à vouloir négocier avec la nature. Greta Thunberg, la plus connue des défenseurs du climat, ne s’y est pas trompée. Dans un entretien avec Damian Carrington du Guardian publié cette semaine, elle souligne à nouveau, sans faiblir, à quel point le monde continue de sous-estimer l’urgence de la crise. Les objectifs de réduction à l’horizon 2050 ou 2060 affichés par le Royaume-Uni, la Chine ou le Japon ? Symboliques, dit-elle, farcis d’échappatoires. « Si nous ne réduisons pas nos émissions maintenant, alors ces objectifs lointains ne signifieront rien parce que nos budgets carbone seront épuisés depuis longtemps », insiste-t-elle. Si elle névoque pas directement Joe Biden, le moment qu’elle a choisi pour s’exprimer démontre que le nouveau locataire de la Maison Blanche ne doit s’attendre à aucune période de grâce de la part du mouvement climatique. ●

Das vom Hygiene-Museum in Dresden in den 1920-er Jahren angefertigte Schaubild der Familie Kallikak beruhte auf der vom US-amerikanischen Psychologen und Eugeniker Henry Goddard 1912 in einer Studie festgehaltenen Geschichte seiner Patientin Emma Wolverton und ihrer Familie, die 1914 ins Deutsche übersetzt wurde. Unter dem fiktiven Namen Kallikak, der aus dem Zusammenzug der beiden altgriechischen Wörter „kallos“ (gut) und „kakos“ (schlecht) bestand, hatte Goddard die unehelichen Nachfahren Martin Kallikaks mit einer namentlich nicht genannten „Schwachsinnigen“ den Abkömmlingen aus Kallikaks späterer Ehe mit einer Frau aus einer sogenannten wohlgeborenen Familie gegenübergestellt. Ziel der Tafel war es, den Betrachtern die Bedeutung der selektiven Fortpflanzung für den Erhalt einer leistungsfähigen Gesellschaft vor Augen zu führen. Das Exponat war durch regelmäßige Präsentationen von Objekten im Zusammenhang mit der Familie Kallikak zu einem Objekt mit Wiedererkennungswert geworden (Weinert 2017, 106), das auch in Luxemburg bekannt war, wie aus einem *Luxemburger Wort*-Artikel zum 50. Todestag Gregor Mendels vom 16. Januar 1934 hervorgeht. (H.B.V. 1934, 8)

Die GeSoLei in Düsseldorf 1926

Zur Bekanntheit der Kallikak-Tafel hatte sicher ihre Zurschaustellung auf der 400 000 Quadratmeter umfassenden und von 7,5 Millionen Menschen besuchten Ausstellung für Gesundheit, soziale Fürsorge und Leibesübungen (GeSoLei) in Düsseldorf 1926 beigetragen (Weinert 2017, 106-107). Dort musste sie auch der junge, aus Basel stammende und in Luxemburg praktizierende Hautarzt Frantz Demuth (1896-1963) (Kugener 2005, 334-335) gesehen haben. Der junge Hautarzt, der sich unter anderem für die Bekämpfung der Geschlechtskrankheiten einsetzte, nahm Kontakt auf zum Direktor des Hygiene-Museums in Dresden, das maßgeblich zur Bestückung des volksgesundheitlichen Teils der GeSoLei beigetragen hatte (Weinert 2017, 58), um ihn zu bitten während seines Aufenthalts in Düsseldorf einen Abstecher nach Luxemburg zu machen (Krombach et Wampach 1929). Der Besuch kam allerdings nicht zustande. Ein weiterer Anziehungspunkt der GeSoLei aus den Sammlungen des Hygiene-Museums war der „durchsichtige Mensch“, der in der der „Veranschaulichung der Gesundheitspflege“ gewidmeten Abteilung ausgestellt wurde, wo er die Aufmerksamkeit des Arbed-Arztés Léon Pundel (1870-1952) (Kugener 2005-1, 1254-1255) auf sich gezogen hatte (Pundel 1927, 2). Von dieser Abteilung abgesehen, zeigte sich der Allgemeinarzt wenig beeindruckt

Der in Luxemburg praktizierende Hautarzt Frantz Demuth appellierte an die Politik, sie solle „im Interesse der Ertüchtigung der Art [...] eugenische Eheberatung, eugenische Steuer- und Finanzpolitik, eugenische Siedlungspolitik, eugenische Mutterschaftsfürsorge“ fördern

von der Schau. Vielmehr übte er in einem Vortrag auf der Generalversammlung des Luxemburger Vereins für Volks- und Schulhygiene 1927 Kritik „an der kolossalen Masse“ der Exponate und dem „schillernden Drum und Dran“, die er als „glänzende Staffage“ bezeichnete. Die der „Vererbung der im väterlichen und mütterlichen Blute enthaltenen Anlagen und [...] den Schäden, die diesem Erbgut während des Lebens durch Gifte, Krankheiten und anderweitige ungünstige Verhältnisse drohen“, gewidmeten Ausstellungsteil erwähnte er kommentarlos (Pundel 1927, 2).

Der Luxemburger Verein für Volks- und Schulhygiene

Demuth und Pundel waren Mitglieder des 1904 gegründeten Vereins für Volks- und Schulhygiene. Ausgehend von der Feststellung dass „jeder Mensch [...] ein gewisses Kapital in physischer und moralischer Hinsicht“ darstelle und dass dieses Kapital „durch eine rationale Gesundheitspflege [...] vermehrt, resp., dessen Verlust vermindert oder gar verhindert werden“ könne, wollten sich die Mitglieder nach dem Modell bereits im Ausland existierender ähnlicher Vereinigungen dafür einsetzen, durch Aufklärung gegen die gesundheitlichen Nöte der Bevölkerung, insbesondere der unteren Gesellschaftsschichten, vorzugehen. Die Schule sei „die geeignete Platz, um in dieser Beziehung den Hebel anzusetzen“, schrieben die Vereinsgründer (Verein für Volks- und Schulhygiene 1905, 3).

Mit seiner pädagogischen Zielsetzung fügte sich der Verein nahtlos ein in die Tradition der paternalistischen liberalen sowie klerikalen Arbeiterunterstützungsvereine des 19. Jahrhunderts (Jungblut 1993). In der 1891 veröffentlichten Enzyklika *Rerum Novarum* hatte der Papst die Katholiken aufgefordert, sich verstärkt der Arbeiterfrage anzunehmen (Margue 2008, 541). Deshalb wundert es nicht, dass der ehemalige Vorsitzende des Gesellenvereins und Schriftführer des 1903 gegründeten katholischen Volksvereins, Joseph Sevenig (1869-1927), der auch im antialkoholischen Verein maßgeblich mitwirkte, Gründungsmitglied des Hygiene-Vereins war und dass der liberal gesinnte Verein für die Interessen der Frau die Ergebnisse seiner Enquête über die Wohnbedingungen in den Arbeitervierteln der Hauptstadt 1908 in Zusammenarbeit mit dem Verein für Volks- und Schulhygiene publizierte (Bové 2011, 173).

1925 gehörten dem Verein sowohl Anhänger der katholischen Soziallehre wie Abbé Friedrich Mack (1877-1942), seit 1921 Direktor des bischöflichen Konvikts und ab 1930 Direktor der

luxemburgischen Caritas (Luis et Werner 2007, 25-43), Chanoine Jean Origer (1877-1942), damals Direktor der Sankt-Paulus-Druckerei, und Abbé Joseph Sevenig an, als auch der Abgeordnete der Rechtspartei und Inhaber einer Kunstdruckerei Mathias Huss, der bekennende Freidenker Arthur Daubenfeld, ehemaliger Bürgermeister der Gemeinde Hollerich und Begründer der Gesellschaft für Feuerbestattung, der liberale Politiker und damalige Schöffe der Stadt Luxemburg Marcel Cahen, Mitglieder der sozialistischen Partei wie der der Anwalt René Blum (1889-1967), 1925-1926 Präsident der Abgeordnetenkammer, der Abgeordnete und Gewerkschaftler Pierre Krier (1885-1947) sowie ferner der Abgeordnete und Bürgermeister der Stadt Differdingen, Emile Mark (1874-1935), zu dem Zeitpunkt Mitglied der radikal-sozialistischen Partei, der als kompromissloser Antiklerikaler bekannt war (Verein für Volks- und Schulhygiene 1926, 61-67).

Gesellschaftlich verankert war der Verein vor allem in der Lehrer- und Ärzteschaft, in Architektenkreisen sowie bei Menschen, die im weitesten Sinne Sozialarbeit leisteten. Als Mitglied der belgischen Œuvre nationale de l'enfance, der Union internationale contre le péril vénérien und der Deutschen Gesellschaft zur Bekämpfung der Geschlechtskrankheiten war der Verein international gut vernetzt. 1925 nahmen Vereinsmitglieder teil an der Conférence de la défense sociale contre la syphilis in Nancy und der Präsident Dr. Wilhelm Krombach reiste zum Congrès international de la protection de l'enfance nach Paris. Zu den Fragen der Zeit, über die öffentlich diskutiert wurde, gehörte neben der Protection de l'enfance malheureuse seit der Mitte der 1920-er Jahre auch die sogenannte eugenische Frage. Nicht zuletzt aus diesem Grund setzte sich der Vereinspräsident Krombach wahrscheinlich dafür ein, mit der vom Hygiene-Museum Dresden organisierten Ausstellung *Der Mensch in gesunden und kranken Tagen*, über deren Präsentation in Essen er in der *Frankfurter Zeitung* gelesen hatte, das 25-jährige Jubiläum des Vereins zu begehen. (Krombach et Wampach 1929) Durch die gute politische und administrative Vernetzung seiner Mitglieder – so war August Praum (1870-1928) Direktor des bakteriologischen Laboratoriums – gelang es dem Verein mit der Unterstützung des deutschen Gesandten in Luxemburg den Generaldirektor des staatlichen Sanitätsamtes Norbert Dumont dazu zu motivieren, eine Regierungskommission zur Organisation und zur Bewerbung der Ausstellung zusammenzustellen und sich für die notwendigen finanziellen Mittel zur Übernahme der Ausstellung einzusetzen. Derweil erklärte sich die Stadt Luxemburg bereit den Cercle municipal als Ausstellungsort zur Verfügung zu stellen (Krombach et Wampach 1929, II-III).



Schautafel „Die Familie Kallikak“

Luxemburg und die Familie Kallikak

Marie-Paule Jungblut & Julien Sand

Geschichte der Eugenik

Eugenik leicht erklärt

Doch kommen wir zurück zum Ausgangspunkt unserer Geschichte: zur Familie Kallikak. Die in der Abteilung Gesundheitspflege präsentierte eugenische Lehrtafel war ein zentrales Exponat der Hygiene-Ausstellung, die vom 19. August bis zum 9. September etwa 25 000 Besucher anlockte. Ihre inhaltliche Aussage musste den jungen Arzt Frantz Demuth freuen, war sie doch die bildhafte Umsetzung von Überlegungen zur differentiellen Fortpflanzung, die er einem Aufsatz der Festbroschüre zum 25-jährigen Vereinsjubiläum unter dem Titel „Die wissenschaftlichen Grundlagen der modernen Eugenik“ festhielt. Der Schreiber bekannte sich in dieser Schrift zu der vom deutschen Arzt und Abgeordneten der Sozialdemokratischen Partei Deutschland (SPD) Alfred Grotjahn (1869-1931) vertretenen praktischen Eugenik. Für Demuth war Eugenik eine Form der Fortpflanzungshygiene. In anderen Worten: Es handelte sich dabei um jenen „Zweig der Sozialhygiene [...], der sich mit den natürlichen und sozialen Voraussetzungen der menschlichen Fortpflanzung und mit ihrer materiellen Beeinflussung in qualitativer und quantitativer Hinsicht befasst.“ (Demuth 1930, 98)

Die Lehre fußte auf der Vererbungslehre von Gregor Mendel und August Weißmann, die von der „Nichtvererblichkeit erworbener Eigenschaften“ ausging (Demuth 1930, 98): „Der Mensch muss sich nun einmal damit abfinden, daß alle geistige und körperliche Ausbildung, daß die gesamte Personalhygiene, so wichtig sie auch sonst sein mögen, auf die Nachkommenschaft nicht den geringsten Einfluß ausüben, also auch nicht rasseverbessernd wirken“, so der Luxemburger Sozialhygieniker (Demuth 1930, 99). Die Möglichkeit zur „Rasseverbesserung“ lag für ihn wie für sein deutsches Vorbild in der gesteuerten „Selektion“, die zur „Verschiebung des Verhältnisses der schlecht Veranlagten zu den besser Veranlagten“ führe. Dies könne dadurch geschehen, „daß entweder die ersteren ausgemerzt [würden], oder daß sich die letzteren rascher [vermehrten]. In beiden Fällen [bedeute] das Resultat eine Anreicherung der Rasse an vorteilhaften Erbanlagen“ (Demuth 1930, 102-103).

Während einer Versammlung des Vereins am 13. März 1927 hatte sich Demuth explizit für die „künstliche Sterilisierung Minderwertiger“ ausgesprochen (Verein für 1927, 2). Auch zwei Jahre später stand der Arzt der „eliminatorischen“ Eugenik, wie sie in den USA zur Anwendung kam, und die vorsah, „die erblich Untauglichen durch Isolierung oder durch Sterilisation daran [zu hindern] sich fortzupflanzen“, nicht abweisend gegenüber. In Betracht kamen

dem Autor zufolge „Individuen mit absolut asozialer Geisteslage wie Idioten, konstitutionelle Verbrecher, unverbesserliche Alkoholiker, oder mit schweren hereditären Körperleiden [Belastete] wie Hämophilie, Klumpfüßler“ (Demuth 1930, 105). Er bevorzugte aber die „elektive“ Fortpflanzungshygiene, die sich zur Aufgabe setze, „mit allen Mitteln zu veranlassen, daß sich die Erbtüchtigen stärker vermehren als die Untüchtigen.“ Demuth appellierte an die Politik, sie solle „im Interesse der Ertüchtigung der Art [...] eugenische Eheberatung, eugenische Steuer- und Finanzpolitik, eugenische Siedlungspolitik, eugenische Mutterschaftsfürsorge“ fördern (Demuth 1930, 106). Hinter seinen Ausführungen stand die in weiten Kreisen verbreitete Angst, die „gut veranlagte kaukasische Rasse“ würde „infolge von Geburtenabnahme rein zahlenmäßig von den niedriger stehenden Völkern Asiens und Afrikas verdrängt.“ Als Beweis für seine Ausführungen machte der Autor einen zweckorientierten historischen Vergleich und schrieb, „Rom und Griechenland [seien] einzig und allein infolge ihrer Kinderarmut den anstürmenden germanischen und slawischen Völkern unterlegen“ (Demuth 1930, 108).

Die Familie Kallikak war nicht das einzige eugenische Exponat der Ausstellung von 1928. Ein mit dem Spruch „Geh nicht blind in die Ehe! Lass Dich vorher beraten!“ versehenes illustriertes Plakat warb für eine Eheberatungsstelle in Dresden. Gipsplastiken stellten publikumswirksam ein gesundes, ein schwer rachitisches und ein leicht rachitisches Kind gegenüber (Deutsches Hygienemuseum 1927, 52 u. 54). Abgestimmt auf das Ausstellungsprogramm bot die zuständige Regierungskommission, in der auch Mitglieder des Vereins für Volks- und Schulhygiene mitwirkten, Führungen an. Die Veranstalter übernahmen damit die im Hygiene-Museum und in verschiedenen deutschen Naturkundemuseen seit der Jahrhundertwende gängige Praxis von Ausstellungsführungen als Bildungsmittel für untere Volksschichten.

Die von den bürgerlichen Ausstellungsmachern vermutete ablehnende Haltung der Arbeiterschaft gegenüber der bürgerlichen Kultur wollte man durch Anknüpfungspunkte an Wissen und Interesse der Betroffenen überwinden und sie mit bewusst einfach gewählten Worten an die Inhalte der Ausstellungen heranführen (Kuntz 1980, 60). Der Ton konnte dabei auch in die paternalistische Infantilisierung gleiten, wie der kleine vom Hygiene-Museum erstellte Führer durch die Ausstellung, in dem der Besucher geduzt wurde, belegt. Die Broschüre begrüßte den Leser mit den Worten: „Lieber Besucher, kommst du, weil du denkst, du kannst etwas Gruseliges, angenehmes Prickelndes sehen? [...] Dann gehe nur gleich wieder heim, denn du wirst sicher enttäuscht! Doch ich habe dich verkannt. Verzeihe mir. Ich sehe, dass du kommst, weil du schon lange wissen möchtest, wie dein Körper gebaut ist. [...] Komm her, du bist am rechten Ort! Wir wollen miteinander lernen, was zu lernen nützt, und ich verspreche dir, daß ich dich mit allen Spitzfindigkeiten und überflüssigem Wissenskram verschonen will.“ (Deutsches Hygienemuseum 1927, 8)

Die Bedeutung der Gattenwahl

Der Sozialhygieniker Demuth war mit seinen Ideen zur Fortpflanzungsselektion nicht allein. In der Festbroschüre zum 25-jährigen Vereinsjubiläum rezensierte ein weiteres Vereinsmitglied, der Richter Jules Salentiny, eine von der belgischen Juristin Marie-Thérèse Nisot veröffentlichte Bestandsaufnahme der eugenischen Maßnahmen in England, Frankreich und in den USA. (Salentiny 1929). Salentiny war zudem Präsident einer Studienkommission des Vereins zur Eugenik, der auch die Ärzte Demuth (Sekretär) und Pundel, der Veterinär und Direktor des Schlachthofs im Pfaffenthal Léandre Spartz (1879-1940) sowie der

(Fortsetzung auf S.14)

(Fortsetzung von S.13)

Gefängnisdirektor Norbert Ensich angehörten. Außerdem stand der Jurist hinter dem Inhalt des Gesetzprojekts zur Einführung eines ärztlichen Zeugnisses vor der Heirat, das der sozialistische Politiker und Vereinsmitglied René Blum am 20. Januar 1927 eingereicht hatte (Nisot 1929, 348-354).

Die Haltung der katholischen Kreise zum eugenischen Teil der Ausstellung war ambivalent. Sie nahmen Anstoß an dem Teil der Schau, der sich mit der Fortpflanzung und der Bekämpfung von Geschlechtskrankheiten befasste, was die Regierungskommission dazu bewog, den Zugang zu dieser Abteilung den unter 18-jährigen Besuchern zu verbieten. (Kugener 2004, 309) Auch die Darstellungen von nackten oder leicht bekleideten Menschen aus den Unterrichtssammlungen des Hygiene-Museums müssen das Missfallen der gegen das „Neue Heidentum“ eintretenden Katholiken erregt haben. Anders war es mit den Teilen, die sich mit der Pflege des Erbguts befassten.

Der Verein für Volks- und Schulhygiene verabschiedete sich in den 1930-er Jahren von eugenistischen Themen

Bereits 1918 publizierte die Zeitschrift *Volkswohl*, deren Schriftleiter Abbé Joseph Sevenig war, unter dem Titel „Rassenhygiene“ die Rezension eines 1914 erschienenen Werkes mit dem Titel *Racehygiene* des norwegischen Rassenbiologen Jon Alfred Mjoen (1860-1939). In dem *Volkswohl*-Aufsatz, das Mjoens Buch als hochinteressant und mit großer Sachkenntnis und warmer Begeisterung geschrieben bezeichnete, hob der anonyme Schreiber hervor, der norwegische Forscher erörtere die „große Gefahr, welche die Vermehrung der biologisch minderwertigen bei der gleichzeitigen Verminderung der hochwertigen Rassenelemente für den leiblichen und geistigen Stand der Völker und Rassen mit sich“ bringe. Der gläubige Biologie-Professor und Vereinsgründer Edmond Joseph Klein (Massard et Geimer 2009, 118), der Vorsitzender der Ausstellungskommission war, hielt auch im katholischen Volksverein Vorträge über die Vererbungslehre. Als die freidenkerisch orientierte Studentenvereinigung Assoss allerdings im Dezember 1927 den Jesuiten Dr. Hermann Muckermann, damals der prominenteste deutsche Vertreter einer katholischen Eugenik, zu einer gemeinsamen Veranstaltung mit dem katholischen Akademiker Verein (AV) einladen wollte, um Stellung zu „einigen Rassenfragen der Gegenwart“ zu beziehen, scheiterte sie am Widerstand eines Mitglieds des katholischen Studentenzirkels, mit der Begründung, Muckermann sei „zwar Priester, sei aber zeitweilig aus dem Jesuitenorden ausgetreten, um als Leiter der Abteilung für Eugenik am Kaiser-Wilhelm-Institut zu fungieren,“ so der Schreiber eines „Klerikale Intoleranz“ betitelten Leitartikels im sozialistischen *Tageblatt*. Der Autor vermutete, dass im AV „nicht die Studenten selbst, sondern gewisse alte Herren und Ehrenmitglieder die Entscheidungen“ trafen (Klerikale Intorelanz 1927, 1). In der Dezemberrummer 1927 der Zeitschrift des agrar-katholischen Vereins *Landwöl* publizierte Hary Godefroid unter dem Pseudonym H.G. einen Artikel mit dem Titel „Eugenik“, in dem

er sich mit der Bedeutung der „Gattenwahl“ bei der „genetischen Aufzucht“ auseinandersetzte. Godefroids Äußerung, es müsse darauf geachtet werden, dass „der oder die Erkorene gut geartet und entwickelt, körperlich und geistig allseitig gesund [sei] und zwar nicht nur persönlich, sondern auch bezüglich der Familienangehörigkeit“ (G. 1927, 14) liest sich aus heutiger Sicht wie eine Beschreibung des wohlgeborenen Zweiges der Familie Kallikak.

René Blums Gesetzesvorstoß zur Einführung eines obligatorischen Arztbesuchs vor der Eheschließung verebhte. Der Verein für Volks- und Schulhygiene verabschiedete sich in den 1930-er Jahren von eugenischen Themen. Anlässlich der NS-Gesundheitsschau des Hygiene-Museums „Das Wunder des Lebens“, die vom 25. August bis 11. September 1938 wiederum im Cercle municipal der Stadt Luxemburg stattfand, wurde die Familie Kallikak ein weiteres Mal

in Luxemburg präsentiert. Vor dem Hintergrund des deutschen Reichsgesetzes zur Unfruchtbarmachung von Erbkranken vom 14. Juni 1933 hatte das Exponat eine neue Bedeutungsdimension bekommen. ●

Literatur

Bové, Alfred. 2011. „Die Sozialenquëte des Vereins für die Interessen der Frau 1907.“ In *Armes Luxemburg? Pauvre Luxembourg*, by Marie-Paule Jungblut and Claude Wey, 172-179. Luxemburg.

Das Volkswohl. Organ der Luxemburger Vereinigung gegen den Mißbrauch geistiger Getränke. 1918. „Rassenhygiene.“ März-April: 9-11.

Demuth, Franz. 1930. „Die wissenschaftlichen Grundlagen der modernen Eugenik.“ In *Vereinsjahre 1926 bis 1929. Jubilaums-Nummer 1904-1929*, by Verein für Volks- und Schulhygiene, 97-109. Luxemburg.

Deutsches Hygienemuseum. 1927. *Führer durch die Ausstellung Der Mensch in gesunden und in kranken Tagen*. Dresden.

G., H. 1927. „Eugenik.“ *Bleif Dohém. Landwöl*. Luxemburger Verein für ländliche Wohlfahrts- und Heimatpflege, Dezember: 14-15.

H.B.V. 1934. „Ein Erbstrom fließt von Geschlecht zu Geschlecht. Zum 50. Todestage Johann Georg Mendels, 6. Januar.“ *Luxemburger Wort*, Januar 16.: 8.

Jungblut, Marie-Paule. 1993.

„Arbeiterunterstützungsvereine und andere nützliche Vereine.“ In *Das Leben in der Bundesfestung Luxemburg (1815-1867)*, by Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, 377-390. Luxemburg.

Krombach, Wilhelm, and Nicolas Wampach. 1929. „[Rapport concernant l'activité de la société d'hygiène sociale et scolaire 1928].“ Kugener, Henri. 2004. „In Spiritus gesetzte Naturseltenheiten, geburtshülfliche Präparate, Fötusse in allen Formen ...“ Zu den Wanderausstellungen des Deutschen Hygiene-Museums in Luxemburg 1928 und 1938. In „*Sei sauber ...!*“ *Eine Geschichte der Hygiene und öffentlichen Gesundheitsvorsorge in Europa*, by Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, 306-315. Köln: Wienand.

–. 2005. *Die zivilen und militärischen Ärzte und Apotheker im Großherzogtum Luxemburg*. Band 1/3 (A-G). Luxemburg: Eigenverlag.

–. 2005-1. *Ärzte und Apotheker im Großherzogtum Luxemburg*. Band 2/3 (H-R). Luxemburg: Eigenverlag.

Kuntz, Andreas. 1980. *Das Museum als Volksbildungsstätte. Museumskonzeptionen in der deutschen Volksbildungsbewegung von 1871 bis 1918*. Marburg: Jonas Verlag.

Luis, Vasco Daniel, and Elisabeth Werner. 2007. „La Caritas au Grand-Duché de Luxembourg au début du XXe siècle“. In *La Caritas luxembourgeoise au fil de son histoire. Publication à l'occasion du 75e anniversaire de Caritas Luxembourg*, by Confédération Caritas au Luxembourg, 19-60.

Luxemburger Tageblatt. 1927. „Klerikale Intorelanz.“ Dezember 24: 1.

Margue, Paul. 2008. „Partei und katholische Vereine.“ In *CSV. Spiegelbild eines Landes und seiner Politik? Geschichte der Christlich-Sozialen Volkspartei Luxemburgs im 20. Jahrhundert*, by Gilbert Trausch, 503-547. Luxemburg: Editions Saint-Paul.

Massard, Jos. S., and Gaby Geimer. 2009. „Luxemburg und der Darwinismus, ein historischer Rückblick.“ *Bulletin de la société des naturalistes luxembourgeois*, 110: 7-41.

Nisot, Marie-Thérèse. 1929. *La question eugénique dans les divers pays*. Tome 2. Brüssel: Georges van Campenhoutt.

Pundel, Léon. 1927. „Ein Spaziergang durch die Gesolei.“ *Luxemburger Wort*, Januar 19: 2.

Salentiny, Jules. 1929. „Eugenik.“ In *Vereinsjahre 1926 bis 1929. Jubilaums-Nummer 1904-1929*, by Verein für Volks- und Schulhygiene, 55-59. Luxemburg.

Verein für. 1927. „Verein für Volks- und Schulhygiene.“ *Obermosel-Zeitung*, März 16: 2.

Verein für Volks- und Schulhygiene. 1926. *Vereinsjahre 1921-1925. Versammlungen. Zeitungsberichte. Vorträge. Besichtigungen*.

–. 1905. *Verhandlungen des Vereines für Volks- und Schulhygiene während des Vereinsjahres 1904*.

Weinert, Sebastian. 2017. *Der Körper im Blick. Gesundheitsausstellungen vom späten Kaiserreich bis zum Nationalsozialismus*. Berlin/ Boston: De Gruyter Oldenbourg.

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 16.12.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations de ventilation à exécuter dans l'intérêt de la mise à niveau de l'unité de production de la cuisine du Campus scolaire Geesseknäppchen - bâtiment Forum

Description succincte du marché :

Démontage de l'installation existante HVAC et sanitaire dans la zone « cuisine de production » et installation :

- 1 centrale de traitement d'air (19 500 m³/h),
 - 850 m² gaines de ventilation + pièces de forme et accessoires,
 - 237 m² plafond ventilé + accessoires (installé dans 4 locaux),
 - 590 m tuyauteries sanitaires en inox + accessoires,
 - 210 m conduites d'écoulement en HDPE + pièces de forme,
 - rigoles d'évacuation et accessoires, 2 séparateurs de graisse (NS20 et NS4),
 - 160 m conduites de chauffage + accessoires,
 - 24 m² percements horizontaux et verticaux.
- Début prévisible des travaux : mai 2021
Durée des travaux : 83 jours ouvrables
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
12.11.2020

La version intégrale de l'avis n° 2001877 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 17/12/2020
Heure : 10:00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installation de cuisine à exécuter dans l'intérêt de la mise à niveau de l'unité de production de la cuisine du Campus scolaire Geesseknäppchen - bâtiment Forum

Description succincte du marché :

Démontage de l'équipement de cuisine existant dans la zone « cuisine de production » et installation de :

- 2 tunnels de lavage,
 - 4 multicuiseurs électriques 100l,
 - 3 autocuiseurs basculants (100l,150l, 200l),
 - 6 fours à vapeur (20x2/1GN),
 - 2 cuisinières à induction,
 - 1 chambre froide,
 - 4 réfrigérateurs 700l (2N/1),
 - 1 refroidisseur rapide (20xGN2/1)
- Début prévisible des travaux : mai 2021
Durée des travaux : 83 jours ouvrables
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Collectif

●●●○○

Après Quartier 3 en 2015, Zaeptert en 2016, Uecht en 2017, Lankelz en 2018 et finalement Aal Esch l'année dernière, c'est le Bâtiment 4 que le collectif Cueva investit à partir de ce vendredi (de 14 à 22h) et pendant quatre weekends. La bande autour de Théid Johannis (avec Daisy Wagner, Jeff Keiser et Sergio Sardelli) a rassemblé cette année pas moins de 108 artistes dans ce lieu situé sur le site du Schlassgoart à Esch. Contrairement aux précédentes éditions, ces anciens bureaux de l'administration d'Arcelor, puis du lycée pour profession de santé ne sont pas appelés à être démolis, mais vont être transformés pour accueillir diverses associations culturelles dans la perspective d'Esch 2022. « Pour une fois, on travaille dans un lieu avec l'eau et l'électricité », s'amuse Théid Johannis qui cherche à renouveler le concept. « On ne veut pas rester dans une routine. Plutôt que de trouver chaque année de nouveaux lieux où chacun présente ses œuvres, on irait vers un grand espace pour une installation commune. » Il faut dire que

l'échange, la rencontre et le travail collaboratif sont l'essence du collectif qui cherche toujours à s'affranchir des contraintes et cadres stricts. Cependant, pour cette édition, le respect des mesures sanitaires est évidemment de mise. S'il ne faut pas réserver de créneau de visite, seules cent personnes à la fois seront admises, artistes compris. « Les artistes ne vont pas pouvoir rester dans leur salle. » Le (très) large panel d'artistes ne se contruit pas sur un style, une génération ou un domaine. La liste comprend aussi bien des artistes devenus des classiques comme Patricia Lippert (photo : sb), Rafael Springer, Nathalie Pirotte, Luc Ewen, Joachim van der Vlucht, des graffeurs de la scène (Spike, David Soner, Stick, Sader, Joël Rollinger, les frères Sanctobin), que ceux « vus à la télé » (Bruno Oliveira Muringer, Julien Hübsch, Kamil Iwaszczyszyn, Paticia Baum, Sandra Biewers, Eric Mangen)... et tant d'autres. Pas de ligne, pas de style, pas de curateur... juste le plaisir de créer, de montrer et de rencontrer. fc



Land

13.11.2020

Prix

●●●●○



Encourager la professionnalisation des artistes et leur donner une plus grande visibilité sont les buts annoncés du Leap (The Luxembourg Encouragement for Artists Prize). Cette biennale attire largement les regards pour mettre en avant les artistes faisant preuve d'une démarche novatrice, sans doute aussi parce que c'est un des prix les mieux dotés du pays (12 500 euros). Cette troisième édition du Leap a connu quelques perturbations dues à la pandémie : après un report, c'est avec une jauge réduite du public que le nom du lauréat sera révélé ce samedi aux Rotondes et « de manière régulée » qu'on pourra visiter l'exposition qui rassemble le travail des quatre artistes retenus après l'appel à candidature lancé en 2019. Le jury - Alexandre Bohn, directeur, FRAC Poitou-Charentes, Patrick Majerus, collectionneur à Luxembourg,

Hélène Guénin, directrice MAMAC Nice, Gertrud Peters, Künstlerische Leitung KIT Düsseldorf et Frank-Thorsten Moll, directeur de l'IKOB, Eupen - avait retenu les candidatures de Suzan Noesen, Hisae Ikenaga, Nina Tomàs (photo : sb) et du duo Bruno Baltzer & Leonora Bisagno. Autant dire quelques grands écarts esthétiques, générationnels et techniques entre eux qui brassent des thématiques aussi larges que la politique, l'environnement, les système, le quotidien ou les traditions. L'exposition aux Rotondes dure jusqu'au 29 novembre. fc

Papiers reliés

●●●○○



Peut-être encore plus que son œuvre sur les murs, le graffeur Spike adore le papier, les livres et donc « les papiers reliés ». Chacun de ses grands projets donne ainsi lieu à une publication qu'il n'a cependant pas toujours l'occasion de valoriser. D'où

l'idée de l'exposition *Overbooked* qui entraîne le visiteur dans les coulisses du travail de Spike depuis ses débuts en 2003. À travers différents types de livres, on picorera dans les esquisses (*sketchbooks*), les collections et livres de bord (*logbooks*) ou les carnets d'inspiration (*exercise books*) pour mieux suivre la diversité des approches de l'artiste (photo: Spike). À découvrir aussi le livre *Veil* réalisé avec Christian Aschman avant la démolition de l'Agrocenter de Mersch. À partir de ce samedi chez Arts & Books à Junglinster, (de 11h à 18h sur réservation sur www.artsandbooks.art). fc

Commande

●●●○○

Le Fonds culturel national vient d'emménager dans son nouveau bureau au Korschhaus Beim Engel. Sur place se trouvait un grand tableau, copie d'une vue panoramique de la ville Luxembourg telle qu'elle était à la fin du 16^e siècle. On y voit les fortifications imposantes, les tours d'église élancées, le rocher du Bock, ou les bâtiments publics éminents.



Il a été décidé de le garder et de l'actualiser en passant commande à l'artiste Keong-A Song pour une illustration en accord avec l'histoire du Focuna. Elle y a ajouté une centaine de personnages en papier découpés qu'elle a dessinés avec son style mi-naïf mi-amusé. L'œuvre est ainsi un hommage aux personnes qui ont œuvré pour le Fonds culturel national tout au long de son existence de presque quarante ans. fc

CINÉMA

Festival

●●●○○

Le Festival du cinéma portugais, organisé depuis une décennie par le Centre culturel portugais Camões, se déroule cette année du 13 au 21 novembre et entend montrer l'éventail des genres cinématographiques diversifiés produits au Portugal ces dernières années. Ce vendredi soir, l'ouverture a lieu au Kinepolis avec *Variações* de João Maia, le biopic autour du chanteur iconique António Variações, mort du sida. Suivront, à la cinémathèque, des films aussi différents que *A Portuguesa*, film historique de Rita Azevedo Gomes, la comédie dramatique *Parque Mayer* autour du théâtre dans les années de dictature, le documentaire *Zé Pedro Rock'n'Roll* de Gonçalo Galvão Te ou le drame historique

O nosso Cônsul em Havana de Francisco Manso. Des occasions pour se frotter à un cinéma rarement présenté en dehors des pointures comme Manoel De Oliveira, Raoul Ruiz ou Miguel Gomes. fc

THÉÂTRE

Seules en scène

●●●●○

Il n'est pas indispensable de monter un Molière ou a-un Shakespeare avec une douzaine de personnages pour rendre le théâtre intéressant. Même avant la crise sanitaire, les « petites formes » et les monodrames avaient leur raison d'être et sont encore plus convaincantes de nos jours. Le hasard du calendrier met à quelques jours d'intervalles deux femmes seules en scène. Par ordre d'apparition, c'est d'abord Jeanne Werner (photo : Helen Sobiralski) qui, dans *Boys and Girls* de Dennis Kelly, raconte la vie d'une femme de ses premiers émois amoureux



à la descente aux enfers de la jalousie, la trahison à travers les fissures de plus en plus béantes de son existence. Cette mise en scène de Marion Poppenborg est produite par le TOL et jouée à partir de ce vendredi au Kinneksbond dans le cadre des « partages de plateau ». La semaine prochaine, dès le 18 novembre, c'est Caty Baccega (photo : Bohumil Kostohryz) qui incarnera *Jackie* de Elfriede Jelinek dans une mise en scène de Valérie Bodson. L'ancienne première Dame américaine enregistre ses mémoires dans un pêle-mêle qui ne se fera pas sans humour, sans violence, sans acceptation. Assiégée par la mort de ses proches et prisonnière des images que les médias créent d'elle, Jackie n'épargne personne. C'est au Studio du Grand Théâtre que l'on pourra voir cette production du Théâtre du Centaure. fc

WETTBEWERB

Etwas mit Medien

●●●●○

Kinder und Jugendliche, die gerne journalistisch recherchieren und berichten wollen, ob mit Stift, Kamera, Mikro oder Internet, können sich am Wettbewerb junge Journaliste beteiligen, den der Presserat zusammen mit dem Zentrum für politische Bildung und dem Bildungsministerium jedes Jahr ausschreibt. Das Thema dieses Jahr ist Wohnen in Luxemburg. Wegen Covid-19 wurde die Einschiebfrist vom 15. November auf den 11. Dezember verlängert. Teilnahmebedingungen und Einschreibung unter jeunejournaliste.lu. ik

CINÉMASTEAK

Infiniment Fellini

Ces dernières semaines, célébrations du centenaire de sa naissance obligent, Federico Fellini est au cœur de l'actualité culturelle. Outre la rétrospective que lui consacre en ce moment la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, l'intégralité de ses films était programmée de justesse à Montpellier, au festival Cinemed (*Tutto Fellini !*, 16-24 octobre), quelques jours avant que ne soit décrété le reconfinement du pays. Une manifestation assortie de deux publications importantes venues d'Italie : l'une, éditée par la Cinémathèque de Bologne, revient sur les 24 films réalisés par le *maestro* originaire de Rimini ; la seconde, tout aussi ambitieuse et volumineuse que la première, prend la forme d'un dictionnaire dont les entrées témoignent de la richesse de son cinéma et de ses multiples ramifications (*Tout sur Fellini*, sous la direction d'Enrico Giacobelli).

Tout comme son scénariste attitré, le fameux poète Tonino Guerra, Federico Fellini (1920-1993) est originaire d'Émilie-Romagne. Du dialecte de cette région septentrionale, le romagnol, ils auront fondé le néologisme qui donne son titre à leur commune réalisation, *Amarcord* (1973), soit l'univerbation constituée à partir d'« *A m'arcord* » (« Je me souviens »). Il s'agit donc d'un film prenant pour matériau premier les souvenirs d'enfance du cinéaste, bien que ce dernier tente d'en dissimuler la dimension autobiographique pour l'élever à un degré d'abstraction universelle. Ainsi en est-il de la cité balnéaire où prend place le récit, qui ressemble en tous points à Rimini sans que son nom ne soit mentionné. Il en est de même pour l'époque, elle aussi restituée avec une approximation volontairement entretenue. Seul un défilé militaire nous rappelle que l'histoire se déroule en plein régime fasciste, sous lequel Fellini a grandi. Le réel n'est ici convoqué que pour subir des déformations selon différents prismes. Prisme de l'adolescence virile tout d'abord, dont la perception est travaillée par les pulsions sexuelles et une pratique masturbatoire particulièrement active à cet âge initiatique. Objets des fantasmes d'un groupe d'ados voués à devenir de futurs *Vittelloni*, les femmes y sont monstrueusement opulentes, extatiques – poitrines et fesses lourdes, molles, débordantes de toutes parts. Autre prisme déformant, celui du provincialisme italien, tel qu'il est exalté dans *Amarcord* et exemplifié par une faune exubérante : Volpina la nymphomane, l'accordéoniste aveugle, le Pétraradeur qui traverse sauvagement les rues en moto... Dans ce microcosme, la moindre chose, même la plus anecdotique, se voit agrandie ou mythifiée par l'imagination.

Autre prisme déformant, celui de la mémoire. Avec le temps, le vécu, l'imaginaire, ou l'affabulation se confondent au sein d'un matériau communément indifférencié. Même le fascisme semble échapper à une condamnation morale de la part du cinéaste. Si Fellini ne fait aucunement l'impasse sur les basses œuvres du régime, l'humour, le grotesque, la satire opèrent une grande absoluton du Mal. Même le défilé des Chemises noires, dans lequel figurent pourtant tous les personnages hauts en couleurs de la bourgade, finit par ressembler à une parade bouffonne sans véritable consistance ni conviction. Jamais le fascisme ne semble vraiment menaçant. Au-delà du bien et du mal, le cinéma de Fellini s'amuse à dérouler son ballet de tronches et de comportements excentriques, à rire de l'Église, de la famille, de la patrie, autrement dit de la sainte trinité de toute dictature. Dans le fleuve de la vie où tout jugement moral est suspendu, percent cependant quelques moments de douleurs embaumés d'une lumière mélancolique : la mort d'une mère, comme l'appel désespéré d'un oncle perché dans un arbre, annoncent la fin de l'enfance... ● Loïc Millot

Amarcord (Italie-France, 1973), vostang, 123', sera présenté le jeudi 19 novembre à 19h à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg



Maria Antonietta Beluzzi, une des plus célèbres « figures » du cinéma de Fellini

ART CONTEMPORAIN

Du cousu main

Marianne Brausch

Comment un performeur comme Marc Bourscheid s'occupe-t-il quand il ne peut pas sortir de chez lui ? C'est à voir à la Galerie Nosbaum Reding



Vue de l'exposition

On se rappelle des chaussures-étriers de bronze et du vase-chapeau en céramique enfilés par Mike Bourscheid. Dans *Thank you for the Flowers* à la Biennale de Venise de 2017, il accueillait les visiteurs dans la Ca' del Duca transformée en un univers mi-Far West mi-domestique fantasque. Trois années plus tard, l'artiste est resté calfeutré chez lui, à Vancouver, durant le confinement du printemps. Et qu'a-t-il fait durant cette période, dans un espace limité, avec des moyens qui l'étaient aussi ?

Mike Bourscheid a confectionné ce qu'on peut voir actuellement chez Nosbaum Reding. Un mannequin sorcière-épouvantail, chapeau pointu sur la tête et balais à la main, vêtu d'une salopette de travail, mais taillée en jupe (*The wicked scarecrow*). Un portant, recouvert d'une capote transparente que l'on supposera militaire, comme le suggère son casque, a les poches bourrées d'accessoires utiles, personnels, sentimentaux et futiles.

Depuis Vancouver où il réside, Mike Bourscheid propose aux visiteurs de son pays natal (il est né à Schiffange en 1984), avec *Filled with Fluff and Emotions*, un voyage qui célèbre la campagne et les rites paysans, le monde merveilleux des films américains et la pêche à la ligne, apprise dans les grands espaces canadiens. On reconnaît bien sûr aussi les œuvres de Mike Bourscheid, à travers son interprétation fluide de la masculinité, ce que rappelle le casque ourlé d'une frange de lampadaire de *Jean-Louise*.

À gauche de l'épouvantail de la sorcière de l'Ouest du Magicien d'Oz, voici avec *Frantz H.*, comment aurait pu être le costume porté par Mike Bourscheid dans une danse célébrant les moissons. Dans cet auto-portrait photographique, il est juché sur des cages à poules, mais tient délicatement l'animal dans ses bras. La douceur du geste et des plumes renvoie au *fluff* du titre de

MUSIQUE MADE IN LUXEMBOURG

Un petit vent de liberté, malgré tout

Kévin Kroczeł

Un trône en rotin filmé au ralenti. Une omoplate éclairée par une leur rougeâtre. Un ciel parcellement couvert et enfin l'image qui se gèle et un titre qui apparaît en rouge. C'est par ces quelques visuels que débute *Magnum Opus*, le nouveau clip de The Choppy Bumpy Peaches, publié sur YouTube le 2 novembre dernier. Pour rappel, The Choppy Bumpy Peaches est un groupe formé en 2014 qui se décrit comme « une adaptation contemporaine du rock psychédélique des années 60 et inspiré par une multitude de genres comme l'afro-beat et le mouvement psyché japonais ». Derrière cette appellation espègle, on retrouve Nina Bodry, Julia Lam, Luca Bartringer, Nick Dalscheid, Julien Strasser et Julien Hübsch. Un groupe que le public local a découvert en 2018 à l'occasion de la sortie de leur unique album *Sgt. Konfuzius & the Flowers of Venus*. Depuis cette petite percée qui leur a permis d'arpenter quelques dizaines de scènes, ils s'étaient fait rares. Ces derniers mois, ils ont publié trois singles pour trois clips, aux retombées encore confidentielles, mais qui valent le coup d'œil et méritent qu'on y tende une oreille.

Enregistrés en décembre 2019, les titres en question devaient à l'origine former un EP dont la sortie été prévue pour l'été. Hélas, le contexte sanitaire et ses retombées ont eu raison du projet. Trois chansons psychédéliques pour trois clips donc, qui le sont tout autant. Avec *Hai* tout d'abord, publiée en mai dernier, on découvre un cortège d'ois en surimpression, avec des planètes, des coulées de lave et des couleurs saturées sur une musique un tantinet surf expérimentale. Sur *Mystik Basilik* ensuite, publiée en juillet, on suit dans un clip en animation réalisé par Paulo Bras Morgado, les aventures d'un humanoïde bleu dans un *bad trip* cosmique. Le tout accompagné d'une musique inspirante, et comme souligné par un internaute dans la section commentaire de la vidéo, inspirée par celle de King Gizzard & The Lizard Wizard. On revient donc à *Magnum Opus*, qui vient clôturer une trilogie de titres individuels.

Filmé en partie à Volmerange-les-Mines sur un large plateau utilisé pour la descente de parapentes, on y découvre les six

comparses, maquillés et déguisés. L'imagerie est basée sur celle développée dans le documentaire *Woodstock*, du grain au mouvement de caméra, avec une différence notable, le respect des distanciations. La conclusion du clip réalisé par Nina Bodry se fait par des bras écartés qui ouvrent le cadre. On pense évidemment au *Mommy* de Dolan. On pense encore au plus récent film de Sébastien Marnier *L'heure de la sortie* qui se termine par l'explosion, presque poétique, d'une centrale nucléaire. Car, derrière les membres de The Choppy Bumpy Peaches, se tiennent tout du long les tours de refroidissements de la centrale nucléaire de Cattenom. Le contraste entre des jeunes gens en pleine rêverie et un élément qui risque d'imploser à chaque instant fait forcément écho à cette période si peu inspirante où chaque initiative représente un petit vent de liberté.

La musique du groupe autochtone ne réinvente pas le genre, loin s'en faut. Mais on se laisse aisément entraîner par une musique enivrante et par le côté jusqu'au-boutiste et *homemade* de l'aven-ture. Pour le moment, aucun nouvel album n'est prévu, puisque les membres du groupe étudient dans des pays différents. Il convient donc de s'attarder sur les trois singles qui rivalisent sans peine avec la plupart des projets luxembourgeois subventionnés à l'excès et qui laissent cruellement indifférents. ●

Magnum Opus, *Mystik Basilik* et *Hai* sont disponibles sur toutes les plateformes de streaming et sur YouTube



La jeune bande séduit par le côté *homemade* de l'aventure

33 confessions d'artiste : Vince Tillotson

Sofia Eliza Bouratsis

Le questionnaire de Proust est un test de personnalité rendu célèbre par les réponses que Marcel Proust y a apportées . Ce jeu anglais datant des années 1860 était nommé *Confessions*. Ces *33 confessions d'artiste* sont un jeu, relativement sérieux, qui s’en inspire.

D'Land : *Ce que je prends au petit-déjeuner*
Vince Tillotson : Yaourt, céréales, myrtilles, noix, sirop d'érable local, double expresso, le *New York Times*, et j'alterne entre les actualités françaises, britanniques, allemandes et luxembourgeoises selon les jours.

Ma première œuvre d'art
En tant que petit enfant, j'avais un appareil photo reflex d'occasion avec lequel j'adorais prendre des photos de textures. C'est à ce moment que j'ai pensé pour la première fois à la qualité artistique au lieu de suivre simplement une impulsion. Bien sûr, je dessine depuis que je peux m'en souvenir, mais c'est la photographie qui a d'abord aiguisé mon regard sur la composition, la profondeur, etc. L'importance de la texture est encore aujourd'hui très présente dans mon travail sculptural. J'adore toucher l'art. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles j'ai passé de nombreuses années en tant qu'*art handler* pour des galeries. Mais, s'il vous plaît, sauf si vous êtes un professionnel : ne touchez pas à l'art que vous voyez exposé (j'ai également travaillé comme gardien de musée pendant l'été quand j'étais adolescent).

La raison pour laquelle je fais de l'art
Cela a du sens pour moi et je n'ai pas besoin de savoir pourquoi. Je ne suis en aucun cas une personne spirituelle, mais j'ai peut-être face à l'art la confiance inconditionnelle et la croyance que les personnes pieuses ont en un pouvoir supérieur. Je n'ai pas besoin de croire en une puissance supérieure, ce qui impliquerait que nous sommes une puissance inférieure. Comme la culture d'élite contre la culture populaire : ce sont des binaires nuisibles. La culture, comme la nature, ne se soumet pas au domaine de la morale sociale binaire. Nous sommes, après tout, des animaux.

Ce que je fais mis à part de l'art
Montrer l'art des autres au Luxembourg Institute for Artistic Research (LIAR) NYC, un espace d'art indépendant que nous avons créé cette année avec Casey Detrow. LIAR se concentre sur les artistes du Luxembourg et de New York et cherche à favoriser les échanges ainsi qu'à fournir une plateforme pour la recherche artistique. Tant qu'il ne sera pas prudent d'ouvrir un espace physique, LIAR fonctionnera en ligne. Sinon, je rénove une maison de campagne des années 1800 pendant les week-ends.

Les rapports entre mon art et ma vie
/

Ce que j'aime le plus dans le processus créatif
Voir le cheminement de quelque chose, de la

première conception jusqu'à la pièce finale. C'est comme un jeu de téléphone avec toi-même.

Ce que j'aime le moins dans le monde de l'art
Jalousie, commérages. C'est le téléphone avec le diable, mieux vaut simplement raccrocher.

Est-ce que l'art a des limites ?
Visualisez. On lit de la gauche vers la droite, début et fin. Je ne pense pas que l'art ait des limites, mais il y a des limites à dépasser pour arriver à l'art. La limite n'est donc pas à droite (visuellement la fin) mais à gauche (visuellement le début).

Mon occupation préférée
Prendre le métro new-yorkais, voler dans un avion, faire un road trip en voiture. Être en mouvement je suppose.

Mon drink préféré
Le Negroni.

Ce que je fais quand je ne suis pas inspiré (e)
Trainer dans le East Village, regarder les gens.

Ma drogue préférée
La caféine.

Mon mot préféré
/

Le mot que je déteste
/

Ma langue préférée
Visuelle.

Mon rapport au temps
Nous devenons lentement amis à mesure que nous vieillissons tous les deux.

Le rôle du corps dans mon travail
J'aime bouger physiquement mon corps pour travailler, je participe rarement aux médias qui impliquent de m'asseoir devant un ordinateur (il y a des exceptions). Je suis une personne tactile.

Le rôle de la politique dans mon travail
Tout est politique.

Le rôle de la couleur dans mon travail
J'essaie de faire en sorte que la couleur m'apprécie et se lie d'amitié envers moi en lui offrant des friandises, mais elle me mord encore la main, parfois. C'est bon. Nous nous observons.

Le rôle de la nature dans mon travail
La nature est la toile de fond secrète de tout. Ne lui dis pas.

Le rôle du monde des idées dans mon travail
Je m'intéresse à la signification de notre environnement choisi, par exemple toutes ces pièces de décoration qui vous font vous demander « Qui achète cela ? ». Ma dernière exposition s'intitulait *The Kitchen Is a Farm: Key elements in mediocre house decoration and the food-based recruitment tactics of evil cults* ». C'est une recherche sur le concept généralement admis de décorer les cuisines avec des éléments de fermes, avec des images de poulets, de cochons, de paniers de paille, etc. Ce qui ne renvoie pas à une ferme réelle, mais plutôt à une innocence implicite, à un désir d'authenticité concernant la provenance de notre alimentation (qui le plus souvent est hautement traitée). Cet été au nord de New York, j'ai trouvé, dans un café géré par une secte internationale appelée « The Twelve Tribes », une impulsion similaire. C'est un étalage, une démonstration, d'innocence et de communauté pour attirer les gens, et à huis clos, ils oppriment les femmes, battent leurs enfants et les forcent à travailler. D'un autre côté, il y a aussi cette conception que la nature est intrinsèquement mauvaise (ce qui est également un concept religieux), avec les herboristes diabolisés comme les sorcières, le corps étant toujours pécheur, le diable, etc. Imposer un devoir moral à la nature est ridicule. En fin de compte, toutes ces choses, toutes ces idées, se retrouvent dans les décorations en apparence ringardes et médiocres. Et il s'agit d'une pratique de personnalisation du monde qui nous entoure. Une exposition ultérieure pourrait être intitulée *The Bathroom Is An Ocean* : des coquilles de savon décoratives, du sable dans de petites bouteilles en verre, des images de la mer, une palette de couleurs bleues...

Le rôle des modes du monde de l'art dans mon travail
L'art « cool » est ennuyeux. Cependant, sans modes, il y aurait probablement une stagnation. Les modes sont majoritairement consuméristes. J'apprécie la mode actuelle de l'astrologie parce que c'est vraiment amusant, mais je ne l'intègre pas dans mon travail.

La matière avec laquelle je n'ai jamais osé faire d'œuvre
Du massépain, et je ne le ferai jamais.

Mes artistes favoris
Oh wow. C'est une question injuste !

Mon son préféré
/

Le son que je déteste
Les alarmes de voiture.

Ma proposition artistique dans la perspective de l'histoire de l'art
Télescope !

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence
Je n'ai pas besoin d'inspiration pour l'indulgence.

La manière de faire ou la chose faite ?
Le premier. J'adore jeter un oeil dans les coulisses.

Ce qui pour moi est inacceptable
Inacceptable... je sélectionne par acceptable.

L'animal ou la plante dans lequel je voudrais être réincarné(e)
Comme la lune, si cette réponse est permise.

Le lieu où je ferais une œuvre si j'avais une baguette magique
Ce n'est pas tellement le lieu, mais l'échelle.

Mon état d'esprit actuel
) : ●

BINGE WATCHING

Freiheitsbewegung als Horrorgeschichte



Die Serie ist zu ästhetisiert, zu kämpferisch und setzt auf

einen internationalen Unterhaltungsfaktor

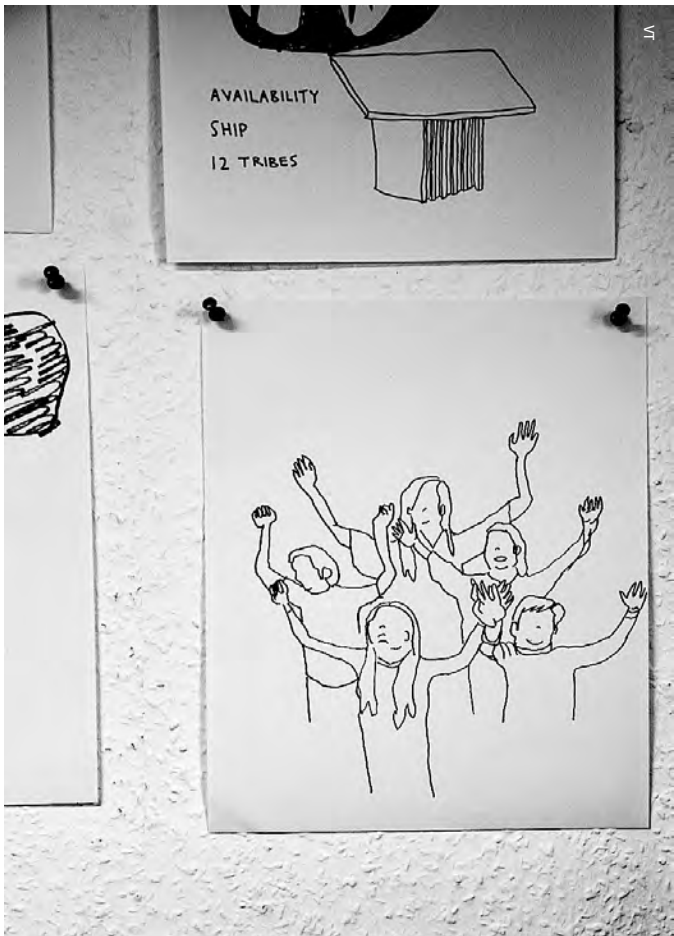
Es steht wie Werbung und Warnung zugleich: Der amerikanische Streaming-Dienst Netflix kündigte die französische Serienproduktion *La Révolution* mit den Worten an: „Was wäre, wenn wir mehr als zwei Jahrhunderte lang belogen wurden?“ Die „wahre Geschichte der Französischen Revolution“, geschrieben von Gaïa Guasti und Aurélien Molas, unternimmt den Versuch einer radikalen Umdeutung des historischen Stoffes: Wir befinden uns im Jahr 1787, zwei Jahre vor den entscheidenden Ereignissen. Irgendwo im Königreich Frankreich, unweit von Versailles und seinem Fürsten, hungert das Volk, der Adel wird immer dekadenter. Die Revolte bahnt sich an, aber hier muss der Vergleich zwischen Geschichte und Fiktion aufhören. Als eine Frau auf schreckliche Weise ermordet wird, nehmen in der französischen Bevölkerung die Unruhen zu. Bei der Untersuchung dieser grausamen Verbrechen entdeckt der junge Arzt, Joseph Guillotin (Amir El Kacem), der spätere Erfinder der Guillotine, eine sonderbare Form von viraler Erkrankung: den „sang bleu“. Er treibt die Aristokratie dazu an, Menschen anzugreifen.

La Révolution ist eine weitere hochwertig ausgestattete Netflix-Serie. Aber schon im Drehbuch wurden zu viele Möglichkeiten des Themas verschenkt

La Révolution geht also von einem gern genutzten Element des Horrorfilms aus, der Mutation, die hier dem menschlichen Blut eine blaue Farbe verleiht. Die Adeligen, die davon betroffen sind, erhalten so die Fähigkeit, ewig zu leben. Die Unsterblichkeit hat jedoch einen Preis, denn sie kann nur durch den Verzehr von Menschenfleisch aufrechterhalten werden. Das „blaue Blut“ ernährt sich von der Bevölkerung, klarer kann man die Botschaft nicht ausdrücken. Aber in dieser

ansatzweisen Reduzierung der Adelsschicht auf stereotype Horror-Bösewichte wird *La Révolution* der Komplexität des Sachverhalts überhaupt nicht gerecht. Sie verschenkt nicht nur das Potenzial, die historischen Vorkommnisse grundlegender und pädagogischer aufzuarbeiten, sondern setzt auf einen universalen und internationalen Unterhaltungsfaktor. Anstatt die Orientierungslosigkeit einer Bevölkerung und damit verbunden die systemimmanenten Fehler genauer zu beleuchten, begibt die Serie sich auf fiktionales Terrain, das mehr Aufhänger für Spektakel ist. Mit den Idealen „Freiheit, Einigkeit, Brüderlichkeit“ kann *La Révolution* auch kaum werben, dafür ist das Ganze dann doch deutlich zu kämpferisch, zu ästhetisiert und brutal gestaltet. Besonderes Augenmerk liegt auf den langen, mit einer einzigen Kamerabewegung realisierten Action-Einstellungen. Untermalt von moderner Elektromusik, sind diese gewaltvollen Unruhen derart anachronistisch inszeniert, dass man mitunter meinen könnte, in einem Videospiel zu sein. Noch nicht einmal die Horror-Elemente der Handlung zielen auf Angst und Schrecken, sondern eher auf eine lustvolle Inszenierung von Blutexzessen. In alledem gibt es noch die Frauenfigur auf dem Weg zur Selbstbestimmung, die rebellische Elise de Montargis (Marilou Aussilloux). Seit dem Verschwinden ihres Vaters steht sie unter der Vormundschaft ihres bösen Onkels (Laurent Lucas) und seines seltsamen Sohnes (Julien Frison). Ihre kleine Schwester Madeleine (Amélia Lacquemant) ist stumm und entdeckt bald ihre übersinnlichen Fähigkeiten – eine spannende Figurenkonstellation, aber ein Schauspielensemble, das den platten Dialogen keine wirkliche Kraft einzuhauchen vermag.

Der Stoff hätte gewiss eine fesselnde kleine Mini-Serie werden können. Dass er es nicht geworden ist, ist weniger der Regie von Jérémie Rozan, Edouard Salier und Julien Trousselier anzulasten, auch wenn sie nicht gerade von Subtilität strotzt, als dem Drehbuch von Gaïa Guasti und Aurélien Molas: Es verschenkt zu viele Möglichkeiten des Themas und der originellen Ausgangsidee, dagegen werden sind manche Elemente so sehr überzogen, dass man selbst die fantastischen Aspekte nicht mehr annehmen will. *La Révolution* ist eine weitere hochwertig ausgestattete Netflix-Serie; aber ein paar alte Gemäuer, viele nostalgische Kostüme und immer wieder genutzte düstere Schatten-Kontraste allein genügen nicht, um Atmosphäre oder Inhalt zu schaffen. ● Marc Trappendrehrer



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 15.12.2020
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative aux services de gardiennage de chantier à Esch-Belval

Description succincte du marché :
Services de gardiennage de chantier à exécuter dans l'intérêt du projet de conservation et de rénovation de la Möllerei.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
09.11.2020

La version intégrale de l'avis n° 2001889 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Fournitures

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 10.12.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Acquisition d'équipement audiovisuel à exécuter dans l'intérêt de la construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf.

Description succincte du marché :
– Installation de 91 écrans TV de 85" ;
– Installation de 7 vidéoprojecteurs avec leur écran motorisé ;
– Installation de 13 flipcharts numériques de 55".

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée du marché est de 80 jours ouvrables à débiter au courant du 2^e trimestre 2021.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés

publics (*www.pmp.lu*).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
09.11.2020

La version intégrale de l'avis n° 2001898 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 11.12.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installation de chambres froides à exécuter dans l'intérêt de la construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf.

Description succincte du marché :
– Installation de 5 chambres froides ;
– Installation de 2 groupes frigorifiques ;
– Installation de 6 évaporateurs.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée du marché est de 30 jours ouvrables à débiter au courant du 2^e trimestre 2021.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
09.11.2020

La version intégrale de l'avis n° 2001899 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte

Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 16.12.2020
Heure : 11.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement à remettre via le Portail des marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Il n'y aura pas de séance d'ouverture publique de la procédure ouverte.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Passage à faune – CR110 phase 1 :
abaisssement de la voirie et murs de soutènement.

Description succincte du marché :
Nature des travaux :
Les travaux consistent notamment en :
– Travaux de terrassement ;
– Déviation et abaissement de divers réseaux (Creos, Sudgaz, SES, SIACH, Post, etc.) ;
– Déviation et abaissement d'une conduite d'azote d'Air liquide et d'une conduite Creos gaz HP ;
– Réalisation de blindage en paroi berlinoise, mur de soutènement, mur en palplanches ;
– Réalisation de coffre de chaussée.

Quantité des travaux :
– Déblais : 39 000 m³ ;
– Évacuation déblais : 36 000 m³ ;
– Évacuation DKI et DK II : 18 000 to ;
– Fouilles en tranchée : 15 000 m³ ;
– Évacuation déblais impropres provenant de fouilles en tranchée : 16 000 m³ ;
– Enrobage des tuyaux en béton C20/25 : 1 000 m³ ;
– Canalisation tubulaire enrobage béton : 1 800 m ;
– Mélange bitumineux : 3 000 to ;
– Béton : 3 000 m³ ;
– Armatures : 400 000 kg ;
– Palplanches : 80 000 kg.
Délai d'exécution des travaux : 810 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : printemps 2021

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
La remise électronique des offres est obligatoire. Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
11.11.2020

La version intégrale de l'avis n° 2001920 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 16.12.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement à

remettre via le portail des marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Il n'y aura pas de séance d'ouverture publique de la procédure ouverte.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
PONT « Y » - O.A. 583

Description succincte du marché :
Nature des travaux :
– Déconstruction complète de l'OA 1171 existant ;
– Construction du OA 583 ;
– Réalisation des infrastructures de l'assise Tram et des voies de circulation actives ;
– Réalisation et raccordement des surfaces de circulation, assise Trame et mobilité douce ;
– Démolition de l'OA 1171 existant: prix forfaitaire ;
– Ouvrage provisoire de travail: prix forfaitaire ;
– Evacuation des déblais en excès : 9 700 m³ ;
– Dévianges bitumineux : 190 t ;
– Parois soignées - parements simples : 3 300 m² ;
– Parois soignées - parements fins : 1 500 m² ;
– C 40/50, catégorie 3 (XC4, XD2, XF2, XA2), Dmax=16 : 2 300 m³ ;
– Armatures passives à haute adhérence : 550 t ;
– Treillis d'armature soudés : 200 t.
Délai d'exécution des travaux : 450 jours ouvrable
Début prévisible des travaux : printemps 2021

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Sectéon VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
La remise électronique des offres est obligatoire. Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
12.11.2020

La version intégrale de l'avis n° 2001913 peut être consultée sur *www.marches-publics.lu*

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 15.12.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations électriques à exécuter dans l'intérêt de la mise à niveau de l'unité de production de la cuisine du Campus scolaire Geeseknaäppchen – bâtiment Forum.

Description succincte du marché :
Démontage de l'installation existante d'électricité dans la zone « cuisine de

production » et installation de :
– 1 tableau secondaire compartimenté coupe- feu ;
– 30 rails de luminaires ;
– éclairage de secours (blocs autonomes) ;
– 400 m chemins de câble ;
– 7 200 m câbles à basse tension ;
– 1 système de gestion intelligente de l'énergie pour cuisines professionnelles ;
– 1 adaptation du système de détection incendie.

Début prévisible des travaux : mai 2021
Durée des travaux : 83 jours ouvrables
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.



The Luxembourg Centre for Systems Biomedicine recruits a new Director

The University of Luxembourg aspires to become one of the world's leading research universities. It is the only university in Luxembourg, a country developing a knowledge-based economy in a unique multicultural environment. The Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) is one of three Interdisciplinary Centres of the University of Luxembourg.

Set up in 2009, the LCSB is a globally recognised research centre for Systems Biomedicine. It is currently home to 16 research groups with a staff of over 230 people. Its researchers publish in renowned journals, work together with scientific partners worldwide and carry out cooperative projects with clinics and research-oriented companies. The 2020 budget for the centre amounts to €26 million, €11 million of which come from external sources. The LCSB is in charge of several international research programs, coordinates a national patient cohort, hosts students of the doctoral schools and participates in the teaching programmes of the University.

The LCSB uses experimental and computational approaches to investigate complex biological systems and disease mechanisms. It aims to accelerate biomedical research by strengthening the links between systems biology and medicine. Neurodegenerative disorders such as Parkinson's Disease are at the centre of research carried out at the LCSB, along with other chronic diseases sharing similar mechanisms. Collaboration between biologists, medical and computer scientists, physicists, engineers as well as mathematicians offers new insights into these complex systems. The LCSB's strategy focuses on this interdisciplinary approach, with core skills in genetics and functional genomics, metabolomics, imaging, and bioinformatics.

☆☆☆

In view of the pending retirement of the LCSB's founding Director, Professor Rudi Balling, the University of Luxembourg is searching for a successor.

The new Director will offer visionary thinking, together with an ability to lead, in order to further develop the LCSB's excellence in research and teaching.

Applicants should be medically qualified and have a strong research profile as well as clinical experience. They are expected to have internationally recognised expertise in systems biomedicine, with a focus that may add new areas of research or is in line with existing fields of excellence. Leadership skills acquired in a research setting are expected. This is a full-time position. Fundraising experience and previous interactions with industry are assets.

In addition to fluent English, the new Director is required to be able to read and follow conversations in French. If necessary, the appointee will be given a period of two years to achieve fluency in French, with the University providing a budget. Knowledge of Luxembourgish or other languages may be an advantage.

The appointment as Director is made by the Board of Governors of the University of Luxembourg for an initial period of five years. The new Director of the LCSB will be given tenured Full Professor status and receive an attractive starting package.

The application process for this position will close on Monday 7 December 2020.

To apply to this position, please contact Matthew Cadwallen at: *mcadwallen@euromedica.com*

EXPOSITION

Matisse, en neuf chapitres

Lucien Kayser

Les commissaires du Centre Pompidou semblent s'être donné le mot pour rapprocher peinture et littérature, nous faire regarder et lire leurs expositions à la lumière des choses écrites. Naguère, ce fut *Bacon en toutes lettres*, au fil des auteurs tirés de sa bibliothèque, de ses lectures entre autres d'Eschyle, de Nietzsche ou encore de Leiris et de Bataille. Aujourd'hui, c'est Matisse, *Matisse, comme un roman*, dit le titre de l'exposition (suspendue pour cause de crise sanitaire), en souvenir du gros livre, deux tomes, de Louis Aragon, paru en 1971. Lui avait laissé de côté ce qui fait la comparaison ; ce fut carrément *Henri Matisse, Roman*, pour un ouvrage qui échappait à la critique d'art comme à la création romanesque. C'était comme l'aboutissement d'une trajectoire décervain multiple, le témoignage à l'époque d'une invention sans aucune contrainte de genre. D'extrême liberté.

Aragon avait rencontré le peintre à Cimiez, sur les hauteurs de Nice, en 1941. L'un et l'autre s'y étaient réfugiés en pleine guerre, ils n'avaient pas voulu quitter la France, « il me semble que j'aurais déserté », disait Matisse. À la demande d'Aragon, quelques dessins seront publiés dans *Poésie 42*, revue de la Résistance dirigée par Pierre Seghers ; *Matisse ou la Grandeur*, proclamera un premier article à la fin de l'année 1941.

Il était bon de donner ces repères, pour une exposition qui elle-même, en neuf chapitres, déploie en suivant le temps, et déplie dans l'analyse une œuvre sur une cinquantaine d'années. En gros, la première moitié du vingtième siècle, du cheminement divers (pour ne pas dire des tâtonnements) des premières décennies à l'apothéose rayonnante de la chapelle du Rosaire. Et les paradoxes n'y manquent pas, seu-

l
J
jour de la couleur,
écrivit un frère
dominicain pour Vence ;
on dira de même pour la
visite du Centre
Pompidou

lement, ils ont toujours été brillamment effacés, surmontés. À commencer par celui où s'opposent Aragon et Gustave Moreau (Matisse a été à son atelier), le premier affirmant que Matisse a rendu plus complexe le problème de peindre, qu'il a compliqué la peinture, l'autre ayant prédit qu'il allait la simplifier.

Et s'ils avaient (eu) raison tous deux, dans cette continue bagarre des formes et des couleurs, qui aboutit aux papiers découpés, envisagés d'abord comme une technique préparatoire, pour finir par devenir une technique à part entière, avec quelle force, quelle jubilation, « image géante », dira encore Aragon. Mais avant les formes au pochoir, avant les papiers gouachés, découpés et collés, des nus bleus, de l'immense

Tristesse du roi, de 1952, il faut s'arrêter ailleurs, à telles étapes ; on a déjà dépassé les tableaux fauves, voici *Intérieur aux aubergines*, de 1911, un monde pris d'emblée dans le foisonnement décoratif, où les éléments s'accumulent ou plus exactement, malgré un ordonnancement strict à première vue, se mettent à bouger, à vivre de leur propre vie, un miroir venant les dédoubler, une fenêtre marquant définitivement l'ouverture.

Il est là ce qui, au-delà, ou à partir de Matisse, fera la peinture française (dans une large part du moins). Un penchant pour l'ornement, des tapis, des papiers peints, qui atteint à son comble dans telle *Figure décorative sur fond ornemental*, de 1925-1926, aura

son côté orientalisant avec les odalisques ; et il sera présent, pour encadrer, telle une rangée de balustres, les vues de Tahiti, de 1935-1936, avec leur fenêtre ouverte sur la mer et le ciel. Et justement, si l'art allemand est celui des lieux clos, d'un bout à l'autre, chez Matisse, ça ouvre sur le monde extérieur, pour une peinture en expansion.

Il en allait de la sorte dès le début du siècle, avec les vues sur Notre-Dame ou le pont Saint-Michel, pour Matisse un tableau fauve, « un bloc lumineux formé par l'accord de plusieurs couleurs, formant un espace possible pour l'esprit » ; et combien différent de la pierre grise, blanchâtre de Paris. Pour son tome 2, Aragon avait mis sur la couverture le *Grand Inté-*

rieur rouge, avec ses ouvertures (tableaux, fenêtres) au mur, pour le tome 1, il avait choisi *Porte-fenêtre à Collioure*, de 1914, un balcon ouvrant sur une large bande noire au milieu, un tableau quasi abstrait, et jamais plus Matisse n'en sera plus proche, « le plus mystérieux des tableaux jamais peints » (Aragon).

Pour une fois, la seule, Matisse s'était fait nocturne, lui, le plus diurne des peintres. Chez qui même les encres de Chine sont radieuses. Et le frère dominicain Rayssiguier, un jour de février 1949, de parler à Vence de « jour de la couleur » ; il faut souhaiter que l'exposition retrouve au plus vite son public, et lui son propre *jour de la couleur*, en ces temps maussades, si contraires à l'art de Matisse. ●



Vue de l'exposition : Papiers gouachés pour nus bleus

LUXEMBURGENSIA

Für Sammler und Gelegenheitsdiebe

Claire Schmartz

Die handliche Taschenbuchreihe im Miniformat TIMBA von Kremart geht in eine neue Runde: Mit vier neuen Kurzgeschichten auf Luxemburgisch auf je 40 Seiten. Und auch diesmal geht es vordergründig um Gegenwartsthemen: Wie reden die luxemburgischen Figuren über Familie, wenn sich die jüngere Generation über den Globus verteilt, aus Karrieregründen oder Liebe? Wie empfinden wir den Verlust von Natur, von Menschen, von Sinn? Wie sprechen diese Figuren?

Besonders Josiane Kartheisers Erzählung zeichnet sich durch ihre Komplexität aus und sticht unter den vier neuen Titeln hervor. Nach *Dem Jemp seng Uerdnung* (TIMBA n° 7) ist es der zweite Text der Journalistin und Autorin in der Taschenbuchreihe. In *Déi nächst Etapp* wartet ein Elternpaar bei einem befreundeten Paar auf seinen Sohn Ben, der zum Abendessen dazustoßen soll. Die Mutter wünscht sich nichts sehnlicher, als dass Ben, der in Montpellier lebt, zurück nach Luxemburg zieht und endlich eine Familie gründet. Ihr Mann versteht sie zwar sehr gut, ist aber auch zufrieden mit dem neuen Alltag, der sich eingestellt hat. Und da war ja noch immer der Traum vom Haus in Südeuropa ... Die vier Perspektiven auf die Themen – wie damit umgehen, dass die Kinder erwachsen werden; wer sind wir, wenn wir gleichzeitig jeweils Mutter-Freund-Frau-Ehemann-Partnerin sind; wie können sich Lebenspläne und -träume ändern – kommen nacheinander zur Sprache und werden durch die gegenseitigen Beobachtungen der Freunde, Partner und

Paare lebensnah erzählt. Sie klingen ernstzunehmend und ehrlich. Niemand wird auf die Schippe genommen, auch wenn es an Humor nicht mangelt, und wie in Kartheisers Erzählung *Gees de mat?* (Kremart 2014) fügen sich die verschiedenen Stimmen zu einem Ganzen zusammen.

Auch in Jean Backs *De Schapp beim Wal* geht es, diesmal aus der Sicht eines existenzkriselnden Künstlers, um Fragen unserer Zeit und Menschlichkeit, um eine Identitätssuche. Nach einer Trennung zieht sich der ehemalige Statist in eine Hütte im Wald zurück, in die Forêt domaniale de Zoufftgen an der französischen Grenze, und bewundert die Ameisen und Beeren. Zwischen Naturbeobachtungen, ruhigen Schwarz-Weiß-Fotos und Selbsthinterfragung drängt sich bald die Außenwelt und mit ihr die Gewissheit, dass all das enden wird. Schutt soll am Waldrand deponiert werden, die Hütte Müllbergen weichen. Zwischen Ökologie und romantischer Naturverbundenheit als Ort der Erinnerung, zwischen „Fortschritt“ und Umweltzerstörung, geht es in den Gesprächen mit dem Arbeiter Angelo auch oft um den Sinn des Lebens, den Platz, den wir einnehmen, und die Rolle, die wir spielen sollten. Dabei bleibt die Kurzgeschichte andeutungsvoll, schön und doch voller Schnörkel.

Im Theaterstück *Fir wann ech net méi kann* des Schriftstellers Roman Butti, das 2018 den Nationalen Literaturpreis gewonnen hat, geht es um Noah, Luca und Lucas Oma Sanni, die eines Abends im

Garten die Schnecken zerschneidet („Boa, Boma, nee!“). Luca weiß nicht, wo er hingehört, er will immer weg, ohne zu wissen, wohin oder weswegen. Aber er findet auch nicht recht zu Noah. Larmoyant, aber dadurch stimmungsvoll passend zu der Verzweiflung und dem Unwohlsein der Figuren, die sie selbst nicht fassen und schon gar nicht lösen können, ist es eine psychologische Skizze von zwei jungen Liebhabern. Vieles der Figuren taucht im 2019 erschienenen Romandebüt von Butti *Ein Jahr in Berlin* (Kremart) wieder in anderer Form auf, das Theaterstück ist aber durch seine kurzen Szenen, die wie Momentaufnahmen wirken, viel stimmungsvoller, die Emotionalität dichter. Wozu auch Regieanweisungen wie „Et ass kal“ beitragen.

Ganz anders gestaltet sich Joseph Kayzers *Déif gekillt*, ein Pandämonium aus Kleinkriminellen und Schwerverbrechern, das sich weniger der Erzählung einer alltäglichen Realität widmet. Nein, hier gibt der Spaß an der Imagination des Immer-Schlimmeren und Noch-Krummeren den Ton an. Im Café der mysteriösen „Patrone“, die alle Fäden in der Hand zu halten scheint, laufen Zuhälter und humpentrinkende Taschendiebe auf, im Hinterzimmer sitzen Kartenspiele vor Geldbergen. Ebenfalls aus wechselnden Perspektiven geschildert, entsteht so aber keine Erzählung mit einer Handlung, sondern die Geschichte der Gestalten, die sich die Klinken in die Hand gegeben haben, eine Auflistung verschiedener Ereignisse oder Coups, bei denen sich einem die Nackenhaare aufstellen –

Die neuen Bände der TIMBA-Reihe

bis hin zur Geschichte von dem Kartenspiel, mit der Leiche in der Kühltruhe als Wetteinsatz.

Das Schöne an den Büchern der TIMBA-Reihe ist ja, dass sie mit ihren 40 Seiten so kurz sind, dass man sie mit Leichtigkeit weglesen kann. So können sie ganz unterschiedlich sein, mal spannend, mal poetisch, mal nah an Alltagssprache und Alltagsthemen – und erzählen in den Besten ihrer Art in dieser kurzen Form runde Ausschnitte aus Gegenwartsthemen, die nicht zu einem Roman ausgesponnen werden müssen, um viel zu sagen. Und verleiten dadurch zum Weitergeben, zum Weiterempfehlen. ●

Edition Kremart. Serie Timba N° 9, 10, 11 und 12. Kurzgeschichten op Letzebuergesch (2020)



Le Grand-Duché de Luxembourg n'a jamais été une puissance coloniale, mais il fut largement associé à la politique coloniale de la Belgique. De nombreux Luxembourgeois partirent s'installer au Congo belge entre 1880 et 1960. Missionnaires, ingénieurs, commerçants, artisans et même fonctionnaires coloniaux, ils participèrent en grand nombre à la colonisation en Afrique centrale.

Dans la première monographie consacrée à l'aventure coloniale luxembourgeoise au Congo, l'historien Régis Moes retrace l'histoire des colons luxembourgeois et analyse leur statut légal au Congo belge, la composition socioprofessionnelle de leur groupe, mais aussi la propagande coloniale faite au Grand-Duché.

Cette colonie qui nous appartient un peu
La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960

Ce travail de recherche de 438 pages illustrées, primé meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps en 2010, vient d'être réédité et est à nouveau disponible en librairie au prix de 35 euros ou sur land.lu

72 392 313 Post-Election Questions

Jeffrey Palms

...One for each American voter who shaded the bubble next to the incumbent president, little knowing (and certainly little caring) that, in doing so, they also shaded something else: my sense of what kind of planet, and particularly what kind of United States of America, we in this dimension of existentiality are really dealing with.

“Why?”

Four years ago, the electoral upset pulled off by an occasionally televised orange-hued grabber of genitalia (and his brain-scrubbed wooden boy running mate) threw me into a state of tenuous uncertainty, even crisis, about what the USA actually was. Hang on, I thought. Was this really possible? Was this happening in the same pleasant country where I had grown up? Many other Americans no doubt felt the same. Clinton herself famously took to the woods after her spectacular loss and, frankly, I would have done the same. You could sooner speak the language of trees than see logic in the electoral will.

Eventually, we did weather the 2016 election, as one passes through a magical mist whose properties bend all psychology into strange and otherworldly colors, and after doing so we naturally started to assess what had happened. We found explanations. Good ones. The Clintonian aesthetic had failed to galvanize the public, for one thing. Sexism was alive and show-stoppingly well, for another. And massively blue-leaning polls had convinced Democrat would-be voters that Trump was no real threat. Mistakes, mistakes, mistakes. In that sad context, we reasoned, a bizarre minority of trolls had swiped the White House from the only serious people seeking it, a one-off victory for a fluky non-movement of anachronistic bozos who had seen and seized this as an opportunity for racism's last big hurrah. Their win, we went on, must have been buttressed by voters who didn't believe that the man was as bad as he insisted he was, or as stupid as he clearly behaved; folks who voted for him as a laugh,

as a protest, or simply out of a habit of Republicanism (even if Trump was never recognizably platformed as such).

For several days last week, Biden held the lead by a head-explodingly thin margin, a few thousand votes in Pennsylvania and what the *New York Times* wouldn't stop describing as “<0.1” in Georgia, the (partial) results of a glacially paced tallying process that all but stopped my blood from circulating. On Saturday, Biden finally eked out his win. Thank goodness for that. But the 2020 election still represents a real blow to the country, by which I

mean the fact that it was even close. That seventy+ million people voted against the Paris Agreement, against human rights, against healthcare for themselves and others. Against, really, the concept of government altogether.

More than seventy million! That's no fluke. And this time, each of you knew what Trump was. None of you has the excuses we invented for you back in 2016. So, I want to know: why?

Is it that the American political conversation is so eroded that elections amount to red versus blue?

I don't mean the parties those colors represent. I mean, nearly literally, the colors. That you are born into a community that is red, and every four years you send a champion to the capital to duke it out with your sworn enemy, blue? Sports fans never change allegiances. Ever. You cheer for the jersey, not the individual player.

Or is the divorce from ideology even more profound? Is Trumpism more accurately a state of repulsion at the Democrats' condescending tone, a state of feeling attacked simply for not being an urbanite who is experientially conversant in ra-

cial diversity and internationality? If so, this emotion is abnormally razored. I mean, nobody likes being talked down to, but being so buttthurt about it as to vote for the side that sterilizes detainees at the border?

Or maybe I have become a hopelessly Europeanized leftist, seduced by that dirtiest of words, socialism? True, I support Luxembourg's organized and caring government. True, I'm underwhelmed by Joe Biden and his centrism. Maybe my finger is nowhere near the American pulse. Maybe all those Trump votes were cast in an honest ideological fight against the pants-wettingly scary “big government” espoused by Biden.

Or is it Trump's actual record and values? Do nearly half of voters straightforwardly agree that black lives don't matter, that nonwhite immigrants (children included) pose a lethal threat, that our planet isn't worth a damn? One must assume that not every right-winger is duped by eroded politics or coerced by sulky emotions or skewed by my Euro-bias. Of the seventy+ million, surely a quiet majority are coolheaded and cognizant. Did you think that, given how malleable the business sector found the rudderless Trump administration, some sort of fairytale trickle-down economic boom at the hands of unchecked billionaires was worth a regime of chaos, hate, destruction?

I tried not to expect a Biden blowout. Really, I tried to be cynical. But deep down I couldn't help it. I never imagined so many Trump votes, not after these four years of nonsense. A narrow Biden win stops the bleeding, and I'm happy about it, but this election has shown that neither party is coherent anymore and that makes me worry for the American future. Biden is a non-Trump, Trump is a non-anything, yet both the parties rallied like crazy for their candidate, smashing turnout records going back a century. Biden votes were largely protest votes; that much is clear. But for the other seventy+ million who participated... what do you want? ●



Expats in Luxembourg-Grund, watching the US presidential election

Stil

L'ENDROIT



Klautjen

On se rappelle de cet hôtel-restaurant au jardin intimiste situé au Grundhof en face de l'hôtel Brimer. L'Ernz Noire avait bonne réputation et affichait un 13/20 au *GaultMillau*. Pourtant, son proprio, David Albert, décida de tout abandonner. Aujourd'hui, le chef n'a pas laissé tomber son dada en cuisine, mais il exploite dorénavant un local plus modeste du côté de Bissen, dans la zone industrielle du Roost. Sur deux étages on trouve,

derrière les grandes verrières du rez-de-chaussée, des sandwiches et des salades en take-away ou à déguster sur place, tandis qu'une carte bien fournie attend le client plus gourmet au premier étage (photo : GD). On ne sera pas étonné d'y voir salle comble un vendredi midi, surtout quand on aura goûté aux propositions préparées avec minutie comme à l'époque de l'Ernz Noire. La spécialité de l'endroit aura été l'angus, et c'est donc une tagliata que nous testerons en premier. Non seulement celle-ci sera fondante, mais le chef a eu la bonne idée de ne pas l'enterrer sous un surplus de roquette. La rucola ayant un goût assez prononcé, il aura préféré préparer une salade mélangée et taillée de façon hyper fine, avec juste quelques brins de roquette et de parmesan par dessus. Le parfait Grand-marnier qui suivait fut très onctueux et ponctuera le lunch de façon

parfaite. Désormais, on trouvera également au Klautjen (nom qui désignait les ouvriers de l'usine de clous à Bissen) des spécialités sur pierre chaude les weekends. GD

LA RUE

Rue Aldringen

C'était une des plus négligées du centre-ville parce que ouverte au trafic routier. Mais la rue Aldringen commence à se métamorphoser en joli poupon, ce qui donnera enfin au bar



Interview, café toujours bien visité et devenu culte, une belle terrasse qui risque d'attirer les foules lorsque la pandémie sera révolue. Parmi les autres commerces qui se sont déjà établis dans la rue, le plus sympa nous semble le finlandais **Helsinki** (photo: GD), dont la dernière lettre du nom de la capitale a fait place au numéro de la rue. Un intérieur très haut en béton brut propose des vêtements pour femmes sur le côté gauche, alors que la droite est réservée aux mâles. Il y trouvera la marque de chemises finlandaise Frenn, qui fabrique de manière responsable à partir de matériaux européens de sources écologiques. Monsieur y dénichera aussi des ustensiles pour le rasage, des savons et même des noeuds-papillons en bois (*hermandia.com*). Par ailleurs, la rue Aldringen, dont le coin Grand-Rue ouvre sur la Fnac, héberge juste à côté de celle-ci un bijoutier haut de gamme (Daniel

Gérard), un pop up de jouets (surtout du Maerklin), une galerie d'art qui privilégie le street art et des artistes ayant un goût pour le clinquant (Injoy Fine Art Gallery). Cette partie piétonne de la rue étant toujours en travaux, tous les nouveaux commerces ne sont pas définitivement installés. En attente, un projet de la femme-entrepreneuse de l'an passé, Stéphanie Jauquet (Cocottes, Um Plateau, Tempo), qui sera « plus belge tu meurs » et sans aucun doute la surprise de l'année. Nous vous en laissons la surprise jusqu'à l'ouverture. GD

LE ROOFTOP

Manko

Le Manko, fameux restaurant péruvien du seizième à Paris

ne fera donc pas banco au dernier étage du Royal Hamilius (photo : GD). Cela a été annoncé récemment et ça n'a rien d'étonnant lorsqu'on se dit que si jamais les coproprios, le troubadour Garou compris, se sont renseignés auprès de leurs copains des Galeries Lafayette, ceux-ci, vu leurs piètres résultats des débuts au boulevard Royal, ont dû crier « Sauve qui peut ». En général, quand une grande peinture internationale se désiste, on revient vite à nos moutons et les proprios de groupes de restauration locaux sont les premiers à être contactés comme remplaçants. Mais eux aussi doivent se têter par les temps qui courent, tous leurs établissements faisant en ce moment des chiffres plus ou moins déplorables par rapport à la normale. Et puis, il ne faut oublier qu'on a vu grand sur le toit de la baleine. Remplir du



matin au soir un local avec plus d'une centaine de couverts n'est pas chose facile. Voilà pourquoi on se demande si la municipalité ne ferait pas mieux de changer son fusil d'épaule. Pourquoi ne pas faire place à un *food court*, comme le Wolf à Bruxelles ou les Eataly dans les grandes métropoles, où on s'installe à un des comptoirs gérés par divers établissements, ce qui permet de se faire différentes spécialités internationales en un repas ? Le tout avec une programmation musicale changeante selon les jours de la semaine. Il est toujours permis de rêver, n'est-ce pas ? GD

